

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
FEMME SALARIÉE
ET LA MATERNITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} juin 1911, à 3 heures

PAR

A. VALLIN

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

Suffragants :

{	MM. TRUCHY,	{ professeurs.
	HITIER,	

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

FEMME SALARIÉE

ET LA MATERNITÉ

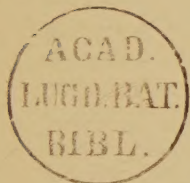
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 1^{er} juin 1911, à 3 heures

PAR

A. VALLIN



Président : M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants : { MM. TRUCHY, } professeurs.
 HITIER, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de législation étrangère, 1875-1909.

Annuaire statistique de la ville de Paris, années 1907 et 1908.

Balestre (D^r) et A. Giletta de Saint-Joseph. — Etude sur la mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France de 1892 à 1897.

Deborah-Bernson (D^r). — Nécessité d'une loi protectrice pour la femme ouvrière avant et après ses couches, 1899.

Bertillon. — *Recueil trimestriel de statistique municipale*.

Bourgeois (Léon). — Solidarité, 1907.

Budin (D^r). — Manuel pratique d'allaitement et d'hygiène des nourrissons.

— La mortalité infantile (Rapport à la commission de dépopulation), 1903.

Bulletin de l'Académie de Médecine, 1901-1909.

Bulletin de l'Office du travail, 1893-1911.

Bulletin de l'Office international du travail, 1902-1911.

Congrès de la Mutualité française, Nice, avril 1907.

Congrès de la Mutualité française, Nantes, 1904.

Congrès international de démographie et d'hygiène. Berlin, 1907.

Congrès national d'assistance publique et privée. Reims, avril 1908.

Congrès national de mutualité maternelle. Paris, novembre 1908.

Fauquet (D^r). — Rapport sur la protection légale des femmes avant et après l'accouchement (Association nationale pour la protection légale des travailleurs). 1903.

Goirand. — La protection et l'assistance légale des femmes salariées avant et après leur accouchement, 1906.

Foville (A. de). — Les illusions de la démographie. *Revue politique et parlementaire*. 10 juin 1910.

Guyot (Yves). — Rapport sur les obstacles économiques au développement de la population, 1905.

Haussonville (comte d'). — Salaires et misères de femmes, 1900.

Jay (Raoul). — La protection légale des travailleurs, 1904.

- Leroy-Baulieu.** — Le travail des femmes au XIX^e siècle.
Mabilleau (L.). — La Mutualité française, 1905.
Ministère du travail. — Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels, 1907-1908.
Ministère du travail. — Statistique internationale du mouvement de la population.
Moinet (D^r). — Les mutualités maternelles, 1911.
Niceforio. — Les classes pauvres, 1905.
Nourrisson (Paul). — Tout par l'Etat, 1909.
Pinard (Professeur). — La puériculture du premier âge. 1904.
Poussineau (Félix). — La Maternité chez l'ouvrière, 1910.
— Rapport sur la situation des familles des soldats mariés du contingent, 1910.
— Rapport sur la Mutualité maternelle (Revue de la prévoyance et de la mutualité, août 1910).
Revue hebdomadaire. — Le dépeuplement de la France (mai-juin 1909).
Revue d'hygiène et de police sanitaire. — Années 1895-1897.
Sicard de Plauzoles (D^r). — La Maternité et la défense nationale, 1909.
Simon (Jules). — L'ouvrière.
Strauss. — L'enfance malheureuse, 1900.
— Dépopulation et puériculture, 1901.
-

LA

Femme salariée et la maternité

CHAPITRE PREMIER

DÉPOPULATION. — NATALITÉ. — MORTALITÉ.

MORTINATALITÉ ET MORTALITÉ INFANTILE.

La diminution croissante de la natalité chez les peuples d'Europe est un sujet qui a été si souvent traité en ces dernières années, que l'on a mauvaise grâce, semble-t-il, à venir en parler encore ; pourtant, ce phénomène s'aggravant sans cesse et les pouvoirs publics paraissant impuissants à l'enrayer, on ne peut vraiment pas considérer la question comme définitivement épuisée.

Longtemps on considéra que le facteur principal de la prospérité des peuples était une nombreuse population. « C'est par le nombre de ses sujets, disait Vauban, que la grandeur des rois se mesure. » « Le gouvernement sous lequel les citoyens peuplent et multiplient le plus est infailliblement le meilleur » écrivait plus tard J.-J. Rousseau. Mais l'évolution économique et les

guerres continuelles qui marquèrent le début du xix^e siècle, les bouleversements politiques qui troublèrent l'Europe pendant cinquante ans, les luttes sociales qui suivirent, la transformation des conditions de la vie et le désir de bien-être, sans cesse grandissant, amenèrent une évolution lente de l'opinion publique, qui en vint à considérer les grandes familles comme peu désirables. C'est ainsi que, tandis qu'en 1800 le nombre moyen des enfants était de 4,24 pour les ménages français, en 1905 il n'était plus que de 2,07.

Voici du reste un tableau établissant que cette diminution du nombre des naissances est un phénomène général qui atteint tous les pays d'Europe.

Proportion des naissances pour cent habitants (1).

	France	Belgique	Allemagne	Angleterre	Suède
1810	3,18	»	»	»	»
1820	3,17	»	»	»	»
1830	2,99	3,23	»	»	3,29
1840	2,79	3,42	3,64	3,18	3,14
1850	2,68	3, »	3,71	3,34	3,19
1860	2,62	3,10	3,63	3,43	3,48
1870	2,55	3,27	3,85	3,52	2,88
1880	2,46	3,10	3,76	3,42	2,94
1890	2,18	2,90	3,57	3,02	2,80
1900	2,14	2,89	3,56	2,87	2,70
1905	2,06	2,62	3,50	2,72	2,57

C'est en France toutefois que la natalité diminue le plus

(1) *Statistique internationale du mouvement de la population*. Ministère du travail.

rapidement (1), si rapidement même que l'opinion et les pouvoirs publics se sont émus ; les causes de la dépopulation et surtout de la diminution de la natalité ont été longuement étudiées, des enquêtes ont été faites, des statistiques établies ; une commission extra-parlementaire fut même constituée, sous le ministère Waldeck-Rousseau, pour rechercher les causes de la dépopulation. Le résultat pratique de toutes ces études a été minime jusqu'à ce jour, et il ne semble pas que la natalité soit près de remonter. Le problème est complexe, et sa solution est plus du domaine moral que du domaine législatif : l'âme et la conscience humaine échappent, quoi que que l'on fasse, aux pouvoirs du législateur.

La faiblesse de la natalité, en France, ne tient à aucune cause physiologique, et c'est en vain que quelques pessimistes ont voulu l'attribuer à la dégénérescence de la race et à l'affaiblissement de ses forces viriles. « Les familles françaises stériles, ont écrit les professeurs Pinard et Richet, sont dans la proportion de 10 à 13 0/0 ; cette stérilité est involontaire, de cause organique et elle n'est pas plus fréquente qu'ailleurs, de sorte qu'il ne faut pas

	Naissances	Décès
(1) 1893.	834.173	851.986
1900.	827.297	853.285
1905.	807.291	770.171
1906.	806.847	780.169
1907.	773.969	793.889
1908.	791.712	745.271
1909.	769.969	756.545

faire intervenir les causes physiques dans la diminution de notre natalité. Elle est due à la volonté déterminée, et consciente des époux de n'avoir qu'un nombre déterminé d'enfants. Il faut donc, pour remédier à cette diminution de la natalité en France, ne compter que sur les moyens qui changeront la volonté des familles françaises et les détermineront à vouloir avoir plus d'enfants qu'elles ne veulent en avoir aujourd'hui (1). » Cette *hyponatalité* est voulue, et tient à des causes purement économiques et morales.

Dans les classes possédantes — du riche bourgeois au petit propriétaire terrien — là où se manifestent le plus généralement des preuves d'épargne et de prévoyance, là aussi est la natalité la plus faible. Le père qui, par son travail, son énergie, son épargne, a augmenté son patrimoine, appréhende non seulement de le voir morceler après lui, mais encore que, du fait de ce morcellement, ses enfants ne soient obligés de déchoir et que, fils de propriétaires, de bourgeois, ils ne deviennent paysans ou ouvriers. Si le patrimoine consiste en une terre, une industrie, un fonds de commerce, que l'on ne saurait partager sans dommage, le père alors ne résiste pas au désir de « faire un aîné » en dépit de l'abolition du droit d'aînesse, et ne procrée qu'une fois. En effet, comme l'a écrit M. Izoulet : « La Révolution a dit : le droit d'aînesse est abominable ; sur cinq enfants, par exemple, il donne

(1) Rapport sur les causes physiologiques de la diminution de la natalité en France. *Annales de gynécologie*, 1903.

tout à l'aîné et rien aux quatre autres. Il faut établir l'égalité de partage et assurer leur part d'héritage aux quatre déshérités. Rien de plus simple, de plus logique, de plus sage, de plus juste... en apparence. Rien de plus insensé..... en réalité ! En effet, ces quatre cadets que la nouvelle loi successorale voulait favoriser, qu'en a-t-elle fait ? Elle les a tués.

« Elle a voulu leur donner un peu d'argent et leur a ôté la vie. Je veux dire : elle les a empêchés de naître.

« Depuis plus de cent ans, c'est-à-dire depuis plus de trois ou quatre générations, c'est trois ou quatre enfants par famille qu'une loi aveugle ne cesse d'immoler. Effroyable et invisible hécatombe dont la France se meurt, sans trop savoir par quelle secrète blessure s'écoule le plus pur de son sang ! »

Dans les classes pauvres, si la fécondité est plus grande, elle n'en subit pas moins une notable diminution ; la femme du peuple commence à se refuser à la maternité et, il faut le reconnaître, le plus souvent ce n'est pas sans raison. L'ouvrier, en France, gagne en moyenne 4 francs par jour (1), et il ne faut pas s'étonner si, sachant qu'à ce prix là il ne pourra ni élever, ni nourrir convenablement une nombreuse famille, il cherche à la limiter. La classe ouvrière a pris conscience de sa situation et

(1) Salaires moyens :

Ouvriers d'industrie à Paris.	6 fr. 40
— Départements	4 fr.
Ouvriers agricoles (non nourris).	2 fr. 22

de ses intérêts économiques, elle a compris que l'excès de la population amenait l'abaissement des salaires et a prêté dès lors une oreille attentive aux théories néo-malthusiennes. Certes, nombreux sont les travailleurs qui gagnent plus de 4 francs par jour, mais ils forment une élite du prolétariat, ils se sont affinés, l'esprit de prévoyance s'est développé chez eux, et cela d'autant plus que leur salaire est plus élevé. Le désir de bien vivre, le besoin de jouissances ont complètement changé les conditions de leur existence ; pour eux l'enfant possible est devenu un sujet de crainte, en raison des sacrifices qu'il représente.

A côté de ces causes, particulières aux deux grandes classes de citoyens, — riches et pauvres — il en est d'autres, plus générales qui leur sont communes et les incitent également à limiter leur descendance. Tout d'abord le progrès des doctrines individualistes que l'on ne cesse de prêcher depuis 40 ans au nom de la solidarité humaine et qui conduisent si facilement à l'égoïsme. L'individu à qui l'on n'a cessé de vanter « les bienfaits de la mutualité, du syndicat professionnel, de l'assistance médicale gratuite, des retraites ouvrières, des pensions aux vieillards..., etc., se dit que la vie promet de ne pas lui être trop incélémente s'il prend soin d'en exclure l'enfant qui sera pour lui un importun créancier avant de devenir un débiteur peut-être récalcitrant (1). »

(1) A. de Foville, *Revue hebdomadaire*, mai 1909.

Puis aussi l'affaiblissement des sentiments religieux : les parents ne comptent plus sur la Providence pour pourvoir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille ; ils envisagent l'avenir avec moins de confiance, et n'étant plus retenus par leurs convictions religieuses, ils prêtent une oreille attentive aux conseils de *contrainte morale* qui leur sont donnés de tous côtés.

Cette diminution de la natalité n'est pas spéciale à la France ; c'est un phénomène général à tous les pays civilisés : « La démographie, dit Niceforio (1), a déjà suffisamment établi que la diffusion de la civilisation moderne tend à abaisser, de nos jours, le taux de la natalité. Dans un pays quelconque, dès que la civilisation moderne se substitue à l'ancienne, la natalité diminue. Les preuves de ce rapport sont fournies par plusieurs faits. D'abord par la diminution progressive et constante de la natalité dans toute l'Europe, depuis quelque temps, parallèlement à l'augmentation également progressive de la culture et du bien-être matériel. Ensuite par le fait que ce sont les nations d'Europe, où le bien-être, la culture intellectuelle et le progrès de la civilisation moderne sont le plus répandus, qui ont le taux de natalité le plus bas, tandis que les pays où la natalité est le plus élevée, sont précisément ceux où les anciennes civilisations persistent, où la culture intellectuelle est très basse, et

(1) Les classes pauvres.

où la richesse est répartie d'une façon féodale et quelquefois barbare. Enfin, le phénomène très connu que, dans le sein de la même nation, ce sont les provinces les plus actives et les plus modernes qui ont le taux de la natalité le plus bas, tandis que les provinces les plus arriérées et superstitieuses sont celles où le taux de la natalité est le plus élevé, confirme une fois de plus la loi démographique qui relie, au moins dans notre siècle, la natalité à la civilisation. »

Dans tous les pays, les enquêtes ont fourni sensiblement le même résultat : dès que l'individu possède, dès qu'il arrive à se constituer un patrimoine, il s'efforce de limiter le nombre de ses enfants afin de limiter aussi, à l'heure de sa mort, le nombre des parts qu'il faudra faire de ce bien si péniblement acquis. M. J. Arren (1) cite deux exemples typiques à ce sujet. La plus importante des sociétés anglaises de secours mutuels et de prévoyance, connue sous le nom de *Heart of Oak*, compte plus de 272.000 membres et n'admet comme sociétaires que les personnes recommandables, gagnant au moins 30 francs par semaine ; ce sont en général des petits bourgeois, des commerçants et quelques ouvriers. Les statuts de cette société permettent de constater aisément quelle est la natalité chez ses membres : en effet, il est stipulé qu'à chaque naissance d'enfant la femme de tout sociétaire touche un secours de 38 francs. Or de 1866 à 1881 le

(1) *Correspondant*, 25 novembre 1906.

nombre de ces versements variait de 2.176 à 2.472 par 10.000 membres ; à partir de 1881, ce nombre diminua constamment pour tomber en 1904 à 1.165. Donc dans une population caractérisée par ses habitudes de prévoyance, en moins de 40 ans, la natalité a fléchi de 46 0/0, c'est-à-dire trois fois plus que pour l'ensemble de l'Angleterre. Dans une autre société (*Royal Standard Benefit Society*), comptant 8.200 membres environ, le chiffre des secours pour naissances a diminué de 56 0/0 de 1881 à 1901.

En Allemagne, le même phénomène s'observe. Une curieuse enquête fut faite en 1904 parmi un grand nombre de personnes âgées ayant toutes réussi dans leur profession ou leur carrière ; il s'agissait de savoir si elles avaient eu plus ou moins d'enfants que leurs parents, qui généralement avaient été dans une situation plus modeste. Le résultat fut le suivant :

Professeurs d'Université . . .	4 enfants 2/3,	leurs parents	7
Artistes	4	—	6
Médecins	5	—	7 2/3.
Fonctionnaires.	4	—	6 3/4.
Négociants	5	—	7 1/2.

La comparaison de la natalité dans les quartiers plus ou moins fortunés des grandes capitales conduit aux mêmes conclusions :

*Proportion des naissances annuelles pour 1.000 femmes
âgées de 15 à 50 ans.*

Quartiers	Paris	Berlin	Vienne	Londres
Très pauvres.	108	157	200	147
Pauvres.	95	129	164	140
Aisés	72	114	155	107
Très aisés	65	96	153	107
Riches.	53	63	107	87
Très riches	34	47	71	63
Moyenne.	80	102	153	109

Nous pouvons donc considérer la faiblesse croissante de la natalité comme un phénomène qui atteint toutes les nations civilisées et qui les atteint toutes de la même manière.

En présence de cette diminution constante des naissances et du danger de dépopulation qui en est la conséquence, les pouvoirs publics se sont émus en France, et une commission extraparlamentaire a été constituée en 1900. Cette commission, qui au début avait semblé vouloir poursuivre activement ses travaux et qui comptait dans son sein des hommes éminents, ne répondit pas aux espoirs qu'elle avait fait naître ; les deux sous-commissions « natalité » et « mortalité » se réunirent de moins en moins fréquemment ; faute d'argent les procès-verbaux et les rapports cessèrent d'être publiés, et le 22 mars 1909, après avoir entendu la lecture du rapport général, la commission se sépara sans avoir arrêté définitivement ses conclusions.

Là ne s'est pas borné l'effort de l'Etat pour enrayer le

phénomène qui nous occupe ; un certain nombre de mesures ont été prises pour aider et faciliter le mariage. C'est ainsi que les lois des 20 juin 1896 et 20 juin 1907 ont simplifié les formalités légales et que la loi des 15-16 juillet 1907 a hâté le remariage de la femme divorcée. De même la loi du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée, accorde quelques avantages aux militaires mariés et à ceux qui sont pères de famille (1) ; enfin la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution du bien de famille assure la stabilité du foyer familial.

Peut-être serait-il possible d'aller plus loin dans cette voie et de tenir compte, pour la répartition de l'impôt, pour l'application du régime successoral, et même pour l'exercice du droit de vote, des charges et de la situation de famille.

A vrai dire les efforts faits jusqu'à présent par les pouvoirs publics pour enrayer la diminution constante de la natalité ont été impuissants, et rien ne permet de supposer qu'ils seront plus heureux dans un avenir prochain. Mais la natalité n'est qu'un des facteurs du développement de la population ; l'autre est la mortalité, et il est évident que la décroissance du premier pourrait être contrebalancée par l'abaissement de l'autre, et cela d'autant plus facilement que si les pouvoirs publics sont pour ainsi dire sans action sur la natalité, il leur est par contre possible de réduire sensiblement la mortalité.

(1) *Art. 102 de la loi de finance du 8 avril 1910* : « Les allocations [quotidiennes de 0, 75] accordées aux familles de soldats mariés seront majorées de 0 fr. 25 par jour et par enfant légitime ou reconnu. »

Depuis 50 ans de sérieux progrès ont du reste été faits dans ce sens ; les progrès de la science, un souci plus grand des lois de l'hygiène, une meilleure prophylaxie des maladies contagieuses et épidémiques, une police sanitaire plus complète et mieux appliquée, la diffusion du bien-être, ont réduit sensiblement les décès et allongé notablement la durée de la vie humaine. En 1806, la vie moyenne était de 29 ans seulement (1), actuellement elle est de 48 ans, vingt ans de plus qu'il y a cent ans (2). A l'étranger les progrès ont été moins rapides, et la vie moyenne y reste plus courte que chez-nous : les plus récentes statistiques donnent les chiffres suivants : France 48 1/10, Angleterre 45, Italie 43, Allemagne 37 seulement.

De même si au lieu de considérer la vie moyenne, c'est-à-dire la durée moyenne des existences (3), nous considérons l'âge moyen (4) — autrement dit la moyenne de tous les vivants à un moment donné — nous voyons que la France est encore en tête :

(1) *Table de mortalité* de Duvillard.

(2) De Foville, *Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1910.

(3) *La vie moyenne* est la durée moyenne des existences, c'est-à-dire le temps que chacun aurait eu à vivre si le total des années vécues par les uns et les autres avait été également réparti entre tous.

(4) L'âge moyen s'obtient en additionnant les âges de diverses personnes et en divisant cette somme par le nombre des personnes considérées.

Age moyen en 1901 (1).

	Sexe masculin		Sexe féminin	
France.	31 ans	9 mois	32 ans	7 mois
Belgique.	28 »	2 »	29 »	»
Italie.	28 »	»	28 »	6 »
Angleterre.	26 »	10 »	27 »	10 »
Allemagne.	26 »	6 »	27 »	7 »

Donc, si nous sommes plus âgés que ne l'étaient nos ancêtres, nous le sommes plus aussi que les peuples qui nous entourent. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Les avis sont partagés. L'enfant n'est pas un bon placement, car il consomme comme l'adulte et ne produit pas comme lui, disent les uns ; et ce qu'il faut voir dans une nation, ajoutent-ils, c'est la force de production, la force virile de ses habitants, et non leur nombre. Si l'enfant est improductif, disent les autres, le vieillard l'est aussi et le devient chaque jour davantage ; l'enfant c'est l'homme de demain, c'est l'avenir.

Quoi qu'il en soit, un fait indéniable c'est que s'il naît chez nous moins d'enfants que chez nos voisins, nous en amenons un plus grand nombre à l'âge de pleine maturité, à l'âge de production intégrale et, si nous comparons la répartition masculine par âge, en France et en Allemagne par exemple, nous voyons que la diminution de la mortalité nous assure une très sensible supériorité sur nos voisins d'outre-Rhin, non seulement en ce qui concerne les vieillards, mais encore, ce qui est plus intéres-

(1) De Foville, *loc. cit.*

sant au point de vue économique et militaire, en ce qui concerne la population virile.

La population masculine se répartit ainsi par 10.000 habitants (1) :

Ages	France	Allemagne
0 à 14 ans.	2.653	3.544
15 à 59 ans	6.170	5.741
60 ans et plus	1.177	715

Ce résultat est de nature à atténuer sensiblement les dangers de notre faible natalité, mais il est possible, dans cet ordre d'idée, de faire de nouveaux progrès et d'augmenter encore la durée moyenne de la vie ; les décès par variole, diphtérie, fièvre typhoïde, diminuent d'année en année (2) ; pour la tuberculose elle-même, le chiffre annuel des décès est tombé de 150.000 à 100.000 (3), mais c'est trop encore si l'on songe que 60 0/0 des victimes ainsi frappées sont âgées de 20 à 40 ans, c'est-à-dire sont à l'âge où l'individu est en pleine activité, et où il est le plus utile aux siens et à la collectivité.

S'il est possible de réduire la mortalité des adultes, il n'en est pas moins certain que le combat de la vie fera

(1) De Foville, *loc. cit.*

(2) Extrait de la *Statistique de la ville de Paris* pour 1907.

Age	Tuberculose	Variole	Diphtérie	Typhoïde	Total général des décès
0 à 19 ans. . .	2.056	12	201	82	10.974
20 à 59 ans . .	9.771	29	182	182	23.437
60 ans et plus .	918	4	3	3	16.109
Total . .	12.645	45	267	267	50.540

(3) Communication du professeur A. Robin à l'Académie de Médecine, 1910.

toujours des victimes ; pour les enfants il n'en est pas de même, et la mort prématurée d'êtres à peine nés semble un contre-sens de la nature. La mortalité infantile est cependant formidable — 13,5 0/0 des nouveau-nés n'atteignent pas l'âge d'un an — et est occasionnée dans la majorité des cas par le manque de soins, dû à l'ignorance ou à la pauvreté des parents. Il est donc possible de la réduire ; c'est pour la société non seulement un devoir, mais aussi une question d'intérêt. En effet, les soins insuffisants donnés aux jeunes enfants ont pour conséquence, non seulement d'occasionner le décès d'un grand nombre d'entre eux, mais encore de laisser une partie de ceux qui survivent, faibles, malingres et incapables plus tard de gagner leur vie ; ils viennent alors, prématurément, grossir le nombre des indigents, des incurables, à l'entretien desquels la société est obligée de pourvoir.

Si le nombre des enfants, que des soins insuffisants laissent ainsi à jamais chétifs et débiles, est impossible à évaluer, du moins connaissons-nous exactement celui des nouveau-nés qui meurent dans le cours de leur première année d'existence. La comparaison des chiffres de la mortalité infantile dans les villes les plus importantes nous montre que la France, heureusement, paye à ce terrible fléau un tribut moins lourd que les autres nations. En effet, sur cent enfants nés vivants, le nombre de ceux qui meurent avant un an révolu est le suivant :

Moscou	37	Le Caire	28
St-Pétersbourg	36	Vienne	26

Madrid	23	Berne	15
Berlin	20	Gênes	15
Bruxelles	19	Stockholm	14
San Francisco	18	Rome	14
Naples	17	Washington	12
Londres	16	Paris	11,5 (1)
Amsterdam	15	New-York	9

Ces chiffres sont considérables, surtout si l'on considère qu'ils concernent la population urbaine des grands centres plus éclairée que celle des campagnes ; c'est ainsi que pour certaines provinces de l'empire russe, près de la moitié des enfants succombent dans leur première année, et qu'en France même la mortalité atteint 23 0/0 à Rouen, 27 0/0 à Lille, et jusqu'à 48 0/0 à Halluin et certains centres ouvriers du département du Nord. Pour l'ensemble de la France, toutefois, le chiffre moyen est de 13,9 0/0, très légèrement supérieur à celui fourni par Paris.

Le taux de 13,9 0/0 représente la mortalité moyenne pendant la première année de la vie et il s'élève bien plus encore si l'on considère le décès pendant les tout premiers jours ; sur 10.000 enfants nés vivants, ceux qui meurent se répartissent de la manière suivante (2) :

(1) Un grand nombre d'enfants nés à Paris sont, peu de jours après leur naissance, placés en nourrice en province, ce qui tend à diminuer le taux de la mortalité infantile parisienne. Nous ignorons s'il en est de même dans les grandes villes étrangères

(2) Période de 1900 à 1905.

Enfants âgés de moins de 5 jours : 186, soit en moy. 46,5 par jour.

—	de 5 à 9	—	83	—	16,5	—
—	de 10 à 14	—	73	—	14,6	—
—	de 15 à 30	—	147	—	4,7	—
—	de 31 à 60	—	158	—	5	—
—	de 61 à 90	—	139	—	4,6	—
—	de 91 à 180	—	267	—	2,9	—
—	de 181 à 270	—	192	—	2,1	—
—	de 271 à 365	—	144	—	1,5	—

Nous voyons donc que la mortalité est considérable pendant les 5 premiers jours de la naissance, qu'elle s'abaisse sensiblement du 5^e au 14^e, et qu'à partir de ce moment elle continue à décroître à peu près régulièrement, à mesure que l'on s'éloigne de l'époque de la naissance. Ces chiffres sont ceux de la période quinquennale 1900-1905, et présentent une sérieuse diminution sur ceux des périodes antérieures. En effet, sans remonter plus loin que le milieu du xix^e siècle, la mortalité moyenne des enfants de moins d'un an était (1) :

de 1857 à 1860, de. . . .	4.818 sur 10.000 enfants nés vivants
de 1866 à 1868, de. . . .	1.748 —
de 1876 à 1880, de. . . .	1.666 —
de 1888 à 1890, de. . . .	1.634 —
de 1901 à 1905, de. . . .	1.389 —

De sorte que, malgré la diminution de la natalité, le nombre des enfants n'a cessé d'augmenter : en 1890, par exemple, le chiffre des naissances était de 838.059 et celui

(1) *Statistique internationale du mouvement de la population*, Ministère du travail.

des décès d'enfants de moins d'un an de 147.590, soit une différence de 690.469 enfants vivants au bout de la première année ; en 1905, les chiffres étaient les suivants : naissances, 807.291, décès, 109.633, différence, 697.658 ; donc, en définitive, en 1906, le nombre des enfants de un an était supérieur de 7.200 à celui des enfants du même âge en 1890.

Ces progrès sont dus aux lois du 25 décembre 1874 sur la protection du premier âge, et du 28 juin 1904 sur les enfants assistés qui, en protégeant les enfants contre la négligence ou la mauvaise volonté des parents et des nourrices, en diminuant aussi les chances d'abandon et d'infanticide, ont sauvé bien des nouveau-nés. Ils sont dus aussi aux progrès de l'hygiène et de la médecine, à la charité privée surtout qui, en ces dernières années, a consacré des sommes considérables à la création de dispensaires, de crèches, de « pouponnières » et de « gouttes de lait » dont le nombre va sans cesse grandissant.

Les résultats sont importants et doivent encourager les pouvoirs publics et l'initiative privée ; il reste toutefois beaucoup à faire encore.

Les chiffres que nous avons donnés, en effet, ne tiennent compte que des enfants nés viables, et font abstraction de ceux qui ont cessé de vivre avant même de naître : c'est-à-dire des mort-nés. Au point de vue légal, on appelle ainsi les enfants qui, après six mois de vie intra-utérine, meurent avant d'avoir respiré. Leur nombre qui,

pour la France, était de 44.000 environ par an en 1860 est progressivement descendu à 38.000 en 1905. Ces chiffres toutefois sont sensiblement au-dessous de la réalité, en raison du grand nombre des décès de cette nature qui ne font l'objet d'aucune déclaration, soit par suite de négligence, soit parce que ces décès sont la conséquence de manœuvres criminelles. En effet, la mortalité due à l'avortement, qu'il soit spontané ou provoqué, thérapeutique ou criminel, est impossible à évaluer, et le professeur Lacassagne n'a pas craint de dire que le nombre des avortements criminels était au moins égal au nombre des naissances. Cette mortinatalité tient à des causes pathologiques et à des causes morales ; parmi les premières nous citerons la tuberculose, l'intoxication, la misère des parents, le surmenage de la mère pendant la grossesse ; parmi les secondes, l'abandon criminel du père ou la détresse morale de la mère, effrayée par la perspective d'une vie de misère, d'humiliations et de souffrance. « La crainte des heures noires, dit Bebel, la crainte de voir les enfants avoir faim, pousse trop souvent les femmes à des agissements qui ne sont pas plus d'accord avec les lois de la nature, qu'avec le Code pénal. »

La mortinatalité, comme aussi la mortalité infantile, ont donc pour cause principale la situation déplorable dans laquelle se trouve généralement la femme salariée, avant, pendant, et après la naissance de son enfant. Il n'y

a donc pas d'autre remède pour diminuer l'une et l'autre, que de faciliter à la femme, appartenant aux classes pauvres, l'accomplissement de sa fonction naturelle et sociale la plus élevée, qui est la gestation, l'élevage et l'éducation de l'enfant.

CHAPITRE II

NÉCESSITÉ DU REPOS CHEZ LES FEMMES SALARIÉES AVANT ET APRÈS L'ACCOUCHEMENT.

I

Repos pendant la dernière période de la grossesse.

Intoxications industrielles.

La femme salariée est une conception moderne, née de l'évolution économique qui marqua la fin du XVIII^e siècle. Lorsqu'avec la vapeur, se manifesta la révolution industrielle qui devait changer la face du vieux monde, la force musculaire perdit sa valeur, et, sous la pression de la concurrence, les créateurs des industries nouvelles furent tout naturellement amenés à substituer au travail de l'homme, celui beaucoup plus économique des femmes et des enfants. Peu à peu le commerce, lui aussi, tenté par le bon marché, fit appel à la main-d'œuvre féminine. Désertant alors le foyer et l'atelier familial où jusqu'alors elles s'étaient confinées, les femmes prirent, de jour en jour plus nombreuses, le chemin de l'usine, de l'atelier, ou du magasin.

Cet emploi, industriel et commercial, de la main-d'œuvre féminine, a été vivement critiqué par les uns, glorifié

au contraire par les autres comme un progrès et une émancipation.

Ce n'est pas un gain pour la famille ouvrière, disent les premiers, mais au contraire une perte, car il baisse le salaire de l'homme et devient ainsi nuisible à la femme elle-même en l'obligeant, si elle est mariée, à délaisser son foyer et ses enfants pour aller à l'usine, parfaire le salaire insuffisant du mari ; c'est la désorganisation de la famille, qui jette l'homme au cabaret et l'enfant à la rue ; le travail industriel enfin est préjudiciable, non seulement à la femme, mais encore à la race, car le surmenage, qu'il occasionne presque toujours, est nuisible à la jeune ouvrière tant qu'elle n'a pas achevé son complet développement physique.

A cela, les partisans du travail féminin répliquent : la femme, pas plus que l'homme, ne vit de rien, comme lui elle a besoin de manger, et parfois de donner à manger ; toute femme n'a pas une famille, et nombreuses sont les isolées, les veuves, les filles-mères, les abandonnées qui doivent gagner leur pain, parfois même celui de leurs enfants ; pour celles-là le travail industriel est un immense débouché, où les moins bien douées même peuvent espérer trouver le salaire indispensable à leur existence.

Notre dessein n'est pas d'étudier dans son ensemble le problème si complexe du travail des femmes ; nous voulons examiner seulement le côté très spécial de la question qui concerne la dépopulation et la mortalité infantile ;

c'est-à-dire l'influence que peuvent exercer le travail et la fatigue sur la santé de la mère et sur la vitalité des enfants qu'elle mettra au monde.

Sur ce point toutes les doctrines et toutes les écoles sont d'accord, et celles-là même qui considèrent comme un progrès l'entrée des femmes dans la vie industrielle, reconnaissent que, pendant une période au moins de leur existence — celle de la maternité — elles doivent être l'objet d'une sollicitude spéciale. Et cependant, quelle aide particulière notre organisation sociale apporte-t-elle à la femme salariée ? Que fait la société pour lui faciliter sa tâche ? Rien. Au contraire, du jour où elle est entrée comme travailleuse à l'usine, « elle n'a plus été considérée comme mère, mais comme un outil qui ne doit pas chômer. Et c'est là le crime de notre orgueilleuse civilisation industrielle, c'est qu'elle n'a vu dans l'homme qu'une machine sans pensée et sans volonté, et qu'elle a tué chez la femme la divine maternité ; celles en qui la nature accomplit son œuvre, elle les broie douloureusement, et ce qui devrait être pour la famille et pour le pays une joie et une richesse nouvelles, devient pour la pauvre mère une source de misère et comme un châtiment : c'est, par suite du travail interrompu, le pain qui manque à la maison, le dénuement, la place prise à l'atelier (1) ».

Il ne semble pas possible, en l'état actuel de notre société, de modifier la situation économique des femmes de

(1) Paul Gemähling, *La femme ouvrière*.

la classe ouvrière, mais il est indispensable d'améliorer les conditions déplorables qui précèdent, accompagnent et suivent la naissance de leurs enfants et qui sont cause de la mortalité infantile, encore trop considérable, que nous avons constatée. Obligée de travailler jusqu'au dernier moment en prévision des charges nouvelles qui vont lui incomber, la femme salariée ne peut avoir, pendant sa grossesse, les soins et le repos si nécessaires, surtout durant les dernières semaines ; sitôt relevée de ses couches, elle doit retourner à l'usine, à l'atelier, au magasin, avant d'être complètement rétablie, et souvent, pour ne pas perdre son gagne-pain, elle doit encore priver son enfant du lait qui appartient à celui-ci. Il est indispensable de modifier un tel état de choses ; il faut, au contraire, faciliter à l'ouvrière l'accomplissement de son devoir de mère et que, protégée par sa maternité, elle puisse se consacrer calmement à sa lourde et noble tâche.

Du fait de la grossesse, l'organisme de la femme subit des modifications physiologiques importantes et profondes. Plus impressionnable aux contagions, aux refroidissements, aux affections de toutes sortes, moins alerte dans ses mouvements, partant plus exposée aux accidents du travail, l'ouvrière, pendant la période de gestation, se trouve presque toujours dans des conditions physiques et morales incompatibles avec son état.

Dans un mémoire lu à l'Académie de Médecine en 1895, le professeur Pinard a montré que les femmes qui

ont pu suspendre tout travail fatigant dans les derniers jours de leur grossesse, mettaient au monde des enfants plus lourds et mieux constitués que celles qui avaient dû travailler jusqu'au dernier moment. Pour 500 femmes ayant travaillé jusqu'à l'accouchement, le poids moyen de l'enfant était de 3 kil. 010, tandis que pour le même nombre de femmes ayant séjourné, au moins dix jours, au dortoir de la Maternité, le poids moyen de l'enfant était de 3 kil. 366. Les travaux entrepris quelques années plus tard par Mme Bernson ont donné le même résultat :

Profession de la mère :	Poids moyen de l'enfant	
	Sans repos	Avec repos
Servantes. Travail fatigant	2.693	3.030
Couturières. Lingères.	2.757	3.148
Filles de ferme.	2.844	3.246
Différents métiers fatigants (debout) . .	2.851	3.084
Servantes. Travail facile.	3.243	3.520
Différents métiers faciles (assis)	3.303	3.313

A Lille, les ouvrières de filature travaillent debout de huit à dix heures par jour et ne se résignent généralement à quitter la fabrique que le plus tard possible ; aussi le poids moyen de leurs enfants ne dépasse-t-il pas 2.800 grammes (1).

A l'étranger, des constatations analogues ont été faites ; le Dr Reniselli à Ferrare (2) a observé que sur 2.054 femmes, celles qui avaient fait un séjour de deux semaines à la Maternité avant leur accouchement avaient des enfants d'un poids moyen de 3 kil. 210, tandis qu'au

(1) Eustache, *Puériculture*, 1903.

(2) Couvelaire, *Annales de gynécologie*, mai 1903.

contraire celles qui travaillaient jusqu'au dernier moment mettaient au monde des enfants dont le poids moyen ne dépassait pas 3 kil. 040.

Ces observations — toutes concordantes — nous amènent à conclure que non seulement le repos de la mère, pendant les dernières semaines de la gestation, a une heureuse influence sur le poids du nouveau-né, mais même que de deux femmes travaillant jusqu'au dernier jour, c'est celle dont le travail est le moins pénible qui met au monde l'enfant le plus lourd.

Du reste si, grâce au repos pris par la mère, le poids du nouveau-né est plus élevé que la moyenne, ce n'est pas parce que, moins anémiée, plus vigoureuse, celle-ci lui a infusé un sang plus riche, plus généreux, c'est surtout parce qu'elle a pu mener sa grossesse jusqu'au terme ; en effet, le professeur Pinard a établi que la proportion des femmes ayant une gestation de 280 jours et plus est de 66 0/0 parmi celles qui se reposent et de 48 0/0 seulement chez les autres (1).

Le repos est donc nécessaire aux femmes enceintes de la classe ouvrière, non seulement pour elles, mais encore pour leur enfant ; mais quelle doit être la durée de ce repos ?

(1) Le repos de la mère détermine chez le nouveau-né une augmentation de poids que le professeur Pinard évalue à 300 grammes en moyenne. Encore faut-il remarquer que, dans la plupart des cas observés, le repos de la mère et sa présence à la Maternité avant l'accouchement étaient motivés par un mauvais état de santé (accident, maladie, mauvais état général) ; au contraire, les femmes qui ne se faisaient hospitaliser qu'au dernier moment étaient les plus vigoureuses

En 1901, le *Congrès d'obstétrique* siégeant à Nantes vota à l'unanimité la motion suivante : « Toute femme a droit à l'assistance nécessaire, pour se trouver dans les meilleures conditions hygiéniques pour elle et son enfant, dans les trois derniers mois de sa grossesse. »

En 1903, l'*Association nationale française pour la protection légale des travailleurs* émit le vœu suivant :

« Les femmes ne pourront être admises au travail pendant les deux mois qui précéderont le terme présumé de leur grossesse. »

Le 27 novembre 1908, le *Congrès national de la mutualité maternelle* a, sous la présidence de M. le sénateur Strauss, adopté la résolution suivante :

« Le terme de 7 mois révolus est la limite à partir de laquelle la diminution ou la cessation de travail devient nécessaire ; cette limite est avancée lorsqu'il est médicalement établi que la continuation de travail est dangereuse pour la mère et l'enfant. »

C'est donc une période de repos de deux à trois mois qui est généralement demandée ; ce repos, bien entendu, vise seulement le travail industriel et commercial et il n'est nullement question d'inciter la femme enceinte à ne plus s'occuper des soins du ménage. Malgré l'intérêt évident qu'il y aurait à assurer à l'ouvrière le repos le plus long possible, nous croyons que deux mois seraient une période trop longue au point de vue économique et financier. M. le sénateur Strauss, du reste, dans son projet de loi sur l'assistance des mères, prévoit seulement

l'interruption de travail pendant la dernière quinzaine de la grossesse (1). Ce délai est, pensons-nous, celui auquel il conviendrait de s'arrêter, pour le moment tout au moins ; lorsque cette période de repos de 15 jours aura pénétré dans nos mœurs industrielles et commerciales, peut-être sera-t-il possible de l'augmenter. C'est ainsi du reste qu'ont procédé certaines nations — la Suisse entre autres — qui nous ont précédées dans cette voie et dont nous examinerons plus loin la législation.

Un certain nombre de métiers exercent une influence pernicieuse sur la santé des ouvriers qui s'y livrent : soit, parce qu'ils nécessitent l'emploi de substances toxiques, soit parce qu'ils s'exercent dans des conditions hygiéniques défectueuses. De nombreux efforts ont été faits depuis quelques années pour diminuer ces risques professionnels, mais il reste encore beaucoup à faire dans cette voie. Il est malheureusement à craindre que, de longtemps encore, les chefs d'industrie ne puissent s'affranchir de procédés malsains et archaïques, qu'ils sont les premiers à déplorer, mais que la rude loi de la concurrence les oblige à conserver. Une entente internationale, en imposant à tous les mêmes charges et les mêmes sujétions permettrait, seule, de réduire presque complète-

(1) Projet du 3 novembre 1903, — le projet du 23 mars 1906 parle seulement *de la dernière période*, sans préciser davantage.

ment les risques professionnels en transformant les méthodes et les installations reconnues défectueuses. C'est, du reste, le but que poursuit depuis 1900 l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*, et les résultats déjà obtenus démontrent qu'il est possible d'arriver à un accord entre les gouvernements et d'amener « les nations à s'assurer mutuellement contre un certain nombre de maux qui constituent peut-être un surcroît inutile de la misère humaine » (1).

Les risques professionnels, déplorable pour la santé des ouvriers en général, ont des conséquences bien plus graves lorsqu'ils atteignent des femmes sur le point d'être mères ; car, dans ce cas, l'enfant qu'elles portent est lui-même atteint le plus souvent.

C'est ainsi que chez les ouvrières manipulant le plomb, le mercure, l'aniline, le phosphore, l'arsenic... les intoxications dont elles sont atteintes déterminent des avortements dans la proportion de 60 0/0 des grossesses (2) ; et, lorsque même les enfants naissent vivants, ils sont chétifs et leur mortalité reste élevée.

Le mercure employé dans la fabrication des papiers peints, des fleurs artificielles, dans la dorure, dans l'étagage des glaces, dans la construction des lampes à incandescence et des thermomètres... etc., détermine souvent l'avortement ; certains auteurs ont même accusé cette intoxication de provoquer le décès de 55 0/0 des enfants

(1) Lichtenberger, 1904.

(2) Mme Mentesson, *Congrès de Berlin*, 1896.

que les ouvrières de ces industries mettent au monde.

Le plomb détermine également des accidents graves, et les femmes atteintes de saturnisme parviennent rarement à mener leur grossesse à terme. Le Dr Constantin Paul a observé 123 grossesses à la suite desquelles 50 enfants seulement ont pu dépasser l'âge de deux ans ; les professeurs Tarnier et Budin citent 4 femmes qui ont eu un total de 15 grossesses avec un seul enfant vivant, et 5 femmes chez lesquelles 20 grossesses sur 36 se sont terminées par des avortements. Même bénigne pour le père ou la mère, l'intoxication saturnine est funeste pour le nouveau-né, et quand il naît vivant, il succombe presque toujours avant d'avoir atteint sa troisième année (1). Le nombre des industries dans lesquelles les ouvrières manipulent le plomb est considérable et nous indiquerons pour ne citer que les principales : l'imprimerie, le nettoyage des dentelles, les industries textiles, la fabrication et la manipulation des matières colorantes, la construction et l'usage des accumulateurs... etc.

Le phosphore a, pendant longtemps, déterminé des intoxications graves dont les effets étaient désastreux ; mais depuis quelques années, l'emploi de machines automatiques et surtout la substitution du sesquisulfure de phosphore, complètement inoffensif, au phosphore en nature, dans la fabrication des allumettes, a réduit considérablement les cas de phosphorisme.

(1) Constantin Paul, *Archives générales de Médecine*, 1860.

Les dangers et l'action du tabac sont moins certains. Quelques auteurs considèrent ce produit comme susceptible d'avoir une influence déplorable sur la grossesse de l'ouvrière qui le manipule, mais d'autres, au contraire, considèrent le tabagisme comme n'ayant aucune influence sur la conception. Certaines statistiques (1) peuvent faire croire que le tabac provoque en moyenne 45 avortements sur 100 grossesses chez les ouvrières des manufactures, mais il faut se demander si ces accidents ne sont pas occasionnés par les conditions dans lesquelles ces ouvrières effectuent leur travail, généralement debout, et si le tabagisme n'est pas souvent un motif spécieux destiné à masquer des manœuvres criminelles.

Si, en ce qui concerne l'influence du tabac sur la santé de la mère, les avis sont partagés, du moins est-il généralement admis que les effets en sont pernicieux pour les nouveau-nés. D'après le Dr Etienne, de Nancy (2), la mortalité des nourrissons des ouvrières de la manufacture de tabac est très supérieure à la mortalité infantile dans le reste de la population ouvrière (37 0/0 au lieu de 17 0/0) ; de même le Dr Piasecki, au Havre relève 223 décès pour 376 naissances, soit une mortalité de 59 0/0. Enfin il est unanimement admis que le lait des mères manipulant le tabac est pernicieux pour leurs enfants, et que sous peine de les empoisonner elles doivent renoncer à les allaiter.

(1) Dr Jacquemart, *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, 1880.

(2) *Revue d'hygiène et de médecine légale*, 1896.

Le sulfure de carbone, utilisé principalement dans l'industrie du caoutchouc, les vapeurs de chlore qui se dégagent dans les opérations de blanchiment et de teinture des étoffes peuvent agir également d'une manière fâcheuse sur la grossesse ; de même, la station droite trop prolongée, la trépidation du travail à la machine, les fortes chaleurs et les refroidissements brusques, inévitables dans certaines industries, déterminent chez les ouvrières qui y sont employées des désordres organiques auxquels il faut attribuer non seulement les avortements, mais encore les tares qui marquent si fréquemment les nouveau-nés de la classe ouvrière. Aussi beaucoup de médecins et d'hygiénistes demandent-ils que dans les derniers mois de la grossesse les femmes soient éloignées, non seulement des industries les exposant à des intoxications, mais aussi des travaux au cours desquels les ouvrières sont appelées à porter de lourds fardeaux ou à faire de grands efforts musculaires, ainsi que ceux nécessitant l'emploi des machines à coudre, ou autres, actionnées avec le pied.

II

**Repos après les couches dans l'intérêt
de la mère et de l'enfant.**

Après l'accouchement, la femme a besoin de quelques semaines de repos ; c'est une nécessité reconnue depuis longtemps, et qui figurait déjà dans la loi de Moïse (1).

(1) Lévitique, chap. XII.

L'organe profondément modifié pendant la grossesse et cruellement éprouvé par la sorte de traumatisme qu'est la délivrance, doit se transformer à nouveau avant de revenir à l'état normal. Pendant cette évolution, cette régression de l'organe, la femme est une blessée, quelquefois une malade dont la convalescence peut être plus ou moins longue.

Jusqu'à ces dernières années, l'avis unanime des médecins, était que la femme ne pouvait, sans imprudence, se lever qu'entre le 18^e et le 25^e jour, sortir avant la 4^e semaine et se livrer à des exercices fatigants et pénibles avant trois mois (1). En réalité, ces règles de prudence ne sont observées que par les femmes appartenant aux classes riches ; au contraire, les ouvrières, les salariées, les indigentes reprennent au plus vite leur labeur presque toujours avant le neuvième jour ; elles auraient cependant grand besoin de quelques semaines de repos : fatiguées, surmenées même parfois, jusqu'à la veille de leurs couches, mal préparées par conséquent à un prompt rétablissement, elles s'exposent, en reprenant prématurément leur vie active, à contracter des infirmités susceptibles de tarir irrémédiablement leur fécondité future. « Si la femme s'expose trop tôt aux fatigues de son intérieur ou de sa profession, des déplacements de l'organe de la gestation... peuvent survenir, rendre une nouvelle grossesse difficile ou dangereuse, parfois impossible, faire de la

(1) Rapport de M. Dron, *J. off.*, 26 juillet 1892 ; Dr Pozzi, *Manuel d'accouchement*.

femme une valétudinaire, incapable de remplir son rôle social et qui souvent retombe, à cause de cela même, à la charge de l'Assistance publique (1). »

Ces sages conseils ne sont pas suivis, et, dans la pratique, les femmes de la classe ouvrière, entrées à l'hôpital pour faire leurs couches, en sortent presque toutes entre le 7^e et le 11^e jour.

D'après le Dr Napias, sur 1.780, soignées tant dans les hôpitaux de Paris que chez les sages-femmes de l'Assistance publique, les sorties se répartissent de la façon suivante :

7 ^e jour	4	14 ^e jour	181
8 ^e —	61	15 ^e —	130
9 ^e —	161	16 ^e —	100
10 ^e —	344	17 ^e —	71
11 ^e —	229	18 ^e —	42
12 ^e —	228	19 ^e —	32
13 ^e —	198	20 ^e —	6

L'ensemble des sorties du 7^e au 12^e jour inclus représente les 3/5^e des sorties totales.

En province il en est de même, et sur 18.737 femmes ayant été hospitalisées en trois ans dans les principales maternités de France les sorties se répartissent ainsi :

3.335	sorties avant le	7 ^e jour
2.407	—	8 ^e —
3.763	—	9 ^e —
2.834	—	10 ^e —

(1) Dr Napias, Communication à la Société de médecine publique, 28 novembre 1888 ; *Revue d'hygiène et de police sanitaire*.

1.585 sorties avant le 11^e jour

1.113 — 12^e —

3.695 sorties après le 12^e jour.

Là encore, plus de deux tiers des accouchées avaient quitté le service avant le 10^e jour, et c'est le 9^e jour que les sorties sont les plus nombreuses. Si les femmes quittent si vite les hôpitaux, ce n'est ni parce qu'on les incite à partir, ni parce qu'elles s'y trouvent mal ; c'est parce que la nécessité les y contraint : « Sur 495 femmes accouchées dans mon service, dit le professeur Pinard (1), presque toutes l'ont quitté avant le 12^e jour, et cependant je n'en ai renvoyé aucune. Malgré tout, elles ont voulu partir. J'ai demandé à toutes ces femmes pourquoi elles partaient ; certainement je n'ai pas toujours su la vérité, mais on m'accordera bien que, sur ces 495 réponses, toutes ne sont pas fausses et que beaucoup de ces femmes n'avaient pas d'intérêt à mentir. Or 130 sont sorties pour reprendre leur travail ; 41 par crainte de perdre leur place et 89 pour payer le mois de nourrice de leur enfant ; 101 pour aller reprendre leurs enfants ; ces derniers étaient en garde ou soignés par le mari ; 9 pour reprendre leur enfant au dépôt de l'Assistance publique ; 26 pour aller au Vésinet. Je vous ferai grâce des autres réponses qui démontrent presque toutes cependant que ces femmes sont poussées par la nécessité.... Enlevez à ces femmes la préoccupation du lendemain, bien plus encore pour

(1) Dr Pinard, *Communication à la Société de médecine publique*, 26 novembre 1890.

leur enfant que pour elles-mêmes, et alors seulement elles resteront, après leur accouchement, le temps nécessaire à leur complet rétablissement. »

Le repos après l'accouchement n'est pas nécessaire seulement dans l'intérêt de la mère ; il l'est encore dans l'intérêt de l'enfant. La mortalité infantile, c'est-à-dire la mortalité des enfants ayant moins d'un an, est considérable, et nous avons vu qu'elle était en France d'environ 13, 9 0/0 ; nous avons vu également que, pendant les 14 premiers jours de la naissance, sur 10.000 enfants nés vivants, il en mourait 342 ; pendant la deuxième quinzaine, le nombre des décès n'est plus que de 147, et tombe à 91 pendant la troisième.

Ces enfants, dans la proportion de 385 pour mille, sont emportés par la gastro-entérite et par la diarrhée infantile, c'est-à-dire qu'ils sont victimes de l'alimentation défectueuse qui leur est donnée, victimes surtout de la privation du lait maternel. L'allaitement artificiel est, en effet, pernicieux pour les nouveau-nés et l'est d'autant plus que le nourrisson est plus jeune : les chiffres suivants, donnés par le Dr Lédé, inspecteur des enfants du premier âge, ne laisse aucun doute à ce sujet :

Age des enfants	Nombre des enfants nourris au biberon	Nombre des enfants décédés	0/0
De 2 à 14 jours. . .	204	68	33,3
De 15 à 20 — . . .	101	34	33,7
De 1 à 3 mois. . .	292	63	21,5
De 3 à 6 — . . .	275	46	16,7
De 6 à 12 — . . .	439	49	11,2

Nous voyons donc que, pendant le premier mois, la mortalité est du tiers pour les enfants élevés au biberon. Au contraire, pour les enfants élevés au sein, les chiffres sont les suivants :

Age des enfants	Nombre des enfants nourris au sein	Nombre des enfants décédés	0/0
De 2 à 14 jours. . .	462	62	13,4
De 15 à 29 — . . .	174	18	10,3
De 1 à 3 mois. . .	361	44	12,2
De 3 à 6 — . . .	213	22	10,3
De 6 mois à 1 ans .	113	12	10,6

La comparaison du chiffre des décès dans le premier mois montre que la mortalité des enfants élevés au sein est trois fois plus faible que celle des enfants nourris au biberon. D'une façon générale du reste on peut dire que pendant la première année de la vie les chances de vivre varient d'une façon considérable suivant la façon dont est nourri l'enfant. Le taux de la mortalité infantile pendant la première année est de :

12,5	0/0	pour l'enfant élevé au sein par sa mère.
29	0/0	— au biberon par sa mère.
30 à 45	0/0	— au sein en nourrice.
50 à 60	0/0	— au biberon en nourrice.

De tous ces chiffres il résulte que la société a le plus grand intérêt à ne pas séparer la mère et l'enfant si elle veut laisser à celui-ci quelques chances de vivre : « Le droit de l'enfant à la mère est sacré (1) ». Le repos de la mère, après l'accouchement même limité à six ou même

(1) Dr Pinard.

à quatre semaines, permettrait à celle-ci d'allaiter pendant ce laps de temps son enfant, et contribuerait ainsi à abaisser la mortalité infantile.

Depuis quelques années, du reste, cette mortalité s'est sensiblement abaissée, grâce aux progrès de la médecine, de l'hygiène, grâce aux lois protectrices de la première enfance, grâce enfin aux efforts incessants de la charité publique et privée :

Mortalité moyenne pour 10.000 enfants nés vivants.

Période de :	Nombre de décès d'enfant	
	de moins d'un mois	de moins d'un an
1857-1860	742	1.818
1866-1868	675	1.748
1876-1880	634	1.666
1888-1890	614	1.654
1901-1905	489	1.389

Cependant, même pour la période la plus récente, cette mortalité est encore de 13, 9 0/0 ; ce chiffre doit être réduit ! En 1905, il est mort 109.600 enfants de moins d'un an sur 807.291 naissances, soit un peu plus de un décès sur sept naissances ; c'est trop !

La mortalité infantile dépend, en grande partie, de la situation sociale des parents ; en effet, alors que dans les classes riches à peine 10 enfants sur 100 meurent avant la cinquième année, dans les classes pauvres, c'est 60 et même 70 pour 100 qui n'atteignent pas cet âge (1). Cette mortalité considérable des enfants pauvres est due à trois

(1) Dr Dumoulin, *Congrès d'hygiène*, Paris, 1889.

causes principales : la gastro-entérite ou diarrhée infantile résultant le plus souvent d'une alimentation défectueuse ; les affections des voies respiratoires imputables au manque de soins (logements mal aérés, vêtements trop légers ou trop chauds) ; la débilité congénitale occasionnée par le mauvais état de santé et les tares pathologiques des parents (tuberculose, alcoolisme, syphilis, etc.). D'après Balestre et Gilletta de St-Joseph, sur 1.000 décès infantiles (1) :

385 sont dus à la gastro-entérite

195 — à la débilité congénitale (y compris la tuberculose).

147 sont dus aux affections des voies respiratoires (bronchites, pneumonies), c'est-à-dire à des affections dues à la misère des parents et des enfants.

La gastro-entérite surtout fait des ravages considérables parmi les enfants du premier âge, et le chiffre de 385 0/00 que nous venons d'indiquer est très souvent dépassé : à Rouen la mortalité infantile est de 380 0/00, à Lille 514, au Havre 558, à Reims 564, à Rennes 574, à Troyes 682 et même une certaine année — 1882 — de 757 0/00. C'est qu'en effet ces villes sont des centres industriels importants où les mères, obligées généralement d'aller travailler au dehors, se voient contraintes de priver leur enfant, non seulement de l'allaitement, mais,

(1) Balestre et Gilletta de St-Joseph, *Mortalité de la première enfance dans les populations urbaines de la France de 1892 à 1897*, 1901.

même pendant une partie de la journée, des soins maternels. Or, il est avéré que l'enfant ne peut, sans danger, se passer des soins de sa mère et que, loin d'elle, ses chances de vie diminuent considérablement.

A ce point de vue le sort des enfants illégitimes est particulièrement précaire, car, non seulement ils sont exposés aux manœuvres criminelles auxquelles leurs mères peuvent être poussées par la honte et le désespoir, mais encore ils sont élevés dans des conditions déplorables. Leurs mères, privées généralement de toute assistance, sont obligées, pour retourner au travail, de les confier à des nourrices qu'elles payent mal et ne peuvent surveiller ; aussi la mortalité des enfants illégitimes est-elle presque double de celle des légitimes. En 1900, sur 73.121 illégitimes nés dans l'année, 19.472 n'ont pas atteint l'âge de un an, ce qui représente une mortalité de 26,5 0/0, alors que, pour les enfants légitimes, elle n'était, la même année, que de 15 0/0.

Tous ces chiffres, toutes ces statistiques démontrent surabondamment que, pendant les premiers mois de son existence, l'enfant, l'enfant des classes indigentes surtout, a un impérieux besoin des soins de sa mère. Ce n'est donc pas seulement dans l'intérêt de la femme que nous devons, comme nous l'avons fait précédemment, réclamer un repos de quelques semaines après sa délivrance, mais aussi dans l'intérêt de l'enfant, afin d'assurer à celui-ci, au moins pendant quelques semaines, les soins et l'allaitement maternels.

Quelle doit être la durée de ce repos ? Le Dr Fanquet résume ainsi la question (1) : « Au point de vue de l'intérêt de la mère, et au cas de suites de couches normales, le repos d'un mois nous paraît devoir donner satisfaction aux desiderata des accoucheurs. Si l'on se place, au contraire, au point de vue de la sauvegarde de la vie de l'enfant, le repos d'un mois ne peut être accepté que comme un minimum tout à fait provisoire. »

Les législations étrangères accordent généralement un repos de 4 ou de 6 semaines, comme nous le verrons plus loin.

(1) Rapport sur la protection légale des femmes avant et après l'accouchement. *Association nationale pour la protection des travailleurs*, 29 janvier 1903.

CHAPITRE III

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

La protection de la maternité, avons-nous vu, est nécessaire, non seulement dans l'intérêt de l'individu, mais aussi dans l'intérêt de la collectivité ; aussi la plupart des puissances européennes ont-elles organisé cette protection et introduit, dans leur législation industrielle, la protection des mères.

Ces législations ne sont pas toutes identiques ; certaines prévoient un repos — de 4 ou 6 semaines — après l'accouchement ; d'autres permettent en outre, à la future mère, de cesser le travail pendant les dernières semaines de sa grossesse ; d'autres enfin, plus bienveillantes encore, accordent des indemnités compensatrices pendant toute la durée du chômage.

Nous ne discuterons pas, pour le moment, ces diverses formes d'assistance maternelle ; nous nous bornerons simplement à reproduire les dispositions législatives qui les régissent et à présenter aussi complètement que possible l'état actuel de la législation étrangère à ce sujet.

Conférence de Berlin.

A la suite de l'initiative prise par le gouvernement fé-

déral suisse, l'Empereur d'Allemagne, Guillaume II, provoqua en 1890 à Berlin, la réunion d'une *Conférence internationale pour la législation du travail*. Tous les Etats européens, sauf la Turquie et la Russie, répondirent à l'invitation de l'Empereur et envoyèrent des délégués qui se réunirent le 15 mars 1890 pour étudier un certain nombre de questions relatives à la protection légale des travailleurs.

Au cours de ses travaux, le Congrès adopta, à l'unanimité, la résolution suivante proposée par la 3^e commission présidée par Jules Simon :

« Il est désirable que les femmes accouchées ne soient admises au travail que quatre semaines après leurs couches. »

Quelques Etats avaient déjà édicté, en faveur des futures mères astreintes au travail industriel, des mesures spéciales de protection ; les autres ont, au bout d'un délai plus ou moins long, donné satisfaction au vœu exprimé par la Conférence de Berlin ; seule des nations participant au Congrès tenu il y a 21 ans, la France n'a pas encore assuré la protection légale de la maternité.

Empire d'Allemagne.

En 1874, le Conseil fédéral de l'Empire prescrivit une enquête sur le travail industriel des femmes, qui démontra la nécessité de protéger d'une manière particulière les ouvrières employées, dont près d'un tiers étaient mariées. La *Gewerbeordnung* de 1869 fut modifiée par la

loi du 17 juillet 1878 (modifiant le titre VII de la loi sur l'industrie), dont l'article 135 est ainsi conçu : ... « Il est interdit d'employer les femmes pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement. » D'après l'article 146 les contraventions aux prescriptions de l'article 135 sont punies d'une amende de 2.000 marcks au plus, et, en cas d'insolvabilité, d'un emprisonnement de 6 mois au plus.

Cette loi fut successivement modifiée d'abord par la *loi du 1^{er} juin 1891*, article 137... « Les femmes en couches ne doivent pas être occupées en général pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance, et elles ne doivent l'être, pendant les deux semaines suivantes, que si le certificat d'un médecin approuvé déclare ce travail admissible » ; puis par la *loi du 28 décembre 1908*... « Les ouvrières ne peuvent être occupées avant et après leurs couches pendant une période d'une durée totale de huit semaines. Elles ne peuvent être occupées à nouveau que sur le vu d'un certificat attestant que six semaines au moins se sont écoulées depuis leurs couches. » A l'occasion du vote de cette loi, un amendement demandant que l'ouvrière ne puisse être remplacée pendant les huit semaines de chômage, fut repoussé à une forte majorité.

La loi sur l'industrie est très heureusement complétée, en ce qui concerne la protection de la maternité, par la loi d'assurance-maladie. La loi du 8 avril 1876, qui la première rendit obligatoire l'assurance contre la maladie, ne concernait que « les compagnons, aides et ouvriers des fabriques »,

La loi du 15 juin 1883 concernant l'assurance des ouvriers contre les maladies étend les dispositions de la loi de 1876 à tous les ouvriers salariés qui sont occupés d'une manière suivie par un patron, dans une industrie fixe. Les patrons sont obligés de déclarer les ouvriers qu'ils prennent et ceux qui les quittent. Pour les ouvriers ne remplissant pas ces conditions de fixité, les autorités locales sont cependant autorisées à prendre telle mesure qu'ils jugeront convenable pour les obliger à souscrire à l'assurance ; ce droit des communes est la contre-partie de l'obligation dans laquelle elles sont de fournir des secours à leurs membres indigents. Les ouvriers supportent une retenue sur leur salaire, mais le patron est obligé, de son côté, de faire un versement égal à la moitié de celui fait par l'ouvrier.

Les caisses destinées à recevoir les cotisations et à assurer le fonctionnement de la loi sont de diverses sortes, et l'Etat n'intervient que dans un but de contrôle et de surveillance. L'assurance contre la maladie se produit sous forme d'assurance mutuelle entre les ouvriers de la même profession, administrée par les assurés, et peut prendre l'une des formes suivantes : 1° caisses industrielles ou de fabriques établies par un patron pour les ouvriers qu'il emploie ; 2° caisses locales de maladie formées par les communes et réunissant les ouvriers de plusieurs professions, lorsque leur nombre est trop faible pour permettre de constituer une caisse par industrie ; 3° les caisses de maladie des corporations ouvrières ; 4° les caisses des mineurs.

La cotisation varie de 1 à 3 0/0 du salaire moyen.

Les femmes — et les femmes en couches — participent à cette assurance. En effet, l'article 20 dit :... Les caisses doivent assurer : 1° des secours de maladie comprenant les frais de médecin et de médicaments, ainsi qu'un secours égal à la moitié du salaire journalier pour chaque jour de maladie ;

2° Des secours pareils aux femmes en couches pendant trois semaines après leur accouchement.

Dans le cas où la prospérité des caisses le leur permet, l'article 21 prévoit que « l'élévation et l'extension des prestations fournies par les caisses locales des malades sont admises dans les mesures suivantes :.... Les secours de maladie peuvent être assurés aux femmes en couches pendant six semaines,.... des secours peuvent être accordés à la femme d'un membre de la caisse en cas d'accouchement (1).

Dans le cas de couches anormales, la femme a droit aux soins médicaux, aux médicaments et à l'indemnité de maladie pendant treize semaines.

La loi sur l'industrie ayant porté de trois à quatre et même six semaines la durée du chômage, la loi sur l'assurance-maladie fut mise en concordance par l'article 20 de la *loi du 10 avril 1892* qui dispose : « Un secours égal au secours pécuniaire de maladie sera versé aux femmes en couches pendant les quatre semaines au moins qui

(1) Même si la femme n'est pas soumise à l'assurance.

suivent la délivrance, et, si les dispositions de la loi industrielle leur interdisent le travail pendant une période plus longue, pour la durée de cette période. »

La loi du 18 mars 1903, plus généreuse encore, porte à six semaines la période pendant laquelle les accouchées recevront le salaire de maladie, et étend à vingt-six semaines la durée de l'assistance en cas de couches anormales.

D'après la statistique allemande, le nombre des personnes assurées contre la maladie en 1906 était 11.700.000 et les secours d'accouchement n'ont atteint que la somme de 6.400.000 francs représentant pour l'ensemble des assurés une charge de 0 fr. 55 par assuré et par an, charge faible en comparaison des frais de maladie qui représentent une dépense moyenne de 25 fr. 75 par tête et par an.

La législation allemande est très complète ; le patron ne peut employer les ouvrières d'industrie pendant huit semaines au moment de leurs couches, et celles-ci, grâce à la loi sur l'assurance-maladie, non seulement sont soignées, mais encore reçoivent le demi-salaire pendant toute la durée de ce chômage. Bien plus, les femmes qui, ne travaillant pas dans les établissements industriels, ne sont pas astreintes au repos, peuvent cependant l'observer si elles le désirent, puisqu'elles sont assurées de recevoir des caisses d'assurance le demi-salaire de maladie.

République Argentine.

La loi du 30 septembre 1907 sur le travail des femmes

et des enfants prescrit que, dans les usines de la capitale de la République, les ouvrières peuvent cesser de venir à l'atelier pendant les trente jours qui suivent leur accouchement, et le patron est tenu de leur conserver leur place. Les mères nourrices peuvent allaiter leurs enfants pendant 15 minutes toutes les deux heures sans que ce temps puisse être déduit du repos.

Empire d'Autriche.

La *loi du 8 mars 1885*, modifiant et complétant la loi sur l'industrie du 20 décembre 1859, impose aux ouvrières un repos de 4 semaines :

ART. 94. — « Les femmes en couches ne peuvent être employées régulièrement à des travaux industriels que quatre semaines après l'accouchement. »

Comme en Allemagne, les ouvrières reçoivent une allocation de maladie, conformément aux prescriptions de la loi du 30 mars 1888 sur l'assurance des ouvriers contre la maladie.

Cette loi, sans créer d'organisation nouvelle, utilise les diverses sortes de caisses de secours existant déjà ; l'assurance est basée sur le double principe de la mutualité et de l'affiliation personnelle de l'ouvrier à une caisse d'assurance qui peut être de six types différents (caisse de district, de fabrique, de travaux, de corporation, de mine, ou de société). La cotisation, obligatoire pour le personnel protégé, est de 3 à 4,5 0/0 du salaire moyen ; l'ouvrier en paie les deux tiers, le patron un tiers ; de

plus, le patron est responsable de l'inscription, à une caisse, de tous les ouvriers qu'il emploie, sous peine d'une amende de 10 florins et du remboursement à la caisse « de la totalité des frais que celle-ci aura pu faire... en faveur de la personne qui n'aura pas été déclarée » (art. 32).

Aux termes de l'article 6, « l'indemnité en cas de maladie comprendra au moins : 1° A partir du commencement de la maladie, les soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, y compris l'aide en cas d'accouchement... 2° Pour toute maladie durant plus de trois jours et mettant le malade dans l'impossibilité de travailler, une allocation journalière dès le premier jour de maladie, égale à 60 0/0 du gain journalier moyen. Cette allocation est due pendant la durée de la maladie et, si elle ne prend pas fin plus tôt, au moins pendant 20 semaines ; elle est payable par semaine pour la période écoulée. Aux femmes en couches l'allocation doit être accordée pendant quatre semaines au moins après l'accouchement si celui-ci s'est fait normalement ».

Une *ordonnance du 3 février 1909* a étendu, aux provinces de Bosnie et Herzégovine, les effets de la loi de 1885 en stipulant : « Art. 34 : Les femmes en couches ne peuvent être employées à des travaux industriels réguliers qu'à l'expiration des 4 semaines suivant leurs couches »

Royaume de Belgique.

Loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des

femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels. Art. 5 : « Les femmes ne peuvent être employées au travail pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. » Aucune indemnité de chômage n'est prévue.

Royaume de Bulgarie.

Loi du 26 mars-10 avril 1905, sur le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels(1). Art. 8 : « Les femmes qui ont accouché ne pourront être employées au travail qu'un mois après l'accouchement. Par exception, elles pourront être autorisées à travailler avant ce délai, mais, en aucun cas avant l'expiration de trois semaines après l'accouchement. Dans ce dernier cas, elles devront attester par un certificat médical, qu'elles sont bien portantes et en état de continuer le travail sans danger pour leur vie. Le mois qui suit l'accouchement est considéré comme un congé sans salaire, et la place que la femme occupait avant l'accouchement lui est réservé. »

L'article 19 punit d'une amende de 15 à 50 francs les infractions à la loi ; amende doublée en cas de récidive.

Royaume de Danemark.

Loi du 11 avril 1901, concernant le travail dans les fabriques et les établissements y assimilés. Art. 18 :

(1) C'est-à-dire usines, fabriques et manufactures.

« Aucune ouvrière ne pourra être occupée dans les conditions prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, pendant les quatre premières semaines suivant son accouchement, à moins qu'un certificat de médecin ne déclare que cette occupation peut avoir lieu sans danger pour sa santé et celle de ses enfants. Les secours fournis par l'assistance publique pendant la période au cours de laquelle une femme n'a pu être employée aux travaux susvisés, conformément aux dispositions ci-dessus, ne seront pas considérés, quant à leurs effets, comme secours de pauvres. »

La protection accordée par cette loi a été étendue, en particulier, par la loi du 6 avril 1906 sur le travail dans les boulangeries et pâtisseries : Art. 11 : « Aucune ouvrière ne peut être employée à un travail réglementé par la présente loi dans les quatre semaines qui suivent ses couches, à moins qu'il ne soit attesté par un certificat médical que cela ne peut nuire ni à sa santé, ni à celle de son enfant. Les secours qui sont accordés sur les fonds publics, pendant ce temps, à une femme qui ne peut reprendre le travail en vertu des dispositions ci-dessus énoncées, ne doivent pas avoir les effets des secours d'indigence. »

Le dernier paragraphe de chacun de ces deux articles établit une distinction entre les secours de maternité et ceux qui, accordés par l'assistance publique aux indigents, entraînent la suppression de certains droits civiques.

Royaume d'Espagne.

Loi du 13 mars 1900, sur le travail des femmes et des enfants. Art. 9: ... « Si une ouvrière demande un congé pour cause d'accouchement prochain, sa place lui sera réservée depuis le moment où elle aura fait sa demande jusqu'à trois semaines après son accouchement. »

Cette loi est complétée par le règlement d'application en date du 13 novembre de la même année : « Les femmes entrées dans le huitième mois de leur grossesse pourront solliciter du patron la cessation de travail et auront droit à la conservation de leur emploi jusqu'à l'expiration des trois semaines qui suivent leur délivrance. S'il résulte d'un certificat médical qu'à l'expiration des trois semaines la femme ne peut reprendre, sans préjudice pour sa santé, le travail qu'elle exerçait précédemment, son emploi lui sera réservé une semaine de plus. Conformément à la disposition de l'article 9 de la loi, les ouvrières qui ont des enfants à allaiter disposeront d'une heure par jour pour donner le sein à leurs enfants. Cette heure se divisera en deux périodes de trente minutes dont elles disposeront respectivement le matin et l'après-midi. Toutefois, si la mère le préfère, et que l'enfant soit apporté à l'atelier ou à l'établissement où elle est employée (1),

(1) Cette disposition de la loi espagnole présente de graves inconvénients. C'est ainsi qu'à Séville les ouvrières des tabacs apportent à l'atelier leur enfant et le gardent près d'elles dans son berceau. Le nouveau-né vit ainsi dans un milieu des plus malsains et très dangereux pour lui.

l'heure pourra être divisée en quatre périodes de quinze minutes dont elle disposera à raison de deux le matin et deux l'après-midi. Le temps destiné à l'allaitement ne pourra être imputé sur le paiement des salaires s'il ne dépasse pas une heure par jour. Toutefois la mère pourra, en se soumettant à une retenue correspondante, consacrer à l'allaitement de son enfant une période plus longue qu'une heure par jour. »

La loi du 8 janvier 1907, en modifiant les dispositions de l'article 9 de la loi de 1900, permet à la femme de prendre un repos de un mois avant, et de six semaines après ses couches ; elle lui donne de plus toute facilité pour allaiter son enfant. Malheureusement la législation espagnole n'a pas cru devoir assurer une indemnité à l'ouvrière pendant le chômage de maternité. Le nouvel article 9 est ainsi rédigé : « Dans une période de quatre à six semaines après les couches, il ne sera exigé des femmes aucun travail ; cette période ne pourra en aucun cas être réduite à moins de quatre semaines, mais elle devra être portée à cinq ou six semaines lorsqu'il aura été établi par un certificat médical que la femme ne peut reprendre le travail sans dommage pour sa santé. — Pendant cette période, le patron sera tenu de réserver à l'ouvrière sa place à l'atelier. — Toute femme, dans le huitième mois de sa grossesse, peut demander un congé qui doit lui être accordé si le certificat médical est favorable à la demande. Dans ce cas, l'ouvrière a le droit de se faire réserver sa place à l'atelier. Les femmes qui nourrissent

doivent, pendant les heures de travail, disposer d'une heure par jour pour donner le sein à leurs enfants. Cette heure sera répartie en deux suspensions de travail de trente minutes, l'une pendant le travail du matin, l'autre pendant l'après-midi. Les mères peuvent disposer de ces demi-heures quand bon leur semble. Elles sont seulement tenues de faire connaître au patron, au début du travail, les heures qu'elles ont choisies. Les heures accordées pour nourrir les enfants ne doivent, en aucun cas, venir en déduction du salaire journalier ».

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et Irlande.

L'article 17 de la *loi du 5 avril 1891*, interdisant d'employer les femmes récemment accouchées, fut reproduit sans changement dans la loi du 17 août 1901 codifiant et amendant les lois sur les fabriques et ateliers. Malheureusement, ici aussi, aucune indemnité compensatrice n'est prévue :

ART. 61. — ... « Il est défendu aux occupants des fabriques et ateliers d'employer sciemment des femmes ou filles pendant les quatre semaines qui suivent leur délivrance. »

Ces mêmes dispositions figurent dans la loi australienne du 16 janvier 1904 sur les fabriques (art. 24, § 4) et dans celle de la Nouvelle-Zélande, n° 59 de 1908 (art. 25).

Le *Notification of Births Act* a très heureusement complété en 1907 l'assistance à la mère et à l'enfant, en

prescrivant que dans les 36 heures qui suivent l'accouchement un médecin — désigné officiellement — doit être prévenu ; il envoie immédiatement une « visiteuse » qui s'assure que la mère et le nourrisson sont soignés convenablement et signale, le cas échéant, les secours urgents dont ils peuvent avoir besoin ; cette visiteuse revient périodiquement et donne à l'occasion des conseils médicaux à la mère. Les résultats d'une telle institution ont été excellents, et de 132 0/00 en 1906 la mortalité infantile est tombée à 109 0/00 en 1909. De plus, en 1908 le *Children's Act* a complété en plusieurs points la protection infantile.

Royaume de Hongrie.

La législation hongroise, s'inspirant de la législation allemande, assura de très bonne heure la protection maternelle des ouvrières, grâce à *la loi du 21 mai 1884* sur l'industrie, ainsi conçue : « Les femmes sont dispensées du travail réglé par leur contrat, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement, sans que le contrat soit rompu » (art. 116).

Cette loi fut complétée par *celle du 9 avril 1891* sur l'assurance-maladie obligatoire qui, considérant l'accouchement comme une maladie, accordait aux ouvrières, au moment de la naissance de leurs enfants, les soins médicaux, les médicaments et une indemnité égale à la moitié du salaire pendant quatre semaines au moins.

Une nouvelle *loi du 6 avril 1907*, sur l'assurance du

personnel employé dans l'industrie et le commerce contre la maladie et les accidents, étendit l'assistance, sans distinction d'âge, de sexe, ni de nationalité, à toute personne employée dans le commerce, l'industrie, les chemins de fer, la navigation, le roulage, les entreprises ou services de l'Etat et des communes, l'enseignement public, certains travaux agricoles, la boucherie...etc. Le patron fut rendu responsable de l'inscription du personnel salarié à la caisse d'un district, sous peine d'amende et sans préjudice du recours qui pourrait être formé par l'administration de la caisse, à raison du dommage causé par la déclaration tardive de l'assuré. Les cotisations, variant de 2 à 4 0/0 du salaire moyen, furent laissées à la charge de l'assuré et du patron, chacun pour moitié.

Plus explicite que celle de 1891, la loi de 1907 prévoit que l'assuré aura droit :

1° Au traitement médical gratuit pendant un maximum de vingt semaines ; en cas d'accouchement, aux soins nécessaires pendant la délivrance et la convalescence.

2° Aux médicaments, bains, appareils, etc.

3° A une indemnité de maladie égale à la moitié du salaire moyen pendant vingt semaines ; aux femmes en couches, une indemnité égale est payée par la caisse d'assurance-maladie du district. Les soins médicaux — y compris ceux d'accouchement — sont fournis gratuitement aux membres de la famille de l'assuré vivant avec lui ; mais les membres de la famille n'ont pas droit à l'indemnité de maladie.

Royaume d'Italie.

Loi du 19 juin 1902 sur le travail des femmes et des enfants dans les ateliers, établissements industriels, etc.
Art. 6. : ... « Les femmes relevant de couches ne pourront être employées qu'un mois après l'accouchement : par exception elles pourront l'être avant l'expiration de ce délai, mais, en aucun cas, avant l'expiration de la troisième semaine, s'il résulte d'un certificat du bureau d'hygiène de la commune où elles sont domiciliées que leur état de santé leur permet de s'acquitter sans danger du travail dont elles veulent s'occuper. »

Ces dispositions sont complétées par celles du *Règlement du 29 janvier 1903* pour l'application de la loi ; c'est ainsi notamment qu'il est prescrit : Art. 10. : ... « Les ouvrières qui ont l'intention de reprendre le travail doivent produire, et les exploitants doivent exiger d'elles un certificat attestant qu'il s'est écoulé au moins un mois depuis l'accouchement. » — Art. 17. : ... « Les locaux affectés à l'allaitement doivent satisfaire à toutes les conditions d'hygiène que réclame leur affectation spéciale. — Le temps accordé aux ouvrières-nourrices, en sus des repos prescrits, doit être d'une heure au moins pour celles qui allaitent leur enfant hors de l'usine, et d'une demi-heure pour celles qui se servent des locaux affectés à cet usage. » — Toute fabrique qui occupe au moins 50 femmes doit posséder une pièce indépendante réservée aux nourrissons. »

La loi de 1902 ne protège que les ouvrières de l'industrie. Mais la tendance de la législation italienne semble être de vouloir étendre progressivement à toutes les travailleuses les dispositions bienveillantes de la loi. C'est ainsi que, réglant le travail particulièrement pénible dans les rizières, la *loi du 16 juin 1907* assimile les femmes qui y sont employées à des ouvrières d'industrie et décide : Art. 11.... « Ne peuvent être employées aux opérations de nettoyage dans les rizières : les enfants au-dessous de 16 ans et les femmes pendant le dernier mois de leur grossesse (1) et le premier mois qui suit l'accouchement. Les femmes enceintes doivent être munies d'un certificat médical indiquant le terme probable de la grossesse. Les femmes allaitant leur nourrisson auront droit, en outre, au temps nécessaire à l'allaitement, sans que ce temps puisse être déduit de la journée de travail.

La *loi du 7 juillet 1907*, qui apporte quelques modifications à la loi du 19 juin 1902, reproduit exactement l'article 6 relatif aux femmes en couches.

Jusqu'à présent, la législation italienne n'a prévu aucune indemnité compensatrice du chômage de maternité, mais un projet actuellement déposé au Parlement prévoit l'institution d'une « *Caisse de maternité* ». Cette institution est rattachée à la « *Caisse Nationale de prévoyance pour l'invalidité et pour la vieillesse des ouvrières* », et a son siège à Rome. Les recettes de la caisse sont : « une

(1) A remarquer cette interdiction de travailler avant l'accouchement qui n'existe pas dans la loi de 1902.

contribution annuelle de 1 lire 50 qui doit être payée obligatoirement par toute ouvrière âgée de 15 à 50 ans ; le produit des contraventions à la présente loi ; les legs et dons. La contribution annuelle est pour moitié à la charge de l'ouvrière et pour l'autre moitié à la charge du patron ». « La caisse alloue à chaque ouvrière, à l'occasion d'accouchement ou d'avortement, un subside de 30 lire. » « Le montant des subsides ne peut être ni cédé ni saisi. » Le projet prévoit que le patron qui n'aura pas fait les déclarations ordonnées par la loi sera frappé d'une amende égale au décuple des sommes qui n'auront pas été versées à la caisse. De nombreuses modifications ont été proposées à ce premier projet ; on a demandé, entre autre, qu'au lieu de prévoir un versement unique de 1 lire 50, la loi en préparation répartisse les ouvrières en plusieurs classes suivant leur salaire ; à ces cotisations différentes correspondraient des allocations de secours différentes et variant de 1 à 3 fr. 50 par jour.

Grand-Duché de Luxembourg.

La loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance des ouvriers contre la maladie s'est inspirée de la loi allemande et a prévu la création des caisses destinées à indemniser les travailleurs en cas de maladie. Ces caisses sont de diverses sortes : régionales, lorsque c'est l'Etat qui les gère, ou patronales, ou encore de secours mutuels.

Les ouvrières assurées sont secourues en cas d'accouchement comme en cas de maladie. En 1907 il y a eu

74 secours d'accouchement représentant 1.729 journées et un rapport de 3,25 0/0 sur l'ensemble des femmes assurées.

Le versement est généralement de 3 0/0 du salaire et est payé 2/3 par l'assuré, 1/3 par le patron.

Royaume de Norvège.

La législation norvégienne interdit le travail des ouvrières pendant les six semaines qui suivent la délivrance, mais ne prévoit pas d'indemnité; des secours sont seulement accordés aux indigents.

Loi du 27 juin 1892 sur l'inspection des femmes dans les fabriques, article 21.... « Il ne pourra être permis aux femmes de travailler dans les six semaines qui suivront leur accouchement; le délai pourra toutefois, dans les circonstances particulières, être réduit à quatre semaines, lorsque la femme produira un certificat de médecin attestant qu'elle peut reprendre sans inconvénient le travail qui lui est destiné. »

Cette possibilité de réduire à quatre semaines le repos a disparu dans la loi du 30 septembre 1909 « sur l'inspection du travail dans les fabriques ». L'article 28 est ainsi rédigé : « Il est interdit de faire travailler les femmes pendant les six semaines qui suivent leurs couches. Les secours accordés en cas d'indigence ne doivent pas être considérés comme des secours de l'assistance; ils sont versés à l'intéressée par sa commune de résidence, qui

conserve le droit de se les faire rembourser par les parents de l'enfant (1).

Royaume des Pays-Bas.

La *loi du 5 mai 1889* « concernant les mesures à prendre pour limiter le travail excessif et dangereux des jeunes ouvriers et des femmes ». — Art. 8 : « Il est interdit de faire travailler les femmes dans les fabriques et ateliers pendant les quatre semaines qui suivent leurs couches. »

Jusqu'à présent aucune indemnité n'est prévue, mais un projet de loi déposé depuis le 17 novembre 1904 est destiné à combler cette lacune, grâce à l'organisation de caisses d'assurances contre les accidents et la maladie, semblables à celles qui fonctionnent en Allemagne.

République portugaise.

Le *décret du 14 avril 1891*, sur le travail des femmes et des enfants, organise la protection maternelle et infantile de la manière suivante : « Chacune des usines où travailleront plus de 50 femmes par jour aura une crèche réunissant les dispositions et les conditions hygiéniques déterminées par les règlements. La distance de la crèche à la fabrique ne sera pas supérieure à 300 mètres. Différentes usines pourront établir ou maintenir en commun une crèche pour les enfants de leurs ouvrières, pourvu

(1) Ceci ne semble viser que le père naturel ou putatif.

que la crèche ait la capacité nécessaire et qu'elle ne soit pas située à plus de 300 mètres d'aucune de ces mêmes usines. La femme ne sera pas admise au travail dans les établissements industriels dans les quatre premières semaines après l'accouchement. La mère pourra se rendre à la crèche pour allaiter son enfant aux heures et de la manière déterminée par les règlements. »

La législation portugaise ne prévoit aucune indemnité de chômage.

Royaume de Roumanie.

Le règlement du 20 septembre 1894, sur les métiers, avait fixé à quarante jours la durée du repos que les femmes devaient observer après leur délivrance, avant de pouvoir retourner à leur travail. La loi du 11-24 février 1906 « sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie et les mines » n'a pas maintenu ce laps de temps. Aux termes de l'article 6 : « Les femmes ne peuvent être employées pendant le mois qui suit leurs couches ; toutefois, à titre exceptionnel, et avec l'autorisation du médecin du lieu, elles peuvent reprendre le travail trois semaines après leur délivrance. Pendant le mois qui suit leurs couches, les femmes ont droit à un congé sans retenue de salaire ; leur place doit leur être réservée dans l'établissement où elles travaillaient avant d'accoucher. » Plus loin l'article 17 régleme dans quelles conditions les mères pourront allaiter leurs enfants : « Dans toute fabrique où l'on emploie des femmes, les ouvrières doivent

pouvoir allaiter leurs nourrissons, en dehors des repos prévus, dans une pièce spécialement aménagée à l'intérieur ou au dehors de la fabrique, aux conditions et heures fixées par le règlement de travail. Dans les établissements occupant au moins cinquante ouvrières, une pièce doit être affectée à l'allaitement des nourrissons. »

Royaume de Suède.

Loi du 17 octobre 1900, « sur l'emploi des mineurs et des femmes dans les travaux de l'industrie ». — Art. 7. — ... « Dans les travaux des professions industrielles, une femme qui a accouché ne peut être employée pendant les quatre premières semaines après la naissance de l'enfant, à moins qu'il ne soit établi par un certificat médical qu'elle peut, sans inconvénient, reprendre son travail plus tôt. »

Aucune indemnité n'est prévue par la loi.

Confédération suisse.

Loi fédérale du 23 mars 1877 « concernant le travail dans les fabriques ». — Art. 15. — « Après et avant leurs couches, il est réservé un espace de huit semaines en tout, pendant lequel les femmes ne peuvent être admises au travail dans les fabriques. Elles ne sont reçues de nouveau dans la fabrique qu'après qu'elles ont fourni la preuve qu'il s'est écoulé six semaines au moins depuis le moment de leurs couches. — Le Conseil fédéral désignera les branches d'industries dans lesquelles les femmes enceintes ne peuvent être admises au travail ».

Cette désignation fut faite par l'arrêté du Conseil fédéral du 31 décembre 1897 ainsi conçu :

« Dans les fabriques, les femmes enceintes doivent être exclues des travaux désignés ci-après :

« a) Travaux au cours desquels se dégagent des vapeurs de phosphore ; dans les fabriques d'allumettes, opération du mélange, du trempage, du démontage des cadres et de la mise en boîte.

« b) Manipulation du plomb ou de mélanges de ce métal ; fabrication des couleurs à base de plomb ; travaux relatifs à la fonderie des caractères et ceux concernant les ateliers de composition, glaçage et vernissage avec des enduits à base de plomb ; pose de l'émail renfermant du plomb.

« c) Travaux effectués à proximité des pompes pneumatiques à mercure dans les fabriques de lampes à incandescence ;

« d) Travaux exécutés dans les locaux où se dégage l'acide sulfureux ; opération de blanchiment du coton et de la paille ;

« e) Nettoyage à la benzine ;

« f) Fabrication d'objets en caoutchouc ; travaux au cours desquels s'évaporent le sulfure de carbone et le sulfo-chlorure ;

« g) Travaux exigeant le transport de lourds fardeaux, ou exposant à de violentes secousses. »

La loi et le règlement de 1877 ne prévoyaient aucune indemnité ; mais le 21 novembre 1890, un nouvel article

de la constitution ainsi conçu fut voté : — Art. 34. — « La Confédération introduira par voie législative l'assurance contre les accidents et contre la maladie, en tenant compte des caisses de secours existantes. »

A la suite de ce vote, un projet de loi fut déposé l'année suivante par M. Fuster, projet qui devint *la loi fédérale du 5 octobre 1899* sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents.

Cette loi s'applique, sans distinction de sexe, à tout salarié âgé de 14 ans et qui gagne par son travail moins de 4.500 francs par an.

L'objet de l'assurance est de fournir, en cas de maladie :

1° Les soins médicaux et pharmaceutiques gratuits ;

2° Une indemnité de chômage fixée à 60 0/0 du salaire en cas d'incapacité totale de travail ; lorsque cette incapacité n'est que partielle, l'indemnité subit une réduction proportionnelle ; inversement, elle peut être portée à 100 0/0 en cas d'incapacité totale jointe à l'indigence de l'assuré.

La loi impose aux caisses d'assurance l'obligation d'assurer, pendant vingt semaines au moins, à tous ses sociétaires, l'assistance statutaire. En cas de nécessité, le malade peut être transporté à l'hôpital, et dans ce cas, la famille touche la moitié de l'indemnité de chômage, pendant toute la durée de l'hospitalisation.

Les femmes en couches sont assimilées aux malades pendant les six semaines qui suivent la délivrance ; en

cas de complications pathologiques, les secours doivent être continués pendant vingt semaines au moins.

L'assurance-maladie est faite, soit par des caisses d'arrondissement, soit par des caisses d'entreprises groupant les ouvriers d'une même industrie.

La contribution est payée moitié par le patron, moitié par l'ouvrier et s'élève en principe à 4 0/0 du salaire ; l'employeur en fait l'avance et peut retenir ensuite la quote-part de l'assuré lorsqu'il le règle ; de son côté l'Etat verse 1 centime par assuré et par jour.

En 1902, une nouvelle loi fédérale — 19 décembre — concernant le travail dans l'exploitation des entreprises de transport a étendu au personnel féminin de ce genre d'industrie les avantages de la loi des fabriques. Cependant, en raison du travail sédentaire, moins pénible en général que celui des manufactures, exercé par les femmes employées dans les transports, la nouvelle loi ne leur a assuré qu'un repos total de six semaines au lieu de huit : Art. 12 : « Avant et après leurs couches, les femmes ne peuvent être occupées au service des chemins de fer durant un total de six semaines ; de toute façon, elles ne peuvent reprendre leur service avant quatre semaines au moins après leurs couches. »

Un nouveau projet de loi relatif à l'assurance-maladie est actuellement à l'étude ; il favorise tout particulièrement les sociétés de secours mutuels-maladie, mais prévoit que seules auront droit aux subventions publiques des sociétés qui, non seulement recevront indistinctement

et moyennant la même cotisation les affiliés des deux sexes, mais qui, en outre, accorderont, en cas d'accouchement, à toute femme inscrite depuis plus de 9 mois, l'assistance médicale et une indemnité de chômage durant tout le temps pendant lequel elle sera légalement empêchée de reprendre l'exercice de sa profession.

La loi fédérale ne protège que les ouvrières des fabriques et celles de certaines industries particulières, mais les femmes travaillant à domicile et en atelier, les employées, les servantes... etc., ne sont soumises qu'aux lois cantonales qui ne sont pas toutes les mêmes.

Certains cantons ont édicté des dispositions se rapprochant beaucoup des lois fédérales :

CANTON DE BERNE. — Loi concernant la protection des ouvrières du 21 novembre 1907 (vote populaire du 23 février 1908) : Art. 16 : « Les femmes accouchées ne peuvent reprendre le travail qu'au bout de quatre semaines après leur accouchement. Elles ne pourront le faire pendant les quinze jours qui suivent ces quatre semaines que si un médecin diplômé en donne l'autorisation par écrit. Elles ont de plus la faculté d'interrompre leur travail pendant huit semaines. Les femmes qui approchent de leur terme peuvent abandonner leur travail sur simple avis de leur part. »

CANTON D'APPENZELL. — Loi sur la protection des ouvrières du 26 avril 1908 : Art. 6 : « Les femmes relevant de couches ne peuvent rentrer à l'atelier que six se-

maines après l'accouchement. Les femmes dont la grossesse est avancée peuvent en tout temps, sur simple avis de leur part, quitter le travail. »

CANTON D'ARGOVIE. — Loi sur la protection des ouvrières des ateliers du *26 mai 1903*: Art. 4: « Les personnes dans un état de grossesse avancée sont autorisées à cesser le travail sur simple avis. La reprise du travail est subordonnée au fait, dûment prouvé, qu'au moins six semaines se sont écoulées depuis la délivrance. »

CANTON DE BALE-VILLE. — Loi du *27 avril 1905* sur la protection des ouvrières : même rédaction que la loi du canton d'Argovie.

CANTON DE ST-GALL. — Loi du *26 juin 1893* sur la protection des ouvrières : rédaction analogue à celle de la loi du canton d'Appenzell.

CANTON DE GLARIS. — Loi industrielle du *8 mai 1892*. Le repos est obligatoire pendant les deux dernières semaines de la grossesse et pendant les quatre qui suivent la délivrance.

D'autres cantons ne prévoient et n'imposent aucun repos pendant la période précédant l'accouchement.

CANTON DE ZURICH. — La loi du *12 août 1894* ordonne un repos de quatre ou six semaines après la délivrance, suivant l'avis du médecin.

CANTON DE SOLEURE. — La loi du *16 juillet 1899* fixe

également la période de repos à quatre ou six semaines.

CANTON DE LUCERNE. — La loi du 25 novembre 1895 prescrit que les ouvrières ne pourront reprendre le travail que six semaines après l'accouchement.

Enfin, à notre connaissance, les autres cantons n'ont accordé aucune protection spéciale aux ouvrières au moment de leur maternité.

Les diverses législations étrangères n'ont donc pas organisé de la même façon la protection légale de la maternité.

Certains Etats se sont contentés d'inscrire simplement dans la loi l'obligation du repos pour les accouchées, sans leur accorder les ressources nécessaires pour leur permettre d'en profiter ; il en résulte que les prescriptions de la loi sont constamment mises en échec. En Angleterre, en Belgique, l'inspection du travail est obligée de reconnaître que les ouvrières cherchent, par tous les moyens possibles à reprendre le travail au plutôt, et que les patrons s'y prêtent généralement par pitié pour l'accouchée et son nourrisson « qui ont besoin de manger ».

Au contraire, dans les Etats où l'indemnisation du repos légal a été organisée, les dispositions édictées en faveur des femmes accouchées « sont généralement observées et passées dans les mœurs », dit l'inspecteur du travail à Vienne, qui ajoute n'avoir relevé que 21 contraventions sur un ensemble de 136.800 femmes surveillées en 1895.

Des expériences faites à l'étranger, il est donc permis de retenir les deux conclusions suivantes :

1^o La protection maternelle et infantile n'est réellement efficace que si la loi prévoit, en même temps que le chômage obligatoire, une indemnité compensatrice.

2^o L'interdiction du travail et l'allocation d'une indemnité ne présentent pas de difficultés insurmontables, au triple point de vue financier, industriel et social.

CHAPITRE IV

LÉGISLATION FRANÇAISE.

Historique. — Lois existantes. — Projets de loi déposés

Jusqu'au XVIII^e siècle, l'assistance officielle aux femmes en couches et aux enfants du premier âge n'exista pour ainsi dire pas.

A peine peut-on citer quelques ordonnances de Saint Louis et de Philippe-le-Bel, prescrivant à certaines corporations, employant des femmes, de leur venir en aide et de ne pas leur imposer de trop durs travaux pendant leur grossesse, ainsi qu'un édit du roi Jean — du 30 janvier 1350 — relatif aux enfants assistés.

Dans quelques grandes villes, à Paris, à Lyon, à Marseille, certains couvents ou certaines confréries recevaient les femmes sur le point d'accoucher, mais ces établissements, créés par la charité privée, avaient surtout pour but de recueillir et de ramener au devoir les filles séduites et nullement de protéger la maternité.

Jusqu'aux dernières années du XVIII^e siècle, époque où « l'OEuvre des enfants trouvés », fondée par Saint Vincent-de-Paul se propagea en province, les nouveau-nés et les enfants en bas âge n'étaient pas plus protégés que leur mère.

Au XVIII^e siècle, sous l'influence de Jean-Jacques Rousseau et des encyclopédistes, les mères et leurs jeunes enfants furent plus largement protégés. Les « bureaux de charité » dépendant des paroisses vinrent en aide aux accouchées, dans les campagnes aussi bien que dans les villes, en distribuant de l'argent, des layettes et en assurant des soins médicaux aux femmes et aux enfants (1). Les pouvoirs publics ne restèrent pas non plus indifférents, et cent ans avant la loi Roussel, une ordonnance du lieutenant général Sartine imposait à toute nourrice qui voulait se charger d'un nourrisson l'obligation de fournir un certificat du curé de la paroisse, attestant que son enfant à elle était âgé de sept mois ou qu'il était nourri au sein par une autre nourrice.

Quelques années plus tard, vers 1784, Mme d'Autremont-Fougeret et la duchesse de Cosse, sous l'inspiration de Beaumarchais, fondèrent une œuvre destinée à venir en aide aux femmes pauvres et à leur permettre d'allaiter leur enfant ; cette œuvre créée sous le nom de « Société de charité maternelle » existe encore et est des plus prospère.

Avec la Révolution, nous voyons se produire une transformation ; l'assistance — des mères et des enfants — qui jusqu'alors avait été considérée comme un acte de charité, et qui avait été exercée, tant par les bureaux de charité des paroisses que par la « Société de charité ma-

(1) Lallemand, *Organisation de la bienfaisance publique et privée au XVIII^e siècle*.

ternelle » au nom de la bienfaisance, est réclamée comme un droit. Dès 1789, la Commune de Paris réclame la formation au sein de l'Assemblée nationale « d'un comité pour appliquer spécialement à la protection et à la conservation de la classe non propriétaire, les grands principes de justice de la Déclaration des Droits de l'homme » ; trois ans plus tard, la constitution girondine du 29 mai 1793 déclare : « Les secours publics sont une dette sacrée pour la nation. »

C'est, qu'en effet, « la mise des biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation » avait fait disparaître les établissements charitables religieux qui, presque exclusivement jusqu'alors, avaient secouru les indigents et les nécessiteux. La Constituante, du reste, avait reconnu qu'en s'emparant de ces biens, grevés pour la plupart de charges en faveur des pauvres, la Nation assumait une dette (1) en faveur des malheureux : « Les dîmes de toute nature seront abolies, disait le décret du 11 août 1789, sauf à aviser à subvenir autrement au soulagement des pauvres. »

Ce ne fut, toutefois, que quatre ans plus tard, par la

(1) La dette de la nation envers les pauvres avait, dans ces conditions une origine historique et une base juridique qui la différencie totalement de la « dette sociale » qu'au nom de la solidarité certains auteurs présentent comme le fondement du « droit à l'assistance ». Les assemblées révolutionnaires ont fréquemment qualifié l'assistance aux indigents de « dette inviolable et sacrée », de « dette nationale », mais il ne faut pas, croyons-nous, voir dans cette phraseologie sentimentale et obscure la reconnaissance d'un droit au sens juridique du mot, ni la volonté de transformer un devoir de charité en une dette sociale d'assistance.

loi du 19-24 mars 1793, que la Convention, « afin d'assurer aux pauvres une assistance toujours certaine, calculée sur les besoins de la vie à tous les âges », prescrivait la formation « dans chaque canton d'une agence chargée de la distribution du travail et des secours aux pauvres infirmes et invalides qui se seront fait inscrire sur un registre spécial dans chaque commune ».

Le 28 juin de la même année, une deuxième loi réglementait le mode de distribution des secours et organisait l'assistance maternelle d'une façon si large et si généreuse qu'elle donnerait aujourd'hui encore toute satisfaction..... si elle avait été mise en application. L'assistance était en principe accordée à domicile, car, ainsi que le déclarait le rapporteur Maigret, c'est sous cette forme que le secours est « le plus moral, le plus consolant, le plus utile et le moins dispendieux ». Les filles-mères jusqu'alors privées — au nom de la morale — de toute aide officielle, étaient l'objet de mesures spéciales de protection ; l'allaitement maternel était rendu obligatoire pour les assistées ; enfin le titre III de la loi, relatif aux moyens d'exécution, organisait une véritable procédure permettant à l'intéressée de faire valoir son « droit à l'assistance ».

Les principaux articles de cette loi (1) sont les suivants :

Titre I, § 1, ART. 1. — « Les père et mère qui n'ont

(1) Complétée les 24 juillet et 15 octobre 1793.

pour toutes ressources que le produit de leurs travaux, ont droit aux secours de la Nation toutes les fois que le produit de ce travail n'est plus en proportion avec les besoins de leur famille. »

... ART. 6. — « Les secours commenceront aussitôt que leurs épouses auront atteint le sixième mois de leur grossesse. »

... ART. 12. — « En cas de mort du mari, la mère de famille qui ne pourrait fournir par le travail à ses besoins aura également droit aux secours de la Nation. »

ART. 13. — « Ces secours seront fournis à domicile. »

ART. 14. — « Si ceux qui les obtiennent n'ont pas de domicile, et que leurs parents, leurs amis, ou des étrangers ne veulent pas les recueillir en profitant des secours accordés à chacun d'eux, ils seront reçus dans les hospices qui seront ouverts. »

ART. 15. — « Les secours à domicile consisteront dans une pension alimentaire, non sujette aux retenues, incessible et insaisissable, dont le taux sera réglé tous les deux ans par les administrations qui seront établies dans les sections de la République, sur le prix de la journée de travail. »

ART. 16. — « Ils ne pourront néanmoins s'élever, pour les enfants, au-dessus de 80 livres, et pour les mères de famille au-dessus de 120. »

ART. 26. — « Ceux qui se présenteront pour réclamer, au nom de l'enfant qui va naître, les secours lui sont dus, seront tenus de se soumettre à faire allaiter l'enfant par sa mère. »

ART. 27. — « La mère ne pourra se dispenser de remplir ce devoir qu'en rapportant un certificat de l'officier de santé désigné, par lequel il sera constaté qu'il y a impossibilité ou danger dans cet allaitement soit pour la mère, soit pour l'enfant. »

ART. 28. — « Il sera accordé à la mère pour frais de couches une somme de 18 livres ; il sera ajouté 12 livres pour une layette en faveur des mères qui allaiteront elles-mêmes leurs enfants. »

ART. 29. — « Les mères qui ne pourront remplir ce devoir seront tenues de faire connaître le lieu où est placé leur enfant et d'indiquer le nom de la nourrice à qui elles l'ont confié ; la pension sera payée directement à ceux qui ont la charge de l'enfant. »

§ 2, ART. 1^{er}. — « La Nation se charge de l'éducation physique et morale des enfants connus sous le nom d'enfants abandonnés. »

ART. 3. — « Il sera établi dans chaque district une maison où la fille enceinte pourra se retirer pour y faire ses couches. »

ART. 4. — « Toute fille qui déclarera vouloir allaiter elle-même son enfant et qui aura besoin des secours de la Nation aura droit de les réclamer. »

ART. 7. — « Il sera fourni aux frais de gésine et à tous les besoins pendant tout le temps de son séjour qui durera jusqu'à ce qu'elle soit parfaitement rétablie de ses couches ; le secret le plus inviolable sera gardé sur tout ce qui la concerne. »

L'année suivante, une troisième loi — 22 floréal an III — complétait l'organisation de l'assistance, sur le territoire de la République, en instituant « le grand livre de la Bienfaisance nationale » sur lequel était inscrit un nombre déterminé d'indigents par département ; deux cents femmes ou veuves chargées d'enfants pouvaient ainsi obtenir des pensions annuelles de 60 livres.

La Terreur empêcha l'application de cette loi, et il ne semble pas que celles de *mars* et *juin* 1793 l'aient été davantage. A la fin de la législature, du reste, la Convention s'aperçut — non sans amertume — que son œuvre était inapplicable. « On s'est occupé inutilement des pauvres, vint dire à la tribune le représentant Delacroix ; on a poussé toutes les classes du peuple vers la bienfaisance nationale. De là une série effrayante de dépenses et de lois stériles et inutiles. Il est toujours imprudent pour un gouvernement de compter avec éclat ses pauvres ; le produit de tous les impôts de la République ne suffirait pas à acquitter cette charge. »

Le généreux effort tenté par les assemblées révolutionnaires n'eut donc aucun résultat pratique, mais on ne saurait dire que leur œuvre fut entièrement stérile ; en effet, c'est grâce aux déclarations faites au sein de ces assemblées que des idées plus généreuses et plus larges ont pénétré dans nos lois, principalement en matière d'assistance. C'est ainsi que la loi de pluviôse an XIII et le décret de janvier 1811, réglant le sort des enfants placés dans les hospices, ont été inspirés par les travaux du

comité de mendicité de la Constituante et que les mesures bienveillantes, en faveur des filles-mères, contenues dans les décrets de 1793, se retrouvent presque complètement dans le rapport adressé en 1837 par M. de Gasparin, au roi Louis-Philippe, en vue de réduire le nombre, toujours croissant, des abandons d'enfants.

Depuis un siècle, peut-on dire, nos lois ont assuré à la femme et à l'enfant une protection de jour en jour plus complète et plus efficace : lois sur l'assistance publique qui leur garantissent des soins en cas de maladie ; lois ouvrières qui protègent leur travail à l'usine et à l'atelier ; lois relatives à la protection de la première enfance qui sauvegardent la vie du nourrisson ; cependant, sur un point, notre législation est en retard et s'est laissée distancer par celle des autres pays ; c'est lorsqu'il faut sauvegarder les intérêts de la mère et de l'enfant au moment de la naissance de celui-ci.

Trois lois protègent plus ou moins complètement la maternité :

1° LA LOI SUR L'ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE du 15 juillet 1893 reconnaît à tout Français, malade, privé de ressources, le droit de réclamer l'assistance médicale, soit à domicile, s'il est possible de l'y soigner utilement, soit dans un établissement hospitalier dans le cas contraire ; les femmes en couches, est-il dit à l'article 1^{er}, sont assimilées à des malades.

Pour obtenir cette assistance, il est nécessaire — en

principe — que l'intéressé figure sur la liste établie annuellement par le bureau d'assistance médicale de la commune. Or, cette liste est rendue publique, et beaucoup de femmes redoutent cette publicité, non seulement les filles-mères qui cachent le plus longtemps possible leur état, mais même des femmes mariées qui, sans être dans l'indigence absolue, sont peu fortunées et à qui il répugne d'avouer leur gêne. D'autre part, malgré les révisions trimestrielles, il arrive fréquemment que, faute d'avoir sollicité à temps voulu son inscription, une femme ne peut être secourue.

Cependant, malgré ses imperfections, la loi, dont nous aurons l'occasion d'étudier le fonctionnement, rend des services et assure au moins, aux femmes en couches, les soins indispensables à elles et à leurs enfants.

2^o LA LOI SUR LE SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS du 28 juin 1904, modifiée par la loi de finance du 22 avril 1905, vient en aide à la mère indigente en lui accordant un secours destiné à prévenir l'abandon, que, dans sa misère, elle serait tentée de faire de l'enfant. « Ce secours, dit l'article 7 de la loi, est accordé pour permettre à la mère pauvre de garder et de nourrir son enfant ou de le placer en nourrice », et la circulaire d'application (1) ajoute : « Le but est double ; d'une part, restreindre le nombre des abandons, d'autre part, diminuer la mortalité infantile en fournissant à des mères pauvres ce qui est

(1) 5 juillet 1904.

indispensable pour que l'enfant ne succombe pas à des privations. Il n'y a pas de distinction à faire entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Jamais d'ailleurs, dans les lois d'assistance, la loi n'a admis cette distinction. »

Ce secours mensuel varie à Paris de 15 à 50 francs, suivant la situation et les charges de la mère ; en province, il dépasse rarement 20 francs et descend parfois jusqu'à 5 francs.

Comme l'indiqué du reste son intitulé, cette loi a été édictée bien plus en faveur de l'enfant que de la mère, et, comme la précédente, ne vient en aide qu'aux femmes notoirement indigentes.

3° LA LOI GARANTISSANT LEUR TRAVAIL OU LEUR EMPLOI AUX FEMMES EN COUCHES, du 27 novembre 1909, est la seule qui, dans notre législation, protège directement la femme salariée. Elle est due à M. Engerand, député du Calvados, qui, le 5 juillet 1906, déposa une proposition de loi sur « la protection et l'assistance des femmes avant et après leurs couches ». Cette proposition, précédée d'un exposé des motifs très précis et très documenté, se divisait en deux parties. Dans la première, l'auteur du projet demandait que le contrat de louage de services ne puisse jamais être rompu en raison de la suspension du travail occasionnée par la grossesse. Dans la deuxième, M. Engerand demandait que des subventions soient accordées aux œuvres assistant les femmes en couches ; mais, dès 1907, une somme de 400.000 francs ayant été inscrite au bud-

get de 1908 afin de venir en aide aux sociétés de charité maternelle et aux crèches, cette deuxième partie du projet ne fut pas maintenue par la Commission du travail.

La proposition de loi, ainsi réduite, fut votée par la Chambre, le 9 avril 1908, à la suite du rapport présenté par M. Bonnevey ; mais l'intitulé devint : « Proposition de loi garantissant leur travail et leur emploi aux femmes en couches. »

Rapportée au Sénat par M. Strauss et modifiée à la suite d'un amendement de M. Guillaume Poulle, la loi fut définitivement votée sous la forme suivante :

Article unique. — « La suspension du travail par la femme pendant huit semaines consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de louage de service, et ce, à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence ».

« Toute convention contraire est nulle de plein droit. »

« L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré. »

Les ouvrières, les employées, les servantes et les domestiques même peuvent désormais se reposer à la veille et au lendemain de leur délivrance sans crainte d'être congédiées. La loi nouvelle, somme toute, permet aux femmes salariées de se reposer, mais elle ne leur en fait pas une obligation et ne leur en donne pas pratique-

ment le moyen, puisqu'elle ne prévoit aucune indemnité de chômage.

Avec ces trois lois dont une seule, à vrai dire, celle de 1909, protège réellement la maternité des femmes salariées, nous pouvons citer le *décret du 7 mars 1908* qui interdit de faire porter, pousser ou traîner aucun poids par les ouvrières pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement.

Plus récemment enfin, la *loi du 15 mars 1910* a accordé un congé de deux mois avec traitement aux institutrices en couches.

« Un congé de deux mois, avec traitement entier, en dehors des congés de maladie prévus par le décret du 9 novembre 1853 est accordé aux institutrices, moitié avant, moitié après les couches.

« Les institutrices ne peuvent reprendre leurs services qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé ; en cas contraire, la prolongation du congé nécessaire leur est accordée aux conditions du congé lui-même, jusqu'à concurrence de deux mois. »

Cette loi nouvelle qui intéressera chaque année plus de 2.000 institutrices, et dont l'application exigera un crédit de 114.000 francs environ, est intéressante parce qu'elle marque un pas nouveau dans la protection de la maternité. Déjà certaines circulaires ministérielles avaient accordé quelques avantages aux femmes en couches employées dans les administrations de l'Etat.

C'est ainsi que nous pouvons citer la circulaire du ministre de la marine qui, depuis 1900, accorde aux ouvrières des arsenaux et ateliers de ce Département un repos de maternité soldé d'une durée de 21 jours, et celle du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du 15 janvier 1903, qui autorise le personnel féminin de cette administration à demander un congé de maternité de 35 jours avec traitement complet.

La pauvreté de notre législation ouvrière en ce qui concerne la protection de la maternité n'est pas, comme on pourrait le croire, due à l'indifférence du Parlement, car dès 1887 il s'était ému du sort des femmes des classes laborieuses pendant et après leur grossesse.

Le comte Albert de Mun, député du Finistère, avait, à cette époque, déposé un projet de loi ayant pour but d'assurer un repos obligatoire de quatre semaines aux ouvrières après leurs couches ; cette proposition fut incorporée dans une autre, alors à l'étude et relative à la réglementation du travail des enfants et des femmes dans l'industrie. Il en forma l'article 9, ainsi conçu : « Les femmes en couches ne pourront être employées dans les manufactures, chantiers, ateliers et magasins, pendant les quatre semaines qui suivent leur accouchement. Elles justifieront de ce délai, par la production d'un certificat, délivré par un médecin ou une sage-femme. »

Le 18 juin 1888, lorsque la loi vint en discussion à la Chambre, l'article 9 fut vivement discuté, et sous prétexte que son deuxième paragraphe donnerait aux patrons le

droit de s'ingérer dans les détails de la vie privée de leurs ouvrières, il fut finalement rejeté sur la demande de M. Yves Guyot.

Le 8 juillet 1890, le projet de loi, modifié par le Sénat, revint devant la Chambre ; la commission avait rétabli l'article 9, mais sans le deuxième paragraphe qui avait suscité tant de critiques en 1888. Malgré cette modification, l'article fut de nouveau combattu, et le Dr Desprès se montra particulièrement hostile à une prescription qu'il ne craignit pas de qualifier de ridicule : « Messieurs, ne craignez-vous pas le ridicule ? Ces choses-là ne se mettent pas dans la loi ; le bon sens et l'esprit français s'y refusent. Le législateur ne peut entrer dans des détails aussi intimes... » M. de Mun défendit au contraire le projet de la Commission et, au cours de la discussion, cita l'exemple d'une jeune femme qui, après un accouchement particulièrement pénible, s'était vue contrainte de reprendre, dès le lendemain de la délivrance, sa place de vendeuse chez une fleuriste en renom, « la jeune vendeuse plaisait à la clientèle par sa figure agréable et faisait faire de nombreuses affaires, et on ne pouvait se priver de ses services, à moins qu'elle ne fût aussitôt remplacée. »

« Je n'ajouterai rien à cet exemple, disait M. de Mun, et je crains que, si la loi n'intervient pas, les mœurs soient insuffisantes pour faire disparaître des abus aussi graves (1). »

(1) *Journ. off.*, Chambre, p. 1377 et suiv., 1890.

Grâce à son intervention et à celle de M. le Dr Dron, l'article 9 fut adopté à une forte majorité. Mais, lorsque le 5 février 1891, le projet revint devant la Chambre en deuxième lecture, M. Brousse, estimant qu'il n'était pas possible d'interdire à l'ouvrière de travailler sans lui accorder, en même temps, une indemnité en compensation de son salaire, déposa l'amendement suivant :

« Les femmes en couches ne peuvent être admises au travail que trois ou quatre semaines après l'accouchement, suivant le genre de travail. Pendant cette période elles recevront une indemnité de un franc par jour. La même indemnité leur sera acquise pour une semaine, si elles ont cessé le travail avant l'accouchement. Ces indemnités seront fournies par une caisse de la maternité, établie dans chaque arrondissement, alimentée moitié par l'Etat, moitié par le département. Cette caisse aura la personnalité civile et pourra recevoir des dons et des legs particuliers (1). »

Cet amendement fut exploité par les adversaires de la loi ; ils firent ressortir les charges financières qui en seraient la conséquence. M. Deloncle vint à son tour déclarer : « Quant à moi, je ne veux pas qu'on protège la femme après ses couches, parce que je suis partisan de la liberté du travail. »

« Ce qui domine le sujet, répondit le comte de Mun, ce n'est pas seulement la faiblesse de la femme et son

(1) *Journ. off.*, Chambre, p. 230 et suiv., 1891.

droit à la protection : c'est aussi, c'est surtout la préservation de la famille ; c'est la conservation de ce foyer domestique sur lequel tout repose dans la société, et dont nous n'avons pas le droit de priver les ouvriers parce que nul de nous ne consentirait à s'en passer lui-même. »

Toutefois, en présence de l'hostilité que certains députés témoignaient, tant à l'amendement Brousse qu'à l'article 9 lui-même, la commission, afin de hâter le vote de la loi relative au travail des enfants et des femmes, se résolut à séparer cet article du reste du projet de loi, permettant ainsi à M. Brousse de transformer son amendement en proposition de loi.

En même temps, M. Dron déposait lui aussi un projet ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — Les femmes accouchées ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement. »

« ART. 2. — Pendant cette période de repos, elles recevront une indemnité qui variera entre cinquante centimes et deux francs par jour. La fixation et la répartition de cette indemnité seront opérées par les conseils municipaux. Les frais seront, moitié à la charge de l'Etat, et moitié à la charge des communes, au prorata des sommes qu'elles auront distribuées. »

Ces deux propositions, renvoyées à la commission du travail, furent présentées à la Chambre le 29 mars 1891 sous forme d'un projet unique ainsi libellé :

« ART. 1^{er}. — Les femmes accouchées travaillant dans les usines, manufactures, chantiers et ateliers, ne peuvent être admises au travail que quatre semaines après leur accouchement. — Elles auront droit à une indemnité égale à la moitié du salaire journalier, sans que cette indemnité puisse être inférieure à soixante-quinze centimes ou supérieure à deux francs. »

« ART. 2. — Il sera délivré par le maire, aux femmes accouchées qui sont dans le besoin, pendant le temps du repos qui suivra leur accouchement et pour une période qui ne pourra dépasser quatre semaines, des secours variant de cinquante centimes à un franc par jour. »

« ART. 3. — Ces indemnités et secours seront mandatés par le maire sur le crédit spécial ouvert à cet effet ; ils seront, par parties égales, à la charge de l'Etat, des départements et des communes. »

L'article 3 se terminait en rendant ces dépenses obligatoires pour les départements et les communes, et les autorisait à s'imposer extraordinairement les centimes additionnels nécessaires.

L'article 4 chargeait les inspecteurs du travail d'appliquer l'article 1^{er} de la loi et réglementait la poursuite des infractions commises.

Ce projet, discuté les 2 et 3 novembre 1892, donna lieu à deux amendements : l'un de M. Lafargues, disant que les indemnités prévues à l'article 3, seraient « fournies par une caisse de maternité établie dans chaque arrondissement et alimentée par un impôt sur les

industriels et commerçants, de 30 francs par enfant et de 60 francs par femme employée ; l'autre, du comte de Mun, qui obligeait patrons et ouvriers à supporter une partie des frais d'indemnisation. Ainsi amendé, le projet fut renvoyé à la commission et ne revint jamais en deuxième délibération.

Le 7 mars 1899, M. Dulau reprit la question en déposant à la Chambre des députés une proposition de loi sur « la protection de la mère et de l'enfant nouveau-né ».

« Marchant sur la voie que nous a tracée le conseil supérieur de l'Assistance publique, écrit-il dans l'exposé des motifs, nous assimilons la femme enceinte à une malade et nous l'assistons avant, pendant et après son accouchement. » En effet, en 1892, le conseil supérieur de l'Assistance publique avait élaboré, sous la présidence de M. Théophile Roussel, un projet d'assistance maternelle dû, presque tout entier, au D^r Drouineau, projet qui prévoyait et organisait, dans chaque département, un service d'« assistance maternelle gratuite pour les femmes enceintes dénuées de ressources ». Ce service devait comprendre : 1^o la distribution de secours à domicile, 2^o l'hospitalisation des femmes indigentes, soit dans les maternités hospitalières, soit dans des asiles-ouvroirs, soit enfin dans des maternités secrètes où l'admission se serait faite sans enquête et sans que l'intéressée fût même obligée de donner son nom. Les dépenses auraient été supportées à raison de 1/5 par les communes, 2/5 par les départements et autant par l'Etat.

M. Dulau, conservant les grandes lignes de ce projet, y apporta deux modifications. La première fut de retirer au conseil municipal le soin de fixer la nature, l'importance et la durée des secours pour en charger l'autorité préfectorale. La deuxième, destinée à prévenir les avortements et les infanticides, consista, non pas à rétablir *le tour* supprimé depuis 1869, mais à généraliser et à rendre légal le système d'« abandon d'enfants à bureau ouvert », pratiqué depuis longtemps par l'Assistance publique de Paris, complété par la création de secours spéciaux dits « préservatifs d'abandon ».

Cette dernière partie du projet, incorporée à la loi du 22 juin 1904 (1) sur « les enfants assistés », fut ainsi présentée dans l'exposé des motifs : « C'est afin de permettre l'offre de secours, que nous préférons la création du bureau ouvert au rétablissement du tour. Souvent la mère sera ou se croira décidée à abandonner son enfant en arrivant à la maison dépositaire ; souvent elle hésitera à s'en séparer si dans un tel instant des paroles affectueuses lui sont adressées, si des secours lui sont promis. Cette intervention intelligente, souple, bienveillante, l'emporte de bien loin sur l'automatisme d'un appareil. »

Déposé le 7 mars 1899, l'ensemble du projet de loi fut pris en considération le 12 mai 1899 après un rapport sommaire de M. Cère, mais ne vint jamais en délibération.

(1) Modifiée — 22 avril 1905.

La 14 novembre 1899, le sénateur Strauss déposa au Sénat une nouvelle proposition de loi sur « la protection et l'assistance des mères et des nourrissons », qui, malgré dix ans d'efforts parlementaires et en dépit des instances de son auteur, n'a pu être définitivement votée.

Le 9 mars 1900, ce nouveau projet de loi fut pris en considération par le Sénat à la suite d'un rapport de M. Combes qui, après avoir rendu hommage aux principes de solidarité et de fraternité de la nouvelle loi, formulait quelques réserves quant aux conséquences financières qui en résulteraient.

Le 17 janvier 1902, au nom de la commission chargée d'examiner la proposition, M. Strauss présenta un rapport des plus complets dans lequel il exposait l'importance du repos, tant avant qu'après les couches, et montrait la nécessité de le rendre obligatoire pour les femmes travaillant dans les ateliers, usines, manufactures et chantiers : il ajoutait que ce repos ne pouvait être imposé aux ouvrières que s'il était accompagné d'une indemnité compensatrice. Abordant ensuite la question financière, le rapporteur reprenait les chiffres donnés par M. Dron dans son rapport de 1892 et écrivait :

« Le nombre des accouchements à prévoir dans la population ouvrière féminine, justiciable de la réglementation du travail, est de 65.000, et à la rigueur, en se plaçant dans l'hypothèse la plus large, de 70.000. »

« M. Dron prévoyait que, pendant quatre semaines, l'indemnité journalière serait en moyenne de 1 franc. En

majorant cette prévision de 0 fr. 25, en en portant l'indemnité moyenne calculée sur la moitié du salaire, à 1 fr. 25, la dépense annuelle se monterait à 2.450.000 francs.

« Un budget d'assistance maternelle étant en outre ouvert en vue d'allouer aux femmes accouchées nécessiteuses et aux mères de plusieurs enfants des secours variant de 0 fr. 50 à 1 franc par jour, une dépense est à prévoir de ce fait. »

« Mais ces trois catégories distinctes, ouvrières de l'industrie, mères indigentes, mères de famille ayant au moins 4 enfants, chevauchent l'une sur l'autre ; des triples emplois prévisionnels doivent être admis. »

.... « L'indemnité d'accouchement de 1 franc par jour coûterait dans l'hypothèse la plus défavorable 2.940.000 francs. L'attribution de secours exigerait une dépense évaluée, par le ministre du commerce, à 1.620.000 francs, soit au total une dépense maxima de 4.560.000 francs. »

« Encore y a-t-il lieu d'observer que, notamment dans les villes, le plus grand nombre de ces candidates au secours maternel sont actuellement secourues, soit par le bureau de bienfaisance, soit par le service départemental d'enfants assistés. »

Le 3 novembre 1903, la proposition de loi fut votée par le Sénat en première lecture, et renvoyée à la commission. Légèrement modifié par un rapport complémentaire du 23 mars 1906, le projet revint devant cette assemblée le 21 mars 1907. Au cours de la discussion, M. Strauss, chargé de défendre la proposition de loi, dé-

clara que, si la commission s'était résolue à n'étendre le bénéfice de la loi qu'aux travailleuses déjà protégées par les lois des 18 juin 1893 et 11 juillet 1903, c'est qu'elle avait estimé qu'il convenait de diminuer le plus possible les charges qui résulteraient de la nouvelle mesure et d'agir par échelonnement. « Je n'exclus pas, tant s'en faut, dit le rapporteur, toutes les autres femmes, toutes les autres catégories de travailleuses de nos préoccupations humanitaires et philanthropiques ; mais c'est l'éternelle difficulté à laquelle on se heurte. Si du premier coup, vous me demandez d'élargir le champ d'action de l'assistance maternelle, vous me mettez aux prises aux objections plus fortes de M. le ministre des finances. »

Revenant ensuite sur la nécessité de ne pas séparer le principe du chômage légal de celui d'une indemnité compensatrice, le rapporteur ajoutait :

« Nous apportons une contrainte légale et nous disons à cette catégorie d'ouvrières qui sont les plus exposées, non seulement pour elles, mais pour le fruit de leurs entrailles, pour leur enfant : Nous vous obligeons à renoncer à votre pécule, nous vous offrons en échange une indemnité ou une allocation évidemment modeste, mais qui est suffisante pour assurer l'application de la mesure prohibitive que des nécessités d'ordre social nous imposent. »

La rédaction de l'article 1^{er} fut vivement combattue par M. Tourin (1), qui déclara que le terme « dernière

(1) *Ann.* 4^{er} (Projet du 21 mars 1907). — Les femmes enceintes tra-

période de la grossesse était de nature à créer des conflits entre les inspecteurs du travail et les chefs d'établissements industriels :

« Qui décidera si cette période est, ou non, entamée ? Vous me direz que c'est approximatif ; mais il y a dans votre loi quelque chose qui n'est pas approximatif, c'est le dernier paragraphe de l'article qui dit : les infractions aux dispositions de la loi seront constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures. Eh bien, lorsqu'il y aura des erreurs de dates (*Rires*) que personne ne peut éviter, qui sera puni ? Tout simplement le patron qui ne sera pour rien, ni dans l'erreur, ni dans la date (*Nouveaux rires*). »

Le rapporteur — sans méconnaître la justesse de l'observation de M. Tourin — fit à son tour remarquer que la loi fédérale suisse de 1877 était rédigée de la même façon

vaillant dans les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903, lorsqu'elles sont arrivées à la dernière période de la grossesse, ne peuvent être admises à continuer leur travail que si cette continuation est sans danger pour la femme et pour l'enfant. Les inspecteurs du travail peuvent toujours requérir à cet égard un certificat médical. Les inspecteurs ont le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement sur l'avis conforme du médecin chargé d'un service public, désigné par le préfet et après examen contradictoire si les intéressées le réclament.

Elles ne peuvent reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement et en présentant un certificat médical constatant que cette reprise est sans danger.

Les infractions aux dispositions de la loi présente sont constatées et punies dans les mêmes conditions que les infractions aux dispositions concernant le travail des femmes dans les manufactures.

et que son application, après les premiers tâtonnements du début, n'avait donné lieu à aucune difficulté.

Au moment de la discussion de l'article 2 (1), le minis-

(1) Projet du 30 octobre 1908.

ART. 2. — Dans tout établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes arrivées à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elles ne peuvent continuer le travail sans danger pour la mère et l'enfant, auront droit aux secours indiqués à l'article 3 ci-après.

Les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical, délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant que cette reprise peut s'effectuer sans danger, devra être exigé par le patron si la femme travaillait dans son établissement ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du précédent paragraphe dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892.

Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 à 28 de cette loi : Le chef d'établissement, directeur ou gérant qui, avant le délai de quatre semaines après l'accouchement, ou sans le certificat médical prévu au précédent paragraphe, aura occupé dans son établissement, une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement. Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargés d'assurer l'application de la présente loi.

ART. 3. — Pendant les périodes de repos visées dans l'article 2, les femmes enceintes et les femmes en couches, privées de ressources et à défaut de l'aide qui pourra leur être donnée par des mutualités maternelles et toute organisation analogue, reçoivent une allocation journalière.

Le taux de cette allocation est fixé par le conseil municipal ; les bénéficiaires sont désignées sur la proposition du bureau d'assistance, par le maire de la commune à charge par lui d'en rendre compte au Conseil municipal à sa plus prochaine session.

Le département et l'Etat participent au paiement de ces allocations

tre des finances déclara qu'il estimait à 5 millions la dépense annuelle qu'entraînerait l'allocation journalière prévue. « Les grandes villes, dit le ministre, pourront supporter les dépenses qui résulteront de la loi nouvelle mais elle pèsera lourdement sur telle petite commune où il y aura une seule usine, une seule grosse usine. » Aussi se montra-t-il partisan, tout en maintenant le principe de l'obligation, en ce qui concerne l'assistance médicale des femmes en couches, de laisser facultative l'allocation d'un secours, en argent ou en nature, accordé par le bureau d'assistance médicale.

Renvoyé à nouveau à la commission après ces échanges de vues, le projet revint en discussion le 30 octobre 1908.

L'article 1^{er} était ainsi conçu : « Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir à se faire payer une indemnité de rupture. » Il fut adopté par le Sénat presque sans discussion, mais la loi du 27 novembre 1909 (Loi Engerand) lui a fait perdre tout intérêt.

Les articles 2 et 3 (1) furent l'objet d'une longue discussion. Tout d'abord, le ministre des finances reprocha à l'ensemble du projet d'être en opposition avec la manière de voir de la Chambre, qui, en augmentant largement les conditions prévues aux articles 27, 28, 29 et aux barèmes A et B de la loi du 15 juillet 1893. Toutefois, si la commune fixe, pour l'allocation journalière un taux, supérieur à 1 fr. 50, l'excédent reste à la charge exclusive de la commune.

(1) Voir la note p. 94.

ment les subventions accordées aux mutualités maternelles, avait entendu par là favoriser leur œuvre et leur réserver aux dépens de la charité officielle un champ d'action qui semblait leur convenir parfaitement. Critiquant ensuite le deuxième paragraphe de l'article 3, il fit observer que les municipalités chargées de fixer librement le taux de l'indemnité et de désigner les bénéficiaires, pourraient faire échec à la loi en n'accordant que des secours dérisoires ou en écartant le plus grand nombre des demandes. Enfin, envisageant les charges financières qui, d'après le projet, incomberaient aux communes, aux départements et à l'Etat, le ministre déclarait qu'il fallait compter que le nombre moyen des femmes assistées serait de 112.000 et que la dépense à prévoir s'élèverait à 6.272.000 francs, ou à 9.408.000 francs selon que l'on fixerait à 1 franc ou à 1 fr. 25 l'indemnité journalière ; que, dans ces mêmes hypothèses, la part de l'Etat serait de 1.085.000 ou de 1.628.000 francs, celle des départements 1.794.000 ou 2.683.000 francs, et enfin celle des communes de 3.393.000 ou 5.090.000 francs ; que ces charges, ajoutées à celles déjà existantes paraissaient lourdes, surtout pour les communes.

A cela le rapporteur fit remarquer que les mutualités maternelles étaient des œuvres non d'assistance, mais de prévoyance, et que la loi en préparation poursuivait un but essentiellement charitable. Du reste, ajoutait M. Strauss, les mutualités maternelles n'ont pas atteint un état de développement leur permettant d'entreprendre

une tâche aussi lourde que celle qui consiste à assister toutes les mères indigentes. Au sujet de la dépense annuelle estimée 6 ou 9 millions par le ministre, le rapporteur contesta l'exactitude de ces chiffres en faisant ressortir qu'à l'heure actuelle, les municipalités, au titre des bureaux de bienfaisance, et les départements, au titre des enfants assistés, distribuent des secours qui font double emploi avec ceux prévus par la loi projetée, de sorte que le nouvel effort à demander aux contribuables ne serait pas aussi considérable que l'indiquait le ministre.

M. Guillier, appuyé par M. Fortier, intervint aux débats pour demander l'extension des bénéfices de la loi à « toutes les femmes laborieuses des villes et des campagnes », et, malgré l'observation du ministre des finances déclarant que c'était alors une dépense annuelle de 25 à 30 millions qu'il fallait prévoir, déposa l'amendement suivant :

« Toute femme qui se livre habituellement à un travail rémunéré, arrivée à la dernière période de la grossesse, sur la production d'un certificat médical constatant qu'elle ne peut continuer le travail sans danger pour elle et l'enfant, aura droit aux secours dans les conditions indiquées à l'article 3 ci-après. »

A la suite de cet amendement, la discussion fut de nouveau suspendue pour permettre à la commission de procéder à un nouvel examen ; cet examen dura près de dix-huit mois et, le 12 février 1910, M. Strauss déposa un deuxième rapport supplémentaire. Dans ce nouveau projet la commission n'a pas cru devoir, en raison des

charges financières qui en seraient résultées, admettre toutes les salariées indistinctement au bénéfice de la loi, et le rapporteur s'exprime ainsi (1) : « Au lieu de stipuler que toutes les travailleuses, quelles qu'elles soient, se livrant à un travail rémunéré, seraient les bénéficiaires du secours de repos maternel, nous avons pensé, d'accord avec le gouvernement, qu'il convenait de viser les salariées, ouvrières, employées, domestiques, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture *travaillant habituellement en dehors de leur domicile*. Nul ne songe, assurément, à se désintéresser des ouvrières à domicile par exemple, dont la situation relève essentiellement des administrations d'assistance publique, mais, en ce qui les concerne, le séjour au foyer domestique, auprès du berceau de leur nourrisson, est assuré.

« La proposition rectifiée n'astreint *au repos obligatoire*, dans les quatre semaines après l'accouchement, que les femmes employées dans les établissements industriels et commerciaux... Le délai maximum pendant lequel ces secours seront alloués est celui qu'a voté le Parlement par la loi garantissant leur emploi ou leur travail aux femmes en couches (2). »

« ... En dehors du commerce et de l'industrie, soit pour l'agriculture, soit pour le service domestique... toutes les travailleuses, sans distinction, pourvu qu'elles

(1) *J. off., Doc. parl.*, Sénat, n° 42, 12 février 1910.

(2) *Loi du 27 novembre 1909*, garantissant leur place pendant huit semaines aux salariées lors de leurs couches.

se livrent habituellement *chez autrui* à un travail rémunéré, *seront admises* au même titre aux secours de chômage maternel avant et après leurs couches. »

Fidèle à son programme antérieur, la commission persiste donc à ne vouloir opérer que par étapes successives et à assurer d'abord, au personnel le plus intéressant, les bénéfices de la loi nouvelle. Le rapporteur évalue à 127.000 le nombre des femmes assistées annuellement et à 6.356.000 francs la dépense qui en résultera, en admettant, comme hypothèse moyenne, une durée de repos de sept semaines et une indemnité journalière de 1 franc. Cette dépense de 6.356.000 francs se répartirait ainsi d'après le barème de la loi du 15 juillet 1893 :

Etat : 17,3 0/0	1.098.550 francs
Départements : 28,6 0/0	1.816.100 »
Communes : 54,1 0/0	3.436.350 »

Ce nouveau projet n'est pas encore venu en discussion, mais suivant l'usage admis au Sénat, le rapport a été adressé à la commission de finance qui l'a examiné au point de vue financier et a approuvé dans les premiers jours de février 1911 les conclusions de M. Milliès-Lacroix, son rapporteur, évaluant à 7 millions par an les charges qui résulteraient de l'application de la loi.

Le projet est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Les femmes en état de grossesse apparente pourront quitter le travail sans délai-congé et sans avoir, de ce fait, à payer une indemnité de rupture.

ART. 2. — Dans tout établissement industriel ou com-

mercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance, les femmes accouchées ne pourront reprendre leur travail que quatre semaines après l'accouchement. Un certificat médical, délivré par le médecin de l'assistance médicale gratuite, constatant que cette reprise peut s'effectuer sans danger pour la mère ou l'enfant, devra être exigé par le patron si la femme travaillait dans son établissement avant l'accouchement ou s'il a été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

Les inspecteurs et inspectrices du travail seront chargés, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, d'assurer l'application des dispositions du précédent paragraphe dans les conditions prévues par les articles 17 à 21 de la loi du 2 novembre 1892 (1).

Sera passible des pénalités prévues par les articles 26 et 28 de cette loi (2), le chef d'établissement, directeur ou gérant qui, avant le délai de 4 semaines après l'accouchement, ou sans le certificat médical prévu au précédent paragraphe, aura occupé dans son établissement une femme qui y travaillait avant l'accouchement ou pour laquelle il aura été avisé par la mairie de la date de l'accouchement.

(1) Sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

(2) Amende de 5 à 15 francs, portée de 16 à 100 francs en cas de récidive dans les 12 mois.

Sera passible des pénalités prévues à l'article 29 de la même loi (1) quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des agents chargés d'assurer l'application de la présente loi.

ART. 3. — Toute femme de nationalité française et privée de ressources qui se livre habituellement chez autrui à un travail salarié comme ouvrière, employée ou domestique, a droit, pendant la période de repos qui précède et suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière dans les conditions ci-après.

ART. 4. — Avant les couches, la postulante doit justifier par la production d'un certificat médical qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même ou pour l'enfant.

Après les couches, l'allocation est de droit pendant les 4 semaines ; elle ne peut être continuée au delà de cette période que si la postulante justifie, dans les conditions prévues au précédent paragraphe, qu'elle ne peut reprendre le travail ; cette continuation exceptionnelle fait l'objet d'une décision nouvelle dans la forme prévue pour les admissions.

L'allocation ne peut, à un moment quelconque, être accordée ou maintenue que si l'intéressée non seulement a suspendu l'exercice de sa profession habituelle, mais encore observe tout le repos effectif compatible avec les exigences de sa vie domestique et que si elle prend pour

(1) Amende de 100 à 500 francs, portée de 500 à 1.000 francs en cas de récidive.

son enfant et pour elle-même les soins d'hygiène nécessaires, conformément aux instructions que lui donne à cet effet la personne désignée par le bureau d'assistance.

ART. 5. — L'allocation journalière est réduite de moitié en cas d'hospitalisation pendant toute la durée de celle-ci, si l'intéressée n'a pas d'autre enfant vivant au-dessous de 13 ans.

L'allocation cesse aussi de plein droit lorsque l'assistée quitte la commune ; l'intéressée peut demander à être assistée dans la nouvelle commune où elle va résider.

L'allocation est supprimée par décision de la commission administrative du bureau d'assistance dès que celui-ci estime que les diverses conditions requises pour avoir droit à l'assistance ne sont plus remplies ou dès qu'il constate que des déclarations inexactes ont été fournies par la postulante ; dans ce cas il y a lieu à répétition de la part du maire, ou, à défaut, du préfet agissant au nom des diverses collectivités intéressées.

ART. 6. — Les postulantes adressent leur demande écrite au bureau d'assistance de la commune de résidence, lequel, après enquête, fait connaître d'urgence au maire de ladite commune les demandes pour lesquelles il émet un avis favorable. Sur le vu de ces dernières propositions, le maire admet ou repousse la demande, à charge par lui d'en rendre compte au conseil municipal à sa plus prochaine session quel que soit le domicile de secours de la postulante.

Toute postulante dont la demande, admise par le

bureau d'assistance, a été repoussée par le maire, peut, par lettre adressée au sous-préfet, recourir devant la commission cantonale prévue par l'article 17 de la loi du 15 juillet 1893 ; le sous-préfet convoque d'urgence la commission qui statue souverainement sur ces réclamations.

ART. 7. — L'allocation est incessible et insaisissable. Elle est payée à l'assistée.

ART. 8. — Le taux est fixé dans chaque commune pour une année au moins, après avis du bureau d'assistance par le conseil municipal. Il ne peut être inférieur à 50 centimes. Le conseil municipal peut décider qu'une allocation journalière supplémentaire sera accordée pendant le repos qui suit les couches à toute mère qui allaite son enfant.

ART. 9. — ART. 10. — ART. 11.....

ART. 12. — Si la commune fixe pour l'allocation journalière un taux supérieur à 1 fr. 50 et 2 francs en cas d'allaitement maternel, l'excédent reste à sa charge exclusive. Si de même l'allocation a été accordée pendant une période comprenant au total plus de huit semaines, les dépenses relatives à la durée supplémentaire sont à la charge exclusive de la commune.

ART. 13. — Les allocations journalières sont servies par la commune de la résidence des assistées sous condition, s'il y a lieu, de remboursement par la collectivité du domicile de secours (1).

(1) Domicile de secours s'acquiert par une résidence habituelle d'un an (*Loi du 15 juillet 1893*).

ART. 14. — Les frais des certificats médicaux pour les personnes admises au bénéfice de la présente loi sont à la charge du service de l'assistance médicale gratuite.

ART. 15. — Le domicile de secours s'acquiert et se perd dans les conditions prévues par la loi du 15 juillet 1893.

ART. 16. — Un conseil municipal peut, après avis du bureau d'assistance, charger une œuvre locale d'assistance ou de mutualité maternelle de l'application de la présente loi, dans tout ou partie de la commune, et lui verser directement le montant des allocations. Cette entente doit être préalablement approuvée par le ministre de l'intérieur, après avis de la section compétente du conseil supérieur de l'assistance publique.

ART. 17. — ART. 18. —

Indépendamment de ce projet Strauss, le Parlement est saisi d'un certain nombre d'autres propositions de loi qui n'ont été l'objet d'aucune discussion, bien que certaines d'entre elles aient été déposées depuis 1906.

Le 13 juillet 1906 M. Breton déposa un premier projet « concernant la protection et l'assistance des femmes enceintes et nouvellement accouchées » qui fut renvoyé à la commission d'hygiène publique d'où il n'est jamais revenu.

Le 12 décembre 1906, M. Durand, député de l'Aude, déposa à son tour un projet ainsi conçu : « Pendant la période d'allaitement les femmes admises au travail pourront allaiter leur nourrisson, soit dans une pièce spéciale

annexé à l'établissement, soit au dehors. Les femmes disposeront à cet effet de deux repos d'au moins une demi-heure chacun, qui couperont le travail de la matinée et de l'après-midi. — L'heure de l'allaitement ne pourra en aucune façon d'être décompté du montant du salaire. »

Renvoyée à la commission du travail, cette proposition eut le même sort que celle de M. Breton.

Au cours de la législature actuelle de nouveaux efforts ont été faits. Le 23 juin 1910, M. Engerand déposa une proposition de loi relative « à la protection de la maternité » ; le 30 juin de la même année, MM. Louis Marin et Beloutte déposèrent à leur tour un projet de loi « tendant à améliorer et à égaliser les conditions des congés de maternité accordés aux femmes employées au service de l'Etat et dans les établissements industriels ».

Ces deux projets ont été, le 12 juillet 1910, envoyés à la commission d'assistance et de prévoyance sociale.

A défaut d'une loi protégeant d'une façon efficace et sérieuse la mère et l'enfant nouveau-né (1), le Parlement, en ces dernières années surtout, s'est efforcé de leur venir en aide en accordant des subventions aux œuvres d'assistance maternelle et infantile.

En 1910, ces œuvres ont reçu de l'Etat 500.000 francs de subvention qui, par arrêté du 5 janvier 1910, ont été

(1) Chaque année l'Etat dépense 14 millions 700 francs pour les enfants assistés et 850.000 francs pour l'application de la loi Roussel.

répartis : 101.550 francs aux crèches et 398.450 francs aux œuvres maternelles. Ces subventions — qui en 1907 ne dépassaient pas un total de 160.000 fr. — sont encore trop faibles, et c'est à peine si les sociétés intéressées touchent chacune deux ou trois cents francs.

De plus, à titre d'indication, et pour montrer le désir qu'a le Parlement de voir la protection maternelle assurée par la mutualité, un crédit de 3.500 francs a été ouvert au ministère du travail et de la prévoyance en faveur des sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs sociétaires une indemnité d'accouchement (1).

En résumé, il faut bien reconnaître que jusqu'à présent les efforts du Parlement ont été bien timides ; aucune loi assurant la protection des mères n'a pu être introduite dans notre législation industrielle et seule — avec la Turquie et la Russie — la France n'a pas répondu au vœu du Congrès de Berlin ! « Il y a là, dit M. Jay (2), une lacune qu'on ne peut reconnaître sans quelque honte. »

(1) Arrêté du 9 janvier 1910.

(2) Raoul Jay, *Protection légale des travailleurs*.

CHAPITRE V

ASSISTANCE PUBLIQUE ET PRIVÉE.

S'il est vrai que l'on peut faire remonter au xvi^e siècle les premières tentatives d'assistance aux femmes enceintes, ce n'est en réalité que depuis un petit nombre d'années que nous voyons l'assistance maternelle officielle se manifester autrement que par l'hospitalisation accordée aux indigentes ou aux nécessiteuses dans les maternités.

C'est la loi du 15 juillet 1893, qui, en assimilant les femmes en couches à des malades, a créé en leur faveur le service d'assistance publique qui leur avait manqué jusqu'alors.

Dans chaque commune l'assistance médicale gratuite est assurée par un bureau composé généralement par les membres des commissions administratives de l'hospice et du bureau de bienfaisance (1). La liste des personnes admises à bénéficier de cette assistance, dressée par le bureau, mais arrêtée par le conseil municipal, est rendue publique, et tout habitant ou contribuable peut formuler une réclamation en radiation ou en inscription. En outre,

(1) Lorsqu'il n'y a dans la commune, ni hospice, ni bureau de bienfaisance, le bureau d'assistance est formé d'après les règles applicables à la composition de ces commissions (Loi du 21 mai 1873).

d'après les instructions ministérielles peuvent bénéficier (1), sur leurs demandes, des soins médicaux gratuits, des femmes qui, sans figurer sur la liste des indigents, seraient momentanément privées de ressources par le fait de leur accouchement. Le service, bien qu'en principe communal, est centralisé par département et organisé par le conseil général sous l'autorité du préfet. Les dépenses sont supportées par les communes, les départements et l'Etat.

En principe, les femmes en couches — comme du reste les autres malades — sont soignées à leur domicile, et reçoivent gratuitement : 1° les soins des médecins, chirurgiens et sages-femmes ; 2° les médicaments et appareils. L'hospitalisation cependant est prescrite lorsque l'assistance à domicile est impossible, soit parce que l'accouchement s'annonce comme particulièrement difficile, soit parce que le logement est trop petit ou trop insalubre. Le secours à domicile offre de grands avantages ; il permet de ne pas désorganiser le foyer, de ne pas livrer le mari et les enfants aux tentations du cabaret et de la rue. Il n'est toutefois pas sans inconvénient, lorsque le logis est exigü ou malsain, ou encore lorsque l'état de la mère ou du nourrisson réclame des soins particuliers ; dans ce cas l'hospitalisation s'impose.

Malheureusement toutes les villes de province ne possèdent pas des maternités organisées comme celles des

(1) *Bulletin du Ministère de l'intérieur*, 1894.

grandes villes, et les installations prévues par la loi de 1893 sont loin d'être réalisées partout. En 1901, M. Strauss écrivait (1) : « L'assistance maternelle est tout entière à organiser sur le territoire de la République ; insuffisante et défectueuse où elle existe, elle fait à peu près défaut dans l'immense majorité des communes. Beaucoup de maternités de province ne sont encore, suivant la description qu'en fait le Dr Napias, que de tristes gésines où existe la fièvre puerpérale, où sévit l'ophtalmie purulente des nouveau-nés. »

« Bien qu'en ces dernières années un progrès réel ait été réalisé dans un certain nombre de villes, ce ne sera pas trop de l'intermédiaire du législateur pour astreindre les administrations indolentes ou réfractaires à modifier leur outillage hospitalier suivant les données de la science et les exigences de l'hygiène (2). »

Ces paroles sont aussi vraies aujourd'hui qu'il y a dix ans, et, si nous en croyons les rapports des services administratifs du ministère de l'intérieur (3), bien des villes de province, par crainte de voir le nombre des demandes d'admission s'élever et leurs charges s'accroître d'autant, n'organisent pas, comme elles le devraient, leur service de maternité.

Cependant, malgré quelques imperfections auxquelles il serait possible de remédier, on peut dire que la loi du

(1) Strauss, *Dépopulation et puériculture*.

(2) Strauss, *L'enfance malheureuse*.

(3) *J. off.*, 2 août 1909.

15 juillet 1893 assure d'une façon suffisante l'assistance purement médicale des accouchées *indigentes* ; quant à l'assistance maternelle — secours en argent, en vivres, en effets d'habillement ou de couchage, en combustible, lait, etc. — qui serait bien souvent aussi nécessaire que les soins médicaux, il faut bien reconnaître qu'ils sont accordés d'une façon tout à fait insuffisante par les bureaux de bienfaisance.

Les bureaux de bienfaisance n'existent que dans la moitié environ des communes de France, et l'assistance qu'ils accordent est essentiellement arbitraire ; généralement les secours qu'ils allouent aux femmes enceintes sont de courte durée et de valeur minime : 5 ou 10 francs une fois donnés ; dans quelques villes il y est joint quelques menus dons en nature : pain, lait, charbon, ou pièces de layette.

Quelques grandes villes pourtant ont développé en ces dernières années l'assistance maternelle qu'elles accordent aux indigentes, et Lille, Lyon, Rouen, le Havre, Toulouse, Montpellier, pour ne citer que celles-là, ont imité l'exemple que depuis longtemps Paris leur donnait.

Assistance publique.

A Paris, l'Assistance publique est particulièrement riche et peut dépenser plus de 60 millions par an ; aussi son organisation, malgré les critiques dont elle est l'objet, est-elle très complète et digne de servir de modèle ;

c'est pourquoi nous allons rapidement examiner son fonctionnement au point de vue spécial qui nous concerne.

1^o Assistance à domicile.

Chaque année, depuis 1894, les bureaux de bienfaisance de Paris disposent d'une somme de 100.000 francs destinée à venir en aide à des femmes pauvres pendant les deux derniers mois de leur grossesse ; les secours varient de 15 à 25 francs et le nombre des femmes secourues est annuellement de 4.000 environ. C'est peu, quand on songe que, chaque année, 29.000 accouchements sont faits par les soins de l'Assistance publique.

2^o Refuges et asiles-ouvroirs.

Beaucoup de femmes sont obligées de travailler jusqu'aux derniers jours de leur grossesse, non seulement parce qu'elles sont sans ressources, mais aussi parce que, n'ayant pas de domicile, il leur faut rester au service de ceux qui les emploient ; un secours en argent ne leur permettrait donc pas de cesser leur labeur : telles sont les domestiques et certaines catégories d'employées.

Il est d'autres femmes encore qui, même si on leur vient en aide, ne peuvent rester chez elles jusqu'au jour de leur entrée dans une maternité : ce sont les filles-mères. Dès que leur état ne peut plus se cacher, ces malheureuses se voient généralement chassées de leur place, soit qu'on les considère comme méprisables, soit qu'elles ne puissent plus accomplir leur tâche ; chassées par leur

famille ou fuyant d'elles-mêmes le milieu où elles sont connues ; chassées par l'amant ou abandonnées par lui, elles se trouvent sans abri, sans ressources, au moment même où elles en ont le plus besoin.

C'est pour ces femmes que l'Assistance publique de Paris a ouvert successivement deux asiles et un refuge :

a) Asile Michelet, 135, rue de Tolbiac. Ouvert au mois de décembre 1893 avec 100 lits, cet asile en possède aujourd'hui 200. Les femmes enceintes y sont admises dans le courant du septième mois, mais la moyenne du séjour ne dépasse pas 25 jours ; il n'est demandé aux postulantes ni état-civil, ni renseignements sur leur situation sociale. Les pensionnaires sont examinées par un médecin au moment de leur entrée et soumises à un régime hygiénique ou médical approprié à leur état ; elles ne sont astreintes qu'aux menus travaux intérieurs de l'établissement et sont libres de travailler, soit pour s'amasser un petit pécule, soit pour préparer la layette de leur enfant. Au moment de l'accouchement, elles sont dirigées sur une maternité. Le chiffre des entrées a été de 47 en 1893, de 2.115 en 1900 et de 1.622 en 1906. Le prix de revient est en moyenne de 1 fr. 89 par journée de femme, prix sensiblement inférieur à ce qu'il est dans les maternités des hôpitaux.

b) Asile George Sand, 3, rue Stendhal. Ouvert en 1894, cet asile contient 96 lits et 20 berceaux, et reçoit sans formalités pour 24 heures toute femme qui n'est pas accompagnée d'enfant de plus de 12 ans. Les femmes

enceintes sont gardées pendant trois jours. En 1907, sur les 1.725 hospitalisées 559 étaient enceintes ; sur ce nombre 93 ont été dirigées sur une maternité et 408 sur des asiles ou refuges.

c) Refuge Pauline Roland, 35, rue Fessart. Créé en juillet 1889, c'est-à-dire le premier des établissements ouvert par l'Assistance publique, ce refuge reçoit les femmes sans travail et réserve la moitié environ des 160 lits dont il dispose en faveur des femmes enceintes. Elles sont habillées, nourries et occupées à de menus travaux qui leur permettent de gagner de 20 à 60 centimes par jour. Vers les six dernières semaines de leur grossesse elles sont envoyées à l'asile Michelet ; cependant quelques-unes vont directement dans une maternité, soit par suite d'accidents, soit parce qu'elles avaient caché ou ignoré leur véritable état. C'est ainsi que pendant l'année 1907, sur 727 femmes hospitalisées, 255 ont été dirigées sur les hôpitaux et les maternités et 88 sur les asiles.

3° Assistance pendant l'accouchement.

Les femmes assistées de la ville de Paris peuvent faire leurs couches soit chez elles, soit chez une sage-femme, soit à l'hôpital.

Les accouchements à domicile sont assurés par des médecins ou des sages-femmes dans les conditions prévues par la loi sur l'assistance médicale gratuite (15 juillet 1893). Les femmes qui ont obtenu, après enquête, l'assis-

tance à domicile, choisissent une sage-femme parmi celles domiciliées dans l'arrondissement où elles habitent ; moyennant une indemnité de quinze francs, qu'elle reçoit de l'Assistance publique, la sage-femme doit donner ses soins à l'assistée depuis le 6^e mois jusqu'au 15^e jour qui suit la délivrance. En outre de cette assistance médicale, il est distribué pour environ 350.000 francs de secours d'accouchement aux mères les plus nécessiteuses.

Les femmes qui ne peuvent faire leurs couches chez elles doivent, un mois avant la date présumée de leur délivrance, faire une demande à l'Assistance publique qui statue dans les huit jours et fait connaître à l'intéressée à quel hôpital ou chez quelle sage-femme elle sera hospitalisée. En effet, pour dégager le service si encombré des maternités, il a été organisé un service dit « externe » chez 95 sages-femmes de première classe, placées chacune sous la surveillance d'un médecin-accoucheur des hôpitaux. Elles reçoivent en général de 5 à 6 pensionnaires pour une durée de dix jours et touchent pour chacune d'elles 6 francs par jour de pension, plus 10 francs pour l'accouchement. Ce service externe est destiné à disparaître, car s'il a l'avantage d'assurer plus de tranquillité aux assistées qui y sont traitées, il a le grand défaut de coûter très cher à l'Administration et de ne pas présenter toutes les garanties désirables d'hygiène.

Mais c'est surtout dans les maternités que les femmes indigentes ou nécessiteuses font leurs couches. L'Assistance publique dispose de 1129 lits : soit 393 à la Maternité,

212 à l'hôpital Tarnier, 188 à Baudelocque, 75 à Beaujon, 65 à St-Antoine, 62 à Lariboisière, 63 à Tenon, 50 à Boucicaut, et 21 à la Pitié, sans compter les lits supplémentaires que l'on ajoute dans les salles à certaines époques de l'année. Ces maternités sont très soigneusement installées, certaines même avec luxe, et les décès y sont devenus de plus en plus rares. A l'hôpital Baudelocque, depuis dix ans (1), la mortalité est tombée à moins de 1 0/00.

En 1907 : 13.500 femmes ont accouché dans les maternités. 10.000 femmes ont été accouchées à domicile par les soins de l'Assistance publique.

4^e Assistance après l'accouchement.

Les soins médicaux, avons-nous dit, ne sont généralement assurés que pendant dix jours aux femmes qui reçoivent l'assistance à domicile ; quant à celles admises dans les maternités, nous savons également qu'elles demandent presque toutes à quitter le service vers le 9^e jour. Pour aider ces femmes à se rétablir, l'Assistance publique leur accorde des secours de deux sortes. D'abord des secours immédiats en argent, d'une valeur habituelle de 15 francs, auxquels sont joints parfois des objets de layette. Les bureaux de bienfaisance distribuent en outre chaque année pour 250.000 francs environ de secours dits d'allaitement, qui varient de 10 à 20 francs par mois et

(1) En 1907, cette mortalité a été de 0,3 0/00.

qui sont destinés soit à permettre à la mère d'allaiter son enfant, soit même dans certains cas de le mettre en nourrice.

En outre, l'asile Ledru-Rollin, bien installé dans un parc, à Fontenay-aux-Roses, a été organisé depuis 1892, pour recevoir 50 accouchées ayant besoin de repos ; elles restent à l'asile pendant une quinzaine de jours (1) et reçoivent des conseils sur la manière de soigner leurs enfants. L'asile national du Vésinet reçoit aussi les convalescentes des maternités, au même titre que celles des autres services hospitaliers.

L'Assistance publique de Paris subventionne ou entretient en outre dans les divers quartiers de Paris 45 crèches dans lesquelles 1.500 enfants peuvent être journellement gardés et nourris. Le nombre annuel des journées de présence est de plus de 330.000 et les dépenses dépassent 525.000 francs (2). Les deux tiers environ des places sont occupées par des enfants pour lesquels les parents payent une rétribution journalière de 15 ou 20 centimes.

Enfin, dans 27 dispensaires les enfants de tous âges peuvent recevoir des soins et des médicaments et, dans quelques dispensaires seulement, du lait stérilisé.

(1) En 1907 : 887 femmes ont été hospitalisées, 601 ont quitté l'asile pour regagner leur domicile, 265 ont été placées par l'administration.

(2) Les recettes sont approximativement : Subventions de l'Etat 24.000 francs, du département 36.000, de la ville de Paris 170.000, payé par les parents 56.000, dons et souscriptions charitables 240.000.

Il semble donc, qu'à Paris au moins, l'assistance maternelle, avant, pendant et après les couches, ait été organisée aussi complètement que le permettent les ressources dont dispose l'Assistance publique. Toutes ces œuvres répondent bien aux besoins pour lesquels elles ont été créées ; elles ne peuvent malheureusement accueillir, faute de place, toutes les infortunées qui viennent frapper à leur porte.

Bien peu de villes ont imité l'exemple de Paris, et presque partout les municipalités se sont désintéressées du sort des mères de famille indigentes ou nécessiteuses, et n'ont pas su ou n'ont pas voulu utiliser à cet effet les facilités que leur donnait la loi sur l'assistance médicale gratuite. Après avoir vu ce qu'avait fait l'Assistance publique de Paris avec son budget annuel de 60 millions, il n'est pas sans intérêt de voir comment, dans une commune de 241 habitants, presque sans ressources, l'assistance maternelle a été comprise.

Le Dr Morel de Villiers, maire de Villiers-le-Duc (Côte-d'Or), avait cherché, dès 1884, à réduire la mortalité infantile dans la commune et avait à cet effet organisé l'assistance médicale des femmes durant leur grossesse et au moment de leurs couches ; mais l'administration préfectorale était à plusieurs reprises intervenue, sous prétexte que les arrêtés du maire étaient illégaux et empiétaient sur le terrain médical. Sur ces entrefaites, la loi de 1892 fut promulguée ; le Dr Morel en fit une large application aux femmes accouchées, et, après quelques tâ-

tonnements, prit le 11 mai 1903 un arrêté ainsi conçu :

« Le maire de Villiers-le-Duc (1),

« Vu les lois du 5 avril 1834, du 15 juillet 1893 et du 23 décembre 1874, ainsi que la circulaire ministérielle du 18 mai 1894 ;

« Considérant que les municipalités ont le devoir d'enrayer la dépopulation en prenant les mesures indispensables pour restreindre la morti-natalité et la mortalité infantile ;

« Le conseil municipal entendu,

« Arrête :

« ART. 1^{er}. — Toute femme enceinte, mariée ou non, domiciliée dans la commune, ne possédant pas les ressources suffisantes pour lui permettre de prendre à sa charge les dépenses qu'entraîneraient les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, non seulement sa propre existence, mais aussi celle de l'enfant à naître, pourra demander l'assistance de la commune.

« ART. 2. — Pour bénéficier de cette faveur, elle devra déclarer son état de grossesse à la mairie avant le septième mois, en indiquant en même temps par quelle sage-femme elle désire être assistée. La sage-femme désignée sera invitée par la mairie à visiter la femme enceinte..... il lui sera alloué pour cette visite une somme de cinq francs sur le crédit ouvert au budget de la commune pour l'assistance médicale gratuite et sans participation de l'Etat ou du département.

(1) *Bulletin de l'Académie de médecine*, 15 mars 1904.

« ART. 3. — Dans le cas où la sage-femme, après cet examen jugerait que l'intervention du médecin est nécessaire, elle devra en aviser la mairie sans motiver son avis. La mairie priera alors un médecin, au choix de la femme enceinte, de prendre les mesures nécessaires pour mener à bien l'accouchement. Les honoraires du médecin seront soldés sur le crédit de l'assistance médicale gratuite, sans participation de l'Etat ou du département.

« ART. 4. — Toute accouchée assistée par la commune recevra une gratification de un franc par jour pendant dix jours, non compris celui de l'accouchement, si elle reste au lit. Cette gratification lui sera payée à l'expiration des dix jours. Si l'accouchée se lève avant cette limite, la gratification lui sera refusée. La dépense sera imputée sur le crédit de l'assistance médicale gratuite, sans participation de l'Etat ou du département. »

Cet arrêté était complété par des dispositions relatives à la surveillance des enfants placés en nourrice.

D'après les renseignements fournis par le Dr Morel de Villiers, les résultats de cette réglementation furent remarquables ; la mortalité infantile qui, de 1804 à 1893 ne s'était jamais abaissée à moins de 13 0/0 et avait atteint 28 0/0 des naissances, était tombée à 0 depuis l'application des prescriptions contenues dans l'arrêté : des 54 enfants nés de 1893 à 1903, aucun n'était mort.

« C'est le plus bel échantillon de puériculture que je connaisse, dit le professeur Pinard. L'œuvre de M. Morel de Villiers est digne de respect et d'admiration. C'est le

plus bel exemple qu'on puisse et qu'on doive donner à toutes les communes de France. » Aucune commune, croyons-nous, n'a suivi ce conseil !

Assistance privée.

Si, depuis vingt ans, la philanthropie officielle s'est montrée peu active à venir en aide aux mères, la charité privée s'est largement dépensée, et les œuvres de toute nature qui se sont fondées sont tellement nombreuses qu'il nous serait impossible, non seulement de les passer en revue, mais même de les énumérer toutes. Nous nous contenterons d'examiner quelques-unes des formes les plus habituelles que prennent ces œuvres, afin de voir à quels besoins elles répondent et quels services elles peuvent rendre.

Refuges.

Le refuge est destiné à recevoir pendant les dernières semaines de leur grossesse les futures mères sans ressources appartenant généralement aux catégories suivantes :

1^o Les filles-mères qui, privées de tout, repoussées par tous, cherchent un asile pour cacher leur faute.

2^o Les clandestines qui, pour des raisons analogues, veulent dissimuler leur grossesse (femmes adultères, veuves, divorcées..., etc.).

3^o Les abandonnées, qui ne peuvent espérer d'appui ni dans leur mari, ni dans leur famille.

Ces femmes sont reçues dans les deux ou trois derniers mois de leur grossesse et sont l'objet de soins médicaux et surtout hygiéniques, qui leur permettent d'attendre dans les meilleures conditions possibles le moment où elles seront envoyées dans une maternité.

Celles dont la santé le permet peuvent se livrer à de petits travaux grâce auxquels elles peuvent se constituer un petit pécule pour l'époque de leur sortie. Mais c'est surtout au point de vue moral que ces refuges rendent de grands services aux malheureuses qu'ils accueillent ; le bien-être dont elles jouissent, la sympathie qu'on leur témoigne après les épreuves et les angoisses qu'elles viennent de traverser, sont pour elles un précieux réconfortant, plus moral encore que physique. Les directrices et les dames patronesses des œuvres privées apportent au relèvement moral de ces dévoyées un zèle, un tact et un dévouement qu'on ne rencontre pas toujours dans les asiles officiels et qui leur font grand honneur. Grâce aux encouragements et aux marques de sympathie qu'on leur témoigne, ces femmes reprennent confiance, et, certaines de ne plus être abandonnées, cessent de considérer avec effroi la venue de l'enfant qu'elles portent dans leur sein.

L'un des refuges les mieux organisés par la charité privée est le *Refuge-ouvroir*, situé 203, avenue du Maine, à Paris. Cet établissement, fondé en 1892 par Mme Béquet de Vienne, contient 40 lits environ et reçoit, sans justification d'état civil, les femmes dès le 6^e mois de leur

grossesse ; un grand nombre cependant d'entre elles ne se présentent que tardivement.

L'existence que mènent les réfugiées est très calme, très régulière : le matin, elles se livrent aux travaux de ménage et d'entretien de l'établissement ; l'après-midi elles sont employées à l'ouvrage à l'encartage des boutons et touchent, pour ce travail, une légère gratification qui leur est intégralement remise au moment où elles s'en vont. Cette vie exempte de soucis et d'imprévu est d'un effet particulièrement heureux non seulement sur l'état physique et moral de la mère et sur l'évolution de sa grossesse, mais aussi sur le développement de l'enfant qui va naître. Un grand nombre de femmes arrivent au refuge dans un état de dénuement absolu, affaiblies par les privations, sans vêtements, sans linge ; mais le régime alimentaire, substantiel et réparateur auquel on les soumet rétablit bien vite les plus misérables ; en même temps, on leur procure le moyen de réparer et de remonter leur garde-robe et leur modeste trousseau.

Dans une communication à l'Académie de médecine, le professeur Pinard fit le plus grand éloge de cette institution et montra les merveilleux résultats obtenus, tant en ce qui concerne la santé de la mère, qu'au point de vue du poids et de la vitalité de l'enfant.

Ajoutons en terminant que le prix moyen de revient est de 1 fr. 25 par journée de présence.

Cette même société a ouvert en 1904 un établissement analogue (9, rue Jean-Baptiste Dumas) qui contient 60 lits.

Maternités privées.

Les refuges, avons-nous dit, ne conservent pas leurs pensionnaires jusqu'au moment de la naissance de leur enfant et les dirigent, le moment venu, sur une maternité. Il existe cependant un petit nombre d'établissements, véritables maternités privées, qui conservent leurs pensionnaires et leur évitent les angoisses de ces transports toujours pénibles, quelquefois dangereux.

C'est ainsi que l'*OEuvre du Foyer Maternel*, fondée en 1905 par le Dr Hubert Legrand et Mme Mongin des Plas, et dont le siège social est 6 bis, rue de l'Abbé Grégoire, à Paris, reçoit, sans enquête, les femmes enceintes et les garde jusqu'à leur complet rétablissement. Le *Foyer Maternel* est installé au milieu d'un parc à Villepinte (Seine-et-Oise), dans des conditions de confort et de bien-être toutes particulières. Les pensionnaires ne se livrent pas, comme dans les asiles ou les refuges, à des travaux rémunérés et ne peuvent se constituer un pécule ; mais, outre les soins du ménage auxquels elles participent, elles s'occupent à préparer la layette de leur enfant et à réparer leur propre garde-robe ; l'œuvre leur en fournit les moyens.

Les futures mères sont surveillées médicalement et soumises à une hygiène appropriée à leur état. Une infirmerie est installée dans l'établissement et contient un service de maternité bien organisé, clair et spacieux, où les femmes sont transportées au dernier moment. Un personnel de médecins et de sages-femmes expérimentées

non seulement procède aux accouchements, mais encore surveille l'élevage des nourrissons et instruit les mères en vue de leur rôle futur. L'allaitement maternel est obligatoire pour toutes les pensionnaires du *Foyer*, et celles qui ne sont pas mariées doivent reconnaître leur enfant. Pendant leur convalescence, qui dure généralement six semaines, on s'attache à développer — chez les filles-mères principalement — les sentiments de devoir et de responsabilité maternelle qui les attacheront définitivement à leur enfant, les empêcheront plus tard de les abandonner et les retiendront — peut-être — au seuil d'une nouvelle faute.

Le *Foyer* ne perd pas de vue les femmes qui l'ont quitté, et après leur avoir procuré le plus souvent une place ou un emploi, leur facilite les moyens d'élever leur enfant. Du reste cette œuvre, en raison du bien-être qu'elle donne à ses pensionnaires et de l'esprit qui y règne, est surtout fréquentée par une clientèle spéciale, d'institutrices, d'employées de magasin, de femmes ayant une profession libérale, toutes d'un niveau social supérieur à la clientèle habituelle des œuvres d'assistance.

Les œuvres aussi complètes que le *Foyer-Maternel* sont rares, nous pouvons cependant citer les suivantes :

La *Samaritaine* a été fondée à Lyon, en 1894, par Mme Sabran, pour recevoir les filles-mères victimes d'une première faute ; les mères doivent reconnaître leur enfant, le nourrir et s'engager à ne pas se placer comme nourrices. En échange, l'œuvre continue à s'occuper

d'elles après leur sortie, les place et s'efforce de les marier ou de les réconcilier avec leur famille.

L'*OEuvre Saint-Raphaël*, créée à Bordeaux en 1898 par le Dr Lefour et le vicomte de Pelport-Burète, et qui contient 40 lits; l'*OEuvre du Travail réparateur*, fondée à Nantes en 1879 sous les auspices du Dr Laënnec, et qui peut recevoir 30 femmes; les *Maternités* de Roubaix, de Rouen (Mont St-Aignan), de Chalon-sur-Saône qui contiennent 150 lits et sont dues aux libéralités de Mme Boucicaut, sont toutes sur le modèle de la *Samaritaine* de Lyon et se sont spécialement donné pour mission de tendre la main aux filles abandonnées après une première séduction et de les ramener à des sentiments plus honnêtes tout en les aidant à élever leur enfant.

Assistance privée à domicile.

Les œuvres qui gardent ainsi pendant plusieurs semaines et quelquefois plusieurs mois les femmes, soit avant, soit après leur grossesse, sont rares: les places dont elles disposent sont en nombre limité et occupées le plus souvent par des filles-mères (1); aussi n'est-ce

(1) L'assistance si largement accordée, dans les refuges aux filles-mères a paru à certains immorale et exagérée; immorale parce qu'elle encourageait l'inconduite, exagérée parce que proportionnellement on secourait plus de filles que de mères de famille indigentes: « Le droit au secours, a-t-on dit, ne doit pas être le privilège de l'illégitimité ». A vrai dire, la fille-mère est plus souvent une victime qu'une débauchée, et ce ne sont pas les plus dépravées qui, malgré les perspectives de misères, de hontes et de souffrances viennent frapper à la porte de l'asile plutôt qu'à celle de la matrone. Une autre raison encore doit faire accueillir largement la fille-mère dans

pas sous cette forme que se manifeste généralement la charité privée, mais bien plutôt sous forme d'assistance à domicile.

Ici la bienfaisance a pris les formes les plus variées, les plus souples et quelquefois aussi les plus inattendues, aussi nous contenterons-nous d'examiner celles qui, susceptibles d'une organisation plus étendue, seraient capables de suppléer à l'insuffisance de l'assistance officielle. Et qu'ici, en face de la variété innombrable des œuvres de charité à domicile, il nous soit permis de regretter leur nombre sans cesse croissant. A une époque de centralisation, de concentration et d'industrialisation des entreprises de toute nature, il est permis de se demander si les bonnes volontés qui se manifestent chaque jour ne seraient pas plus avisées de prêter leur concours à des œuvres existantes, instruites par l'expérience, répondant à des besoins reconnus légitimes, que de s'appliquer à des créations nouvelles et parfois chimériques.

Des œuvres privées d'assistance maternelle à domicile, deux surtout méritent de servir de modèle et peuvent être considérées comme des types à imiter.

1° *La société de Charité maternelle.*

Cette société des plus anciennes fut inspirée par Beaumarchais à la duchesse de Cosse et à Mme d'Autremont-

les refuges, c'est que c'est généralement pour elle le seul mode d'assistance possible, le secours à domicile ne pouvant lui convenir, à elle qui n'a pas de gîte.

Fougeret et fondée en 1784. Elle avait pour but de venir en aide aux mères indigentes et de les encourager à allaiter leurs enfants. La reine Marie-Antoinette accepta le patronage de l'œuvre qui devint rapidement très prospère et ne disparut pas tout d'abord dans la tourmente révolutionnaire.

En 1810, un décret impérial, en lui accordant une dotation annuelle de 100.000 francs, permit à l'œuvre de se réorganiser et d'étendre en province son action jusqu'alors limitée à Paris. La Restauration réduisit la dotation de plus de moitié et la Révolution de 1848 la supprima complètement. Pendant quelques années l'œuvre végéta ; mais en 1853, l'Impératrice Eugénie s'y étant intéressée et lui ayant fait accorder une subvention annuelle de 50.000 francs, la *Charité maternelle* revit s'ouvrir pour elle une nouvelle période d'activité et les secours distribués dépasser le nombre de 2.000.

Après la chute de l'Empire, la société perdit de nouveau sa subvention ; le conseil municipal de Paris qui, vers 1860, lui avait accordé un secours annuel de 9.000 fr. supprima cette libéralité après la guerre, sous prétexte que la *Charité maternelle* ne secourait que les femmes mariées. Depuis quelques années cependant cette œuvre reçoit du ministre de l'intérieur une subvention d'environ 7.000 francs.

Les règlements de cette société se ressentent, malheureusement, de son origine ancienne et contrastent avec ceux des sociétés plus jeunes animées d'un esprit charitable plus large et plus tolérant.

Pour pouvoir bénéficier des secours, les futures mères doivent être mariées, habiter Paris depuis cinq ans, être présentées par une dame visiteuse et se trouver dans l'un des cas suivants : être devenue veuve pendant la grossesse et avoir déjà un enfant vivant, ou avoir été abandonnée par le mari (abandon certifié par le maire de l'arrondissement) ; ou être mère d'un enfant vivant, le mari étant malade ou infirme ; ou être infirme et avoir deux enfants ; ou être mère de trois enfants âgés de moins de 13 ans. Les assistées doivent prendre l'engagement d'élever elles-mêmes leur enfant au sein ou au biberon.

En principe, les secours consistent en une layette (environ 20 francs), une allocation mensuelle de 5 francs pendant dix mois et généralement vers le quatrième mois en un trousseau pour l'enfant (environ 10 francs). Des secours spéciaux peuvent être accordés dans certains cas, ainsi que des primes de 25 francs destinées à récompenser les femmes les plus méritantes ; enfin, chaque année, l'œuvre distribue environ 400 berceaux.

La société de *Charité maternelle* est administrée par un comité de vingt membres et une centaine de dames. Le nombre des femmes secourues pendant l'année 1908 a été de 2.600 et les secours se sont élevés au total de 120.000 francs, soit une moyenne de 45 francs par assistée.

La *Charité maternelle* a créé 85 filiales en province. La plus importante est celle de Reims dont les règlements sont assez rigoureux : pour obtenir un secours d'une trentaine de francs et une mensualité de 6 francs

pendant six mois, la postulante doit avoir un état civil régulier, être indigente, domiciliée à Reims depuis deux ans et présenter une quittance de loyer et une attestation de mariage religieux. Depuis quelques années les secours ont été légèrement diminués faute de ressources ; mais en revanche la société paye les frais de sage-femme aux assistées qui n'ont pu obtenir l'assistance médicale gratuite et prête pendant 15 jours les draps et le linge nécessaires.

2° Gardes à domicile.

La femme qui a un intérieur, qu'elle soit mariée ou non, peut généralement être soignée à son domicile, et nous avons vu que cela était même désirable lorsque son accouchement peut se faire dans de bonnes conditions médicales, c'est-à-dire : 1° si les soins lui sont donnés d'une manière rationnelle et hygiénique, 2° si elle peut momentanément s'affranchir des soucis et des obligations du ménage. C'est pour satisfaire à cette double condition que, depuis une quinzaine d'années, en province surtout, un certain nombre d'œuvres se sont constituées, afin de permettre aux mères de familles qui le désirent de ne pas abandonner leur domicile.

En 1898, presque en même temps le Dr Pecker, à Maule (Seine-et-Oise), et le Dr Bernardberg, au Havre, fondaient, avec le concours généreux de dames de ces deux villes, des œuvres qui ont depuis servi de modèle à beaucoup d'autres.

L *Œuvre maternelle du Havre*, disent les statuts, a

pour but d'assister à domicile les femmes en couches de la classe ouvrière, pour leur permettre de rester dans leur intérieur et de ne pas abandonner leurs enfants ni désertier leur foyer. Cette assistance se manifeste sous trois formes différentes : en leur procurant des aliments réconfortants lorsqu'elles en ont besoin ; en leur fournissant à titre de prêt le linge qui est utile pendant cette période afin d'entourer la malade de toute la propreté nécessaire à son bon état de santé ; en leur fournissant enfin une garde pour les soigner et s'occuper du ménage jusqu'à ce que l'accouchée soit en état de le faire. Chaque femme assistée par l'*OEuvre maternelle* a donc près d'elle, pendant une dizaine de jours en moyenne, une auxiliaire dévouée qui, tout en lui donnant les soins nécessaires à son état, soigne les enfants les plus jeunes, veille à la propreté du logis, prépare la nourriture du mari, remplace en un mot la mère de famille immobilisée par ses couches.

Pour bénéficier des secours de l'œuvre, les femmes doivent : adresser une demande qui donne lieu à une enquête, être déjà mères de deux enfants vivants et remplir les conditions de moralité, de propreté et de bonne volonté qui les rendent dignes d'intérêt.

Un mois ayant l'époque présumée de sa délivrance, la femme admise à l'assistance reçoit, par l'entremise de la dame présidente de son quartier, un bon indiquant le nom et l'adresse de la garde qui devra la soigner. La dame présidente du quartier désigne, d'autre part, une dame

visiteuse qui sera chargée de visiter la femme après son accouchement, de s'enquérir de ses besoins et de lui remettre, le cas échéant, les secours de l'œuvre. La garde reçoit, de son côté, le nom et l'adresse de l'assistée, ainsi que deux bons, l'un pour le linge, l'autre pour les instruments.

Dès le début de l'accouchement, la garde prévenue se rend près de la malade, avec le linge et le matériel nécessaires pour les soins à donner, et prête son aide au médecin ou à la sage-femme du bureau de bienfaisance qui pratique la délivrance.

Ainsi comprise, l'assistance médicale à domicile donne d'excellents résultats, et, comme le disait au Congrès de Reims en 1908 le Dr Du Pasquier, qui a remplacé le Dr Bernardberg à la tête de l'Œuvre : « Restant ainsi à son foyer, avec le repos physique et toute la tranquillité d'esprit que lui donnent les soins de nos gardes, la nouvelle accouchée a le temps de se rétablir complètement avant de reprendre les pénibles occupations journalières qui lui sont habituelles et éviter ainsi toutes les complications qui pourraient survenir du fait d'un lever trop précoce. Elle accepte ainsi plus facilement de nourrir au sein son dernier-né, sous l'influence des encouragements que lui prodiguent nos gardes et nos dames visiteuses. Nous avons la joie de voir nos conseils suivis dans la plupart des cas (1). »

(1) Dr Du Pasquier, Communication au IV^e Congrès national d'Assistance, Reims, 1908.

En 1910, l'*Œuvre maternelle* du Havre a assisté 334 femmes dont 287 ont nourri leur enfant au sein ; les dépenses se sont élevées à 11.400 francs, soit une moyenne de 34 francs par assistée (1).

L'*Œuvre des dames mauloises* fonctionne à peu près de la même façon et procure aux femmes qu'elle assiste une garde, du linge et des objets de pansement ; elle distribue également des secours en argent d'une valeur de 60 à 65 francs, soit 15 francs pendant les dernières semaines de grossesse, 20 francs au moment de la délivrance et 30 francs par la suite.

L'*Œuvre d'assistance maternelle et infantile de Plaisance* assiste les femmes nécessiteuses de l'arrondissement, sans distinction d'état civil ou de religion. Les assistées doivent se présenter périodiquement pendant

(1) Bilan de 1910.

Recettes :

Souscription et dons.	8.474 fr.
Subvention de l'Etat	2.420 »
» du département.	300 »
» de la municipalité.	500 »
Total	11.694 fr.

Dépenses :

Garde-malades.	7.016 fr. 75
Linge.	1.785 » 80
Stérilisation (appareils).	761 » 20
Distribution de viande	1.164 » 95
Achat de couvertures	173 » 75
Pour l'Office de renseignements	200 »
Frais généraux	335 » 20
Total	11.437 fr. 65

leur grossesse à une consultation gynécologique et reçoivent des secours qui leur permettent de prendre quelque repos pendant les derniers jours. Au moment de l'accouchement, l'OEuvre fait procéder à l'asepsie du logement, fournit le linge, les médicaments et les objets de pansement, enfin désigne une garde pour assister la sage-femme ou le médecin au moment de la délivrance. Les personnes ainsi choisies ne sont pas des garde-malades, mais des ménagères du voisinage, peu occupées, à qui l'on a donné quelques notions d'asepsie et d'hygiène et qui se mettent éventuellement à la disposition de l'OEuvre moyennant un salaire journalier de 2 francs. Ces gardes appartenant au même milieu social que la malade, la remplacent très heureusement dans son intérieur, tout en lui donnant, ainsi qu'au nouveau-né, les soins dont ils ont besoin. Sauf impossibilité, les femmes assistées doivent nourrir leur enfant, et pour le leur permettre, non seulement l'OEuvre leur procure un travail facile qui leur permet de gagner environ 2 francs par jour, mais encore leur fournit des secours en nature (viande, lait, féculents). De plus les nourrissons doivent être conduits une fois par semaine à une consultation médicale.

L'Assistance maternelle de Jœuf, la Société d'Assistance maternelle à domicile de Saint-Rambert, l'Association des Dames de Briey, l'Association des Dames de Lardenne, l'Association maternelle de Longwy, l'Association maternelle de Pleslín-les-Grèves, la Solidarité des Mères Françaises de l'Isle-Adam, la Ligue française des

Mères de famille (6, rue Olivier-de-Serres Paris)..... et d'autres que nous passons, ont été fondées dans le même but et ont recours aux mêmes moyens.

La *Société des infirmières mutualistes* (5, rue Veronèse à Paris) procure à ses sociétaires et aux sociétaires des diverses mutualités, moyennant une cotisation annuelle variant de 2 francs à 50 centimes, des gardes qui s'occupent aussi des soins du ménage.

Enfin certaines communautés religieuses envoient près des femmes indigentes des sœurs de leur ordre qui les soignent pendant leurs couches et s'occupent des autres enfants.

Toutes ces œuvres sont excellentes, et, avec des ressources relativement faibles, procurent aux mères indigentes ou nécessiteuses une aide efficace et bien comprise ; il serait à souhaiter seulement que leur nombre s'accrût. Cette forme d'assistance est tout particulièrement du domaine de l'initiative privée qui, tenant compte des besoins et des usages locaux, peut trouver facilement à y employer les dévouements et les bonnes volontés que l'on trouve si facilement dans toutes les classes sociales, lorsqu'il s'agit d'œuvres intéressant l'enfant.

Asiles-ouvroirs.

Un nombre considérable de femmes — tant à Paris qu'en province — vont faire leurs couches dans les Maternités hospitalières et en sortent généralement au bout de 9 à 10 jours ; dans certains hôpitaux provinciaux, les

règlements leur en font même une obligation. Beaucoup d'entre elles ne savent où aller lorsqu'elles quittent ainsi la Maternité avec leur enfant ; sans ressources, trop faibles encore pour travailler, obligées de prendre soin de leur nouveau-né, leur situation est lamentable. Heureusement un certain nombre d'œuvres leur viennent en aide ; les mieux comprises sont sans contredit les *asiles ouvroirs*. Ces établissements recueillent les femmes à leur sortie de l'hôpital, leur permettent de se rétablir et les aident à soigner leur enfant ; en même temps elles leur procurent un travail facile, qui leur permet de se constituer un petit pécule, en attendant qu'on leur trouve une place ou une situation.

Sans parler du « Foyer maternel » dont il a déjà été question, nous pouvons citer l'*Asile de la Société philanthropique*, situé 201, rue du Maine. Cet établissement a été fondé en 1886, par le baron Roze, et ne comptait alors que 18 lits ; agrandi en 1897, il en compte aujourd'hui 33. Les mères — mariées ou filles — sont reçues avec leur enfant et peuvent rester une quinzaine de jours. Pendant leur séjour, les femmes qui y sont reçues, non seulement sont l'objet de soins attentifs, mais encore on leur donne des vêtements, on leur procure une place et surtout on cherche à les attacher à leur enfant afin de prévenir un abandon toujours à craindre.

En province, il existe un certain nombre d'asiles-ouvriers, tenus généralement par des congrégations religieuses où les femmes — des filles-mères principale-

ment — séjournent de 15 jours à 2 mois, en attendant qu'elles aient trouvé une place qui leur permette de vivre et d'élever leur enfant.

Œuvres d'allaitement maternel (Gouttes de lait, Consultations de nourrissons ; Cantines maternelles).

A côté de ces œuvres qui viennent directement en aide à la mère et lui facilitent sa tâche maternelle, il en est d'autres, plus spécialement créées dans l'intérêt seul de l'enfant, mais dont la mère tire profit elle-même, tellement leurs deux existences sont liées l'une à l'autre.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, combien il était désirable que la mère puisse allaiter son enfant, au moins pendant les premiers mois ; c'est pour cela que de nombreuses œuvres charitables se sont donné la tâche de faciliter cet allaitement, et cela par des moyens les plus divers. Les unes, en accordant des secours en argent aux mères qui élèvent leur enfant au sein ; d'autres en leur procurant les éléments réparateurs que réclame leur fonction de nourrice ; d'autres encore, en assurant à ces femmes un travail facile et suffisamment rémunérateur qui ne les oblige pas à quitter leur foyer. Parmi ces œuvres très nombreuses, nous pouvons citer les suivantes :

La *Société Protectrice de l'Enfance*, dont le siège social est 19, rue de St-Pétersbourg, à Paris, accorde, depuis 1869, une aide matérielle et morale aux mères indigentes. Après une enquête faite sur place par une dame patronesse, les femmes qui s'engagent à allaiter elles-mêmes leur enfant reçoivent un berceau, une layette et des secours, qui consistent habituellement en bons de

viande, à raison de 5 francs par mois. Les secours ne sont accordés généralement que pendant 3 ou 4 mois. Lorsque la mère est, par exception, dans l'impossibilité de nourrir, elle reçoit pour son enfant un litre de lait par jour. Cette société assiste de 1200 à 1500 femmes par an.

L'*OEuvre de l'Allaitement maternel*, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler à propos des refuges ouvriers, fondée en 1876 par Mme Bequet de Vienne, a été reconnue d'utilité publique en 1880. C'est une œuvre, particulièrement bien comprise et remarquablement administrée ; on y accueille, sans distinction d'état-civil ou de confession religieuse, toutes les femmes nécessiteuses qui se présentent en donnant le sein à leur enfant.

Les secours d'allaitement sont généralement fournis en nature et comprennent du pain, de la viande (environ 16 kilogs par mois), des denrées alimentaires, du linge, des vêtements, des objets de literie, du charbon et enfin du lait lorsque la mère est incapable de nourrir complètement son enfant. Les assistées sont visitées périodiquement par une dame patronesse qui s'assure de l'opportunité des secours et surveille la façon dont elles élèvent leurs nourrissons, un médecin également surveille l'état de santé de la mère et de l'enfant. Chaque année 1.500 à 2.000 familles sont ainsi secourues par l'*Allaitement maternel*.

Des œuvres analogues existent dans beaucoup de villes de province, à Lyon, à Nantes, à Lille, à Marseille, à Nancy, à Moissac, ... etc.

Beaucoup de mères, dans les classes ouvrières, ne

peuvent allaiter leur enfant, soit que leur lait soit trop pauvre ou trop rare, soit que, pour gagner leur vie, elles soient obligées d'abandonner leur nourrisson une partie de la journée. C'est pour venir en aide à ces femmes, que certaines œuvres charitables leur procurent, à des conditions économiques, du lait de bonne qualité et généralement stérilisé.

Telles sont l'*OEuvre sociale du Bon Lait* (17, rue de Valois) à Paris, mais surtout les nombreuses *Gouttes de lait* qu'à l'exemple de celle créée à Fécamp en 1887 par le Dr Dufour se sont très vite répandues en France. Lors de leur apparition, ces « Gouttes de lait » ont été considérées comme éminemment bienfaisantes, et comme devant réduire considérablement la mortalité infantile. Aujourd'hui elles sont vivement critiquées, et on leur reproche de favoriser l'allaitement artificiel au détriment de l'allaitement maternel. « Les Gouttes de lait, dit le Dr Champion (1), ont mis à la mode l'allaitement artificiel en distribuant à profusion, et trop souvent sans nécessité, le lait pasteurisé à des mères qui, sans cette ressource, disons le mot, sans cette tentation, auraient donné le sein à leurs bébés sans récrimination et sans fatigue ».

Ces critiques sont, croyons-nous, exagérées, car presque toujours ces Gouttes de lait sont surveillées et même dirigées souvent par des médecins qui n'accordent l'assistance de l'OEuvre qu'à des mères dignes d'intérêt et qui ne peuvent nourrir. Grâce au lait de bonne qualité

(1) Champion, *Puériculture du premier âge*, Th. Paris, 1904.

qu'on leur a ainsi procuré, bien des ouvrières ont pu garder près d'elles leur jeune enfant que sans cela elles auraient dû envoyer en nourrice au loin, et nous savons quelle mortalité énorme s'abat sur ces nourrissons des campagnes ! D'autre part il existe, dans les classes pauvres, un grand nombre de femmes qui ne peuvent pas, en raison de leur état de fatigue et de leur alimentation insuffisante, continuer l'allaitement au delà du quatrième mois ; jadis ces femmes nourrissaient leur enfant avec de la soupe et du pain trempé d'eau quand ce n'était pas, comme en certaines régions de la Normandie, de pain imbibé d'eau-de-vie et de café ; aujourd'hui, grâce aux Gouttes de lait, ces mêmes femmes peuvent suppléer à leur insuffisance comme nourrice par un allaitement artificiel hygiénique et rationnel.

Toutefois, nous reconnaissons que, pour que ces œuvres soient réellement utiles, il est indispensable qu'elles soient complétées par l'organisation d'une *consultation de nourrissons*. En effet, la surveillance médicale des enfants du premier âge est de la plus haute importance, et cela dans tous les cas, qu'il s'agisse d'allaitement maternel aussi bien que d'allaitement artificiel : « L'affection maternelle ne supplée pas au manque d'expérience. Il ne faut pas croire qu'il suffise d'élever un enfant au sein pour qu'il se porte bien. La mère qui nourrit son enfant, abandonnée à elle-même, sans conseil, court de grands risques de voir son nourrisson présenter des accidents parfois si graves qu'ils peuvent entraîner la mort (1). »

(1) Professeur Budin.

En 1892, le professeur Budin créa une « Consultation » spécialement réservée aux enfants nés dans son service à la Maternité de l'hôpital de la Charité, et destinée à guider les mères dans les soins à donner à leur nourrisson ; les résultats furent tellement heureux que plusieurs médecins de Paris imitèrent cet exemple.

Très vite, grâce au dévouement du corps médical, ces consultations se sont généralisées et ont eu le très heureux effet, d'abord de diminuer dans des proportions remarquables le taux de la mortalité infantile, et ensuite d'augmenter d'une façon non moins sensible le nombre des enfants élevés au sein ; en effet, grâce à l'influence du médecin, les femmes qui y amènent leurs nourrissons non seulement leur donnent de meilleurs soins, mais continuent plus longtemps l'allaitement maternel ou mixte.

Malheureusement, beaucoup de mères, celles surtout qui ont déjà eu plusieurs enfants, répugnent à venir à ces consultations et redoutent l'ingérence du médecin dans leurs habitudes ; c'est pourquoi, de plus en plus, les œuvres charitables s'occupant de la première enfance exigent que les enfants qu'elles assistent soient amenés périodiquement à la consultation. Dans certaines villes, pour encourager les mères à y amener leurs nourrissons, on accorde à celles qui le font des avantages matériels et immédiats, soit sous forme de primes, de secours, d'objets de layette, soit même sous forme de repas qui leur sont servis après la consultation.

L'alimentation des mères-nourrices indigentes a, du reste, été l'objet d'efforts charitables nombreux, surtout dans les grands centres ; c'est, qu'en effet, la façon défectueuse dont beaucoup d'entre elles se nourrissent n'est pas de nature à assurer à leur enfant une alimentation suffisante : « On frémit en songeant à la qualité du lait que peut donner à son nourrisson une femme qui elle-même a faim. C'est la mort lente pour la mère et pour l'enfant (1). »

Depuis environ quatre ans, l'*Œuvre des Cantines Maternelles* a ouvert, dans les quartiers populeux de Paris, des restaurants gratuits ouverts à toute femme qui nourrit un enfant.

« Il suffit à la mère de se présenter, de découvrir son sein et d'en faire jaillir un peu de lait pour qu'on lui dise :

— « Asseyez-vous, Madame, et mangez.

« On ne lui demande ni bulletin de naissance, ni livret de mariage, ni billet de confession, on ne lui demande pas même, bravant les intempéries, de porter son petit sur le bras (1). »

Et, en effet, les fondateurs de l'œuvre se sont bien trouvés de cet accueil si large qu'il pouvait faire craindre des abus : il ne s'en est jamais produit.

L'*Œuvre du Lait Maternel* a également ouvert un certain nombre de cantines, entre autres celles de la rue Ramponneau, de la rue Niepce, de la rue Petit et de la rue de l'Arbalète.

(1) L. Descaves, La bonne auberge, *Journal* du 6 juin 1908.

Les cantines ouvrent leurs portes deux fois par jour vers midi et vers sept heures du soir ; les repas qu'elles servent comprennent généralement : soupe, une portion de viande et de légumes, du pain à discrétion. Certaines de ces cantines servent annuellement plus de 25.000 repas, dont le prix de revient varie entre 20 et 40 centimes.

Crèches et garderies industrielles.

Les crèches sont des institutions d'assistance maternelle plutôt que d'assistance infantile ; leur but est de permettre, en principe, à la mère qui travaille hors de son domicile, de continuer à élever elle-même son enfant et au besoin même, de l'allaiter. Sans la crèche, l'ouvrière, l'employée, contrainte, pour gagner sa vie, de passer de longues heures à la fabrique, à l'atelier, ou au magasin, serait obligée, soit de placer son jeune enfant en nourrice, loin d'elle, soit de le confier pendant la plus grande partie de la journée à une parente, à une voisine, ou à une gardeuse salariée.

C'est en 1844 que la première crèche fut installée dans le quartier de Chaillot à Paris ; cette institution, répondant à un besoin nouveau, se développa très rapidement grâce aux encouragements des pouvoirs publics, et dès le 26 février 1862, un décret impérial en réglementait le fonctionnement.

La crèche est généralement installée dans un quartier populeux ou à proximité d'un centre industriel important ; le matin, en se rendant à son travail, la mère y

amène son enfant qui, toute la journée, est gardé, soigné, et même nourri lorsqu'elle ne peut venir elle-même l'allaiter ; le soir, on le lui rend lorsque sa journée est finie. Le nourrisson s'y trouve presque toujours dans de meilleures conditions hygiéniques que chez lui, et les soins qu'il y reçoit sont plus éclairés que ceux que lui donnerait une voisine ou une gardeuse de hasard.

Habituellement, la crèche est visitée périodiquement — quelquefois tous les jours — par un médecin qui surveille la santé des nourrissons et dirige leur alimentation. Cette surveillance est complétée, dans les crèches privées, par les visites de dames patronesses qui, non seulement, s'intéressent à la manière dont sont soignés les enfants, pendant leur séjour à la crèche, mais encore étendent leur surveillance aux soins donnés au logis ; par de sages conseils, par une assistance discrète et judicieuse, elles facilitent aux mères l'élevage et l'éducation de leurs enfants.

On a beaucoup reproché aux crèches de favoriser l'allaitement artificiel et d'habituer la mère à se passer de son enfant la plus grande partie de la journée ; on leur a aussi reproché de faciliter, par la réunion d'un grand nombre d'enfants, la propagation des maladies contagieuses fréquentes à ces âges. Ces reproches sont exagérés et, comme le dit Frédéric Passy, la crèche « n'est pas un idéal, c'est un remède à une situation fâcheuse ». De plus les principaux inconvénients signalés disparaîtraient si les crèches étaient plus répandues

et si, contenant un moins grand nombre d'enfants, elles étaient tellement nombreuses que la mère fût certaine d'en trouver une à proximité de l'usine ou de l'atelier où elle travaille ; pendant les repos il lui serait alors facile de venir soigner elle-même et allaiter son enfant.

Un autre grief fait aux crèches, c'est le prix de revient élevé de la journée d'enfant ; il est en effet de 1 franc à 1 fr. 50. « La dépense annuelle s'élève à 1.500 francs par enfant, dit le Dr Pinard ; avec la moitié de cette somme on permettrait à n'importe quelle femme ou fille-mère d'élever son enfant chez elle. » « Dépenser 1 fr. 30 pour permettre à la mère de gagner 2 francs nous paraît une forme illogique de l'assistance, dit de son côté le Dr Binet (1), et nous croyons qu'en donnant à la mère ce que l'on dépense pour l'enfant, on lui permettrait de l'élever près d'elle et de l'allaiter elle-même. »

Ces critiques ne sont pas toujours exactes ; si certaines crèches ont été construites trop luxueusement, et si le prix de revient y est aussi élevé, c'est qu'on n'a pas su comprendre le rôle de ce genre d'œuvres. Mais il en est qui rendent avec beaucoup moins de frais d'excellents services ; nous voulons parler des crèches ou garderies d'usines. Beaucoup d'industriels employant des femmes ont installé dans une pièce, au centre de leur usine, une crèche particulière où une femme garde les nourrissons des ouvrières et leur donne des soins ; toutes

(1) Binet, *L'allaitement maternel au point de vue de ses difficultés sociales*, 1904.

les trois heures les mères viennent allaiter leur enfant. Ces installations, faciles à organiser, peu coûteuses à entretenir (1), devraient être obligatoires pour tout établissement comportant un personnel féminin d'une certaine importance ; c'est du reste ce qui a lieu dans certains pays étrangers.

En France ces garderies existent dans un certain nombre d'usines particulières et de manufactures de l'Etat, ainsi que dans les arsenaux de la guerre et de la marine.

(1) Le prix de revient qui est de 1 franc, 1 fr. 50 et même 2 francs dans certaines crèches, est de 30 à 40 centimes dans les garderies d'usines. Un industriel du Nord, pour 20 berceaux, a dépensé 340 francs l'an dernier.

CHAPITRE VI

MUTUALITÉS MATERNELLES (1).

La maternité est une lourde charge pour les mères peu fortunées, et nous avons vu que les pouvoirs publics ainsi que la charité privée s'efforcent de leur apporter une aide devenue plus indispensable à mesure que s'affirme la nécessité d'un repos de quelques semaines avant et après l'accouchement, aussi bien dans l'intérêt de la mère que dans celui de l'enfant. Mais ces efforts charitables ont toujours été faits en faveur des indigentes : or ce ne sont pas seulement ces dernières qui sont cruellement éprouvées par la maternité, il y a aussi les travailleuses, celles qui ont un métier, qui gagnent péniblement leur vie ; à ces créatures vaillantes, aussi besogneuses souvent que courageuses, il répugne de tendre la main et d'obtenir de l'Assistance publique ou privée le secours dont elles ont parfois un impérieux besoin.

Le sentiment de ces femmes est honorable, et c'est pour

(1) Les renseignements sur le fonctionnement et l'œuvre accomplie en France par *les sociétés de mutualité maternelle* nous ont été, pour la plupart, fournis par M. Félix Poussineau, le généreux fondateur de la *Mutualité maternelle de Paris* qui, depuis dix ans, s'est voué avec tant de dévouement au développement et à l'extension de l'œuvre qu'il a créée. Nous sommes heureux de lui adresser ici nos vifs remerciements.

y répondre que des *Sociétés de mutualité maternelle* se sont constituées depuis quelques années. Jusqu'à présent, il faut bien le reconnaître, ces sociétés sont bien plus des œuvres de bienfaisance que de prévoyance, et les faibles cotisations que l'on demande aux sociétaires seraient insuffisantes à assurer le paiement des allocations qui leur sont versées. Mais ces jeunes sociétés sont, comme on l'a dit, « des écoles de prévoyance », et si actuellement elles ne peuvent se passer des secours de la bienfaisance, dans quelques années, lorsque l'éducation mutualiste des classes laborieuses sera plus avancée, lorsque les travailleuses — si réfractaires jusqu'à présent au groupement corporatif ou mutualiste — auront compris l'intérêt qu'il y a pour elles à s'unir en vue de parer aux charges de la maternité, elles se suffiront alors à elles-mêmes et deviendront réellement des œuvres de prévoyance.

L'idée première de la mutualité maternelle semble remonter à Jean Dollfus, industriel de Mulhouse, qui, dès 1862, créa une caisse de secours destinée à assurer aux ouvrières de sa fabrique une indemnité de chômage au moment de leurs couches. Chaque ouvrière âgée de 18 à 45 ans versait vingt centimes par quinzaine à la caisse, le patron en versait autant. En cas d'accouchement, la femme faisant partie de l'association touchait pendant six semaines une indemnité égale à son salaire « pour lui permettre de donner à son enfant tous les soins nécessaires ».

Au bout d'une année d'exercice, Jean Dollfus exposait ainsi le résultat déjà obtenu : « Sur une population de 1.150 femmes employées dans ma maison, il y a eu, dit-il, du 1^{er} novembre 1862 au 1^{er} novembre 1863, 108 naissances dont 6 morts-nés ; sur les 102 enfants restants, il n'en est mort que 25 dans leur première année d'existence ; donc un peu moins de 25 0/0, et avant nous arrivions à une moyenne de 36 à 38 0/0 !... Ce que nous avons fait a eu l'avantage d'être obtenu avec bien peu de frais. Pour la paye allouée aux femmes en couches et pour les soins donnés par un médecin et une sage-femme, il n'a été dépensé qu'une somme de 8.000 francs pour toute l'année, soit environ 7 francs pour chacune des 1.150 femmes travaillant dans nos ateliers. »

En présence de tels résultats, plusieurs industriels de Mulhouse se joignirent à Jean Dollfus pour fonder, le 15 août 1866, l'*Association française des femmes en couches de Mulhouse* qui fonctionne encore actuellement ; mais elle a perdu une partie de son intérêt depuis la loi allemande de 1883 qui a rendu obligatoire l'assurance-maladie. L'œuvre complète actuellement l'assistance fournie par la caisse des malades et a organisé un service de surveillantes allant à domicile visiter les accouchées et les guidant dans les soins à donner aux enfants (1).

L'exemple donné en 1866 par Jean Dollfus ne semble

(1) Actuellement l'association comprend les six maisons suivantes : Frey et Cie, Frères Kœchlin, Société de filature et tissage de la Cité, Dollfus-Mieg et Cie, Schœffer et Cie, Kulmann et Cie.

pas avoir été suivi, et il faut arriver à 1891 pour voir une tentative nouvelle de ce genre.

La *Mutualité maternelle* de Paris fut fondée par M. Félix Poussineau et deux de ses amis MM. Brylinski et Dalsace, à la suite d'une conférence où Léon Say et Jules Simon avaient tour à tour pris la parole.

« Encore tout ému des paroles qu'il venait d'entendre, raconte M. Ruau, et des discours qui exaltaient la solidarité et vantaient l'action des syndicats, M. Félix Poussineau s'adressa à son ami dans les termes suivants : « Nous avons organisé récemment une fête de bienfaisance au bénéfice de notre personnel ouvrier et nous avons réservé les bénéfices pour quelque bonne œuvre. Jules Simon nous a exposé éloquemment ses idées sur la protection de la mère et de l'enfant dans les jours qui suivent ses couches. Que penseriez-vous de la mise en œuvre immédiate de sa pensée dans nos ateliers de mode ? »

M. Brylinski ayant accepté et les trois chambres syndicales : couture et confection, dentelle et broderie, passementerie, boutons et mercerie, ayant promis chacune une subvention de 10.000 francs, une première souscription fut ouverte dans le milieu patronal de la couture et du vêtement. Cette souscription réunit plus de 60.000 fr. et permit de créer une société que ses statuts définissent ainsi :

« La *Mutualité maternelle* a pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles seront en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler

pendant quatre semaines et pour leur permettre de se soigner et de donner à leur enfant les soins qu'il réclame pendant les premières semaines qui suivent la naissance. »

La société comprend des membres *honoraires* qui, « par leurs souscriptions, contribuent à la prospérité de l'association, sans participer à ses avantages », et des membres *participantes* qui ont droit « aux avantages assurés par l'association en échange du paiement régulier de leurs cotisations ». Cette cotisation, qui, à l'origine était de 6 francs par an, a été abaissée à 3 francs en 1905. Comme nous l'avons déjà dit, cette modique somme ne serait pas suffisante pour permettre de servir, en cas d'accouchement, les secours prévus par les statuts, mais l'effort minime fait par les sociétaires — moins d'un centime par jour — retire à l'assistance qui leur est donnée l'apparence d'une aumône. Les versements des membres participantes ne représente que 1/6 au plus des recettes générales et, sans les subventions de l'Etat, des communes, et des chambres syndicales, sans les souscriptions des membres donateurs et honoraires, l'œuvre ne pourrait fonctionner ; mais, comme l'a dit M. Poussineau, « la société a voulu mutualiser dans des conditions qui fussent à la portée du moindre effort. Elle l'a fait en demandant à ses sociétaires une cotisation infime. En exigeant une somme plus élevée, elle eût amoindri la portée sociale de son rôle. Elle a préféré renoncer à un élément de recettes et garder sa belle devise d'œuvre supérieure : « Toutes à toutes » (1).

(1) Assemblée générale de 1905.

A l'origine, la société n'admettait comme membres participantes que les ouvrières âgées de 16 à 45 ans appartenant à certaines professions de la mode et du vêtement ; depuis 1904, peut « devenir participante, disent les statuts, toute femme employée, ménagère, ouvrière ou domestique, de nationalité française, âgée de seize ans au moins, domiciliée à Paris ou dans le département de la Seine, qui en fera la demande et s'engagera à se conformer aux statuts ».

Pour avoir droit à une indemnité, la sociétaire doit être inscrite depuis neuf mois au moins et doit avoir payé sa cotisation de l'année ; peuvent également bénéficier des avantages de la Mutualité maternelle les sociétaires ou femmes de sociétaires de toute autre société de secours mutuels agréée par le conseil d'administration, à la condition que ces sociétés de secours mutuels s'engagent à verser annuellement à la *Mutualité maternelle* une subvention de 1 franc par an par sociétaire ou femme de sociétaire, quel que soit leur âge : ce sont les extra-participantes. Sous les mêmes conditions, des groupes industriels, financiers ou administratifs peuvent faire assurer les avantages de la Mutualité maternelle à leurs ouvrières ou femmes de leurs ouvriers. Nous reviendrons plus loin sur la situation de ces extra-participantes.

Le fonctionnement de la Mutualité maternelle est le suivant : Les sociétaires sont invitées à prévenir la société dès le 6^e mois de leur grossesse et à se faire examiner par un médecin, soit à l'une des consultations gratuites

organisées par l'œuvre, soit chez les médecins qui apportent à la société leur généreux concours et ne perçoivent pour leur consultation qu'un prix très modique, généralement un franc. Afin de montrer l'importance qu'elle attache à l'examen médical au cours des dernières semaines de la gestation, la *Mutualité maternelle* accorde une prime de 5 francs à toute femme qui s'est fait examiner trois fois au cours de sa grossesse ; toutefois, de l'aveu même de M. Poussineau, les femmes comprennent peu l'intérêt de pareils examens et ne s'y soumettent que rarement. Cependant, malgré le peu d'empressement des sociétaires à se faire examiner, le Congrès de 1908 a adopté une résolution aux termes de laquelle, pour avoir droit aux secours, toute mutualiste devra être munie d'un certificat de surveillance médicale émanant d'un médecin ou d'une sage-femme.

Lors de son accouchement, la participante en avise le siège social de l'Œuvre, 39, rue des Petits-Champs. Une inspectrice porte immédiatement le secours de la première semaine qui est en principe de 12 francs (15 fr. si la mère a déjà 6 enfants vivants ; 18 francs en cas de naissance double) ; elle rédige un rapport sur l'état de santé, les ressources, et, s'il y a lieu, les besoins de la sociétaire. Ces rapports, parfois fort détaillés, montrent avec quel soin les inspectrices et les dames patronesses examinent la situation matérielle et morale de chaque femme assistée. C'est, du reste, grâce à leur dévouement et à leur parfaite connaissance du milieu ou-

vrier qu'à Paris l'œuvre a pu prospérer et donner d'aussi brillants résultats. Les trois rapports suivants, pris au hasard, montreront, mieux que nous ne pourrions le faire, comment elles comprennent leur tâche et comment elles s'en acquittent.

M. 20.565. Statutaire, Asnières.

Enfants, 5 : 14, 13, 9, 4, 2 ans.

Mari : Journalier.

Gain : 5 francs par jour.

Observations : Accouchement très long, fait à l'hôpital Beaujon, le bébé a eu de l'entérite. Depuis que la mère est rentrée, il va mieux ; cette femme est très fatiguée ; c'est son douzième enfant. Elle travaille beaucoup pour aider à vivre ; le garçon de 14 ans gagne 1 fr. 50 et la fille de 13 ans ne travaille pas.

Ils habitent au premier deux chambres propres, mais pas très grandes pour toute cette famille. Loyer 200 fr.

En raison du grand nombre d'enfants, cette famille a été recommandée à la Section (1).

M. 28.651. La Plaine-Saint-Denis.

Enfants, 5 : 13, 11, 7, 3 1/2, 15 mois.

Mari : Journalier.

Gain : 5 francs par jour.

Observations : Accouchement chez elle par sage-femme. La mère paraît malade, elle se plaint de la jambe, elle craint une phlébite et elle est désolée de se voir pour

(1) Félix Poussineau, *La Maternité chez l'ouvrière*, 1910.

si longtemps au lit avec ses six enfants ; l'avant-dernière fillette de 15 mois qui ne marche pas encore est d'un grand embarras.

Cette femme reste seule, personne pour la soigner ni s'occuper des petits ; le mari est malade, mais il est obligé de travailler quand même.

Le loyer est de 310 francs.

2 pièces et 1 cuisine pour loger 8 personnes.

Il y a des lits partout.

M. 32.841. Extra-statutaire, Charonne.

Enfants, 7 : 12, 9, 8, 7, 6, 4 ans et 22 mois.

Mari : Garçon livreur.

Gain : 150 francs par mois.

Observations : Bon accouchement par sage-femme du bureau. Elle se remet tout doucement. Cette femme a eu 12 enfants, dont 4 sont morts. Elle est bien fatiguée. Le loyer est de 200 francs, 3 pièces propres et bien tenues. C'est la petite fille de 9 ans qui était occupée à faire le ménage.

On voit que la mère est une bonne ménagère, elle a bien à faire et à compter pour tenir propre et nourrir toute cette famille. Le mari travaille régulièrement, mais il faut vivre avec économie pour que le gain suffise à tout.

Famille digne d'intérêt.

Au cours de sa visite, l'inspectrice s'assure que le nouveau-né et la mère sont soignés convenablement et s'efforce de faire comprendre à celle-ci les avantages de

l'allaitement maternel. Dans quelques cas particuliers, lorsque l'accouchée est particulièrement privée de soins et d'assistance, une garde-malade lui est envoyée quelques heures par jour.

Pendant la deuxième et la troisième semaine, l'inspectrice, ou une dame patronesse, vient faire de nouvelles visites et remettre l'indemnité de 12 francs ; elle s'assure que la sociétaire n'a pas repris le travail et que son état de santé, ainsi que celui de son nouveau-né, sont satisfaisants.

En principe, la quatrième indemnité est payée au siège social, en même temps que la prime d'allaitement de 10 francs qui est accordée à toute mère qui allaite elle-même son enfant.

L'action de la *Mutualité maternelle* ne s'arrête pas à la quatrième semaine et, pour assurer au nouveau-né un élevage normal et hygiénique, elle incite les sociétaires à amener périodiquement leur enfant aux consultations de nourrissons qu'elle a organisées. Là, les mères reçoivent des conseils sur la manière de nourrir, d'habiller, de laver, de soigner les enfants qui sont pesés et examinés par un médecin. Une telle surveillance permet de soustraire le plus souvent les nourrissons aux innombrables affections dues à une mauvaise alimentation, à un sevrage prématuré ou à des soins maladroits (1). Ce

(1) Dans un but charitable, et pour faire connaître l'OEuvre, la *Mutualité maternelle* a ouvert ses consultations même aux mères non affiliées.

ne sont pas les seuls avantages de ces consultations, car, comme l'a dit le D^r Chavanne : « Quand on réunit à jour fixe un certain nombre de mères et leurs enfants, il s'établit forcément des comparaisons et il naît une émulation à laquelle il serait injuste de ne pas faire une part dans les résultats obtenus. » Aussi, pour inciter les mères à abandonner momentanément leur ouvrage et à amener leur enfant à la consultation de nourrissons, la *Mutualité maternelle* accorde-t-elle une prime de 5 francs à toutes sociétaires qui, les six premiers mois, sont venues présenter leur bébé toutes les trois semaines.

La *Mutualité maternelle* ne se contente pas de venir en aide à ses seules sociétaires ; elle secourt aussi les femmes qui, par négligence, ignorance, ou manque de ressources, ne se sont pas fait inscrire comme participantes avant leurs espérances de maternité et qui, aux termes des statuts, ne peuvent être admises comme participantes. Cette dérogation à la règle mutualiste a l'avantage de faire connaître la société et d'aider à son expansion, car les extra-statutaires ainsi admises deviennent, dès les neuf mois d'inscription accomplis, des participantes. Les femmes ainsi inscrites versent la cotisation annuelle, mais ne sauraient prétendre à la même indemnité que celles ayant fait depuis longtemps acte de prévoyance : elles touchent 5 francs par semaine pendant trois semaines, soit 15 francs au lieu de 48 francs, mais elles ont droit, le cas échéant, à la prime d'allaitement de 10 francs.

« Depuis trois ans, disait en 1908, M. Poussineau,

nous avons indemnisé 10.000 mères ; savez-vous combien il y en avait qui n'avaient pas droit à l'indemnité ? 6.000. Elles ignoraient la prévoyance, elles ne savaient pas que nous existions, et quand elles l'apprenaient, elles venaient à nous en disant : « J'ai 6, 7, 8, 10, 12 enfants, et je vais accoucher ; pouvez-vous faire quelque chose pour moi ? » Nous était-il possible de refuser, malgré nos statuts (1) ? »

La société est dirigée par un conseil d'administration composé d'un président et de trente-trois membres choisis comme il suit : dix-huit membres pris dans les trois chambres syndicales fondatrices, à raison de six membres pour chacune d'elles ; trois membres pris dans la chambre syndicale de la confection pour hommes et enfants ; six membres pris parmi les membres honoraires ; six pris parmi les membres participants ; leurs fonctions sont gratuites.

Le conseil nomme un agent général qui, sous sa direction, administre l'Association.

Les Dames patronesses sont en nombre illimité.

L'œuvre, ainsi étendue, avec ses participantes, ses extra-participantes et ses extra-statutaires s'est rapidement transformée, et l'organisation prévue en 1891 a dû être modifiée. Le siège social, conservant la direction et l'administration générale de la société, a abandonné à

(1) *Congrès national de la Mutualité Maternelle*, Paris, novembre 1908, séance du 29 novembre.

des *sections*, créées au fur et à mesure des besoins dans les différents quartiers de Paris et dans les communes du département de la Seine, le soin de distribuer les secours et d'assister les sociétaires. Chaque section est une organisation distincte et autonome, administrée par un comité local comprenant un président, un vice-président, un trésorier, des dames patronesses et des inspectrices. Grâce à cette large décentralisation, ces sections s'adaptent et se modifient suivant les besoins et les ressources de la région. Les sociétaires sont mieux connues, plus utilement et plus rapidement secourues ; utilisant généralement les dispensaires, consultations de nourrissons, gouttes de lait... etc, déjà existantes, les sections réduisent au minimum leurs frais d'installation. Les Comités locaux, plus facilement que le Comité central, parviennent à intéresser à l'œuvre les municipalités et les personnes charitables. Ces sections sont au nombre de 61 dont quelques-unes très prospères ; c'est ainsi qu'en 1909, la section de Saint-Denis a enregistré 84 naissances, celles de Nanterre 81, Saint-Maur 71, Ivry 69, etc.

Nous avons vu que, pour combler une lacune existant dans la plupart des sociétés de secours mutuels qui refusaient — ou plus exactement qui refusaient jusqu'à ces dernières années — d'accorder aux femmes les secours de maladie en cas d'accouchement, la mutualité maternelle avait accepté de couvrir de ce risque particulier les femmes admises dans les sociétés de secours mutuels

ainsi que les femmes des sociétaires, moyennant le paiement d'une prime spéciale de un franc, fait par tous les membres de la société. Nous avons également vu que cet avantage avait été ensuite étendu à des groupements industriels ou administratifs.

L'expérience a prouvé que suivant la composition des sociétés ainsi réassurées, la *Mutualité maternelle* devait demander des primes variables. Pour certaines d'entre elles comprenant des gens de tout âge et dans lesquelles l'élément féminin ne dépasse pas le tiers des membres, une somme de un franc versée par tous les sociétaires indistinctement est suffisante. C'est ainsi qu'en 1909 la Société des garçons de caisse et de recette de la Ville de Paris qui comprend 490 membres, a versé 490 francs de primes, alors que les indemnités d'accouchement n'avaient pas dépassé 482 francs (1).

Au contraire, dans certains groupements industriels où l'élément jeune domine, la natalité est plus élevée et une prime de 2 francs par membre est nécessaire pour faire face aux charges de la maternité. La *Blanchisserie de Courcelles* ayant assuré son personnel à la *Mutualité maternelle* de Paris moyennant la prime uniforme de un franc, les charges qui en sont résultées ont très lour-

(1) Dans le cas cependant où l'affiliation des femmes aux sociétés de secours mutuels se généraliserait, et faudrait prévoir un léger relèvement de la prime, 1 fr. 25 environ. En effet actuellement les sociétés de secours mutuels se recrutent dans une population prévoyante et âgée, où la natalité est plus faible que la moyenne générale du pays.

dément pesé sur le budget de la Mutualité maternelle.

En présence de l'incertitude dans laquelle elle se trouvait trop souvent au sujet de l'âge des sociétaires, la *Mutualité maternelle*, depuis 1909, a opéré autrement. Au lieu de demander un versement forfaitaire de un franc par membre affilié, elle se fait verser au début de l'exercice une somme fixe — 500 francs par exemple — sans tenir compte du nombre des sociétaires inscrits ; à la fin de l'année, si cette somme — cette provision, pourrions-nous dire — est dépassée, la société affiliée verse le complément nécessaire pour couvrir la *Mutualité maternelle* de ses déboursés. Ainsi en 1909, la Société l'Etoile, qui comprend 1.864 membres, avait versé une provision de 500 francs ; en fin d'exercice il s'est trouvé que les dépenses avaient été, pour ses membres, de 514 francs : cette société a remboursé 14 francs. « Ces sociétés, en somme, dit M. Henry dans un rapport récent, nous chargent du service d'accouchement, faisant bénéficier leurs sociétaires des avantages que nous accordons à nos participantes : dispensaires, consultations de nourrissons... etc. Elles y trouvent leur compte par suite de notre action préventive vis-à-vis des maladies qui suivent l'accouchement et qui grèvent lourdement ces sociétés. »

Voici, d'après le compte rendu du dernier exercice de la *Mutualité maternelle*, la liste des groupes ainsi affiliés représentant 5.520 membres :

	Membres
L'Etoile.	1.804
Les Enfants d'Eure-et-Loir.	68
Société de Secours Mutuels de Plaisance . . .	60
Maison Berguerand, à Vincennes.	12
La Blanchisserie de Courcelles	181
Compagnie française des Lampes électriques, Issy-les-Moulineaux	250
Société de Secours Mutuels des garçons de Caisse et de Recettes de la Ville de Paris	497
Société des Héritiers du Dr Pierre, à Nanterre .	46
Mutualité Clamartoise	30
Association ouvrière familiale du 14 ^e arrondis- sement	135
Maison Victor Acker et Cie, Ivry.	18
Maison Paul Sailly, Ivry	21
Société Maggi	118
Crédit Lyonnais	411
Société Municipale de Secours Mutuels d'Ivry- sur-Seine.	277
Maison Violet, à La Plaine-Saint-Denis . . .	25
Maison Bauve, à Ivry	85
Ateliers Daudé, à Charenton	94
Maison Tourneur et fils, à Charenton	42
L'Union des Travailleurs de Maisons-Alfort . .	59
Société la Fraternelle de Maisons-Alfort . . .	223
Les Moulins de Puteaux.	23
La Vermicellerie Parisienne, à Maisons-Alfort .	137

Les Mutualistes Coopérateurs, à Levallois-Perret.	25
La Persévérance	116
Maison Forest et Cie.	115
La Mutuelle des Enfants de l'Ain.	175
Société de Secours Mutuels de Noisy-le-Sec, dite de St-Vincent de Paul	125
Usine Delachanal, Charenton	58
Société de Secours Mutuels de Bondy.	68
Association Amicale et de Prévoyance de l'Ad- ministration Centrale de la Guerre	93
Société Générale de Secours Mutuels de Nogent- sur-Marne	60
Société de Secours Mutuels des Batteurs d'Or, Paris.	68

L'œuvre accomplie par la Mutualité maternelle de Paris est tout à fait remarquable, car non seulement cette œuvre a secouru des misères d'autant plus dignes d'intérêt qu'elles se cachent le plus souvent, mais encore elle a dirigé la bienfaisance vers des voies nouvelles et montré que la charité pouvait, elle aussi, concourir à l'évolution sociale. Les résultats qu'elle a obtenus depuis près de vingt ans autorisent à penser que cette organisation généralisée et étendue à la France entière est susceptible d'assurer d'une façon aussi complète que possible l'aide maternelle par la prévoyance, tout en préparant pour l'avenir cette forme plus large, plus complète d'assistance qui est l'assurance maternelle et familiale.

Le tableau suivant résume le développement de cette société depuis sa création :

ANNÉES	NOMBRE de participan- tes	NAISSAN- CES	ENFANTS				DÉCÈS	
			nés non viables	nés vivants	NOURRIS		dans la 1 ^{re} année	
					au sein	au biberon	Nombre	0/0
1892	607	103	12	93	68	25	8	8,6
1893	815	243	21	225	165	60	22	10
1894	1.197	335	25	310	235	75	29	9,8
1895	1.457	552	53	507	410	97	55	10,8
1896	1.912	682	60	631	533	98	33	5,2
1897	1.827	622	47	581	482	99	28	4,8
1898	1.705	479	46	434	361	73	20	4,6
1899	1.418	339	37	302	241	61	18	5,9
1900	1.335	326	30	304	243	61	17	5,6
1901	1.358	335	35	302	251	51	19	6,2
1902	1.308	310	46	275	213	57	16	5,8
1903	1.765	366	47	323	268	55	18	5,5
1904	2.669	385	29	358	308	50	18	5
1905	6.362	1.445	98	1.347	1.225	122	57	4,2
1906	11.202	2.596	117	2.479	2.245	234	124	5
1907	20.616	2.049	91	1.958	1.751	207	102	5,7
1908	22.837	2.517	97	2.420	2.187	233	109	4,5
1909	17.202(1)	2.667	98	2.569	2.300	269	97	3,8
1910	18.825	3.109	114	2.995	2.719	276	»	»

Les mutualités militaires.

En ces dernières années le dévoué président fondateur de la *Mutualité maternelle* de Paris s'est efforcé d'étendre aux soldats mariés les bienfaits de l'œuvre. En effet, le

(1) La diminution apparente constatée en 1909 provient de la radiation du groupe des *Ouvriers de la Ville de Paris*. La *Mutualité maternelle* avait admis gratuitement — en 1907 — toutes les femmes des ouvriers des services municipaux avec l'espoir de voir aboutir un arrangement avec l'administration de la ville. Cette entente ne s'étant pas conclue, la société dut renoncer à subvenir plus longtemps aux charges maternelles de 8.402 sociétaires qui ne payaient aucune cotisation.

nombre des jeunes gens qui arrivent sous les drapeaux mariés et souvent pères de famille augmente chaque année et est une des conséquences des lois votées récemment dans le but de faciliter le mariage et d'en réduire les formalités (1) ; malheureusement, dans la plupart des cas, le départ au régiment du jeune soldat a pour conséquence de priver complètement de ressources la mère et les enfants qu'il laisse au foyer.

La loi du 21 mars 1905, en posant le principe que, hors le cas d'incapacité physique il n'y aurait plus de dispense de service militaire, décidait, dans l'article 22, que « les familles des jeunes gens qui remplissaient effectivement avant leur départ pour le service les devoirs de soutien indispensable de famille, pourront recevoir, sur leur demande, en temps de paix, une allocation journalière de 75 centimes fournie par l'Etat ; leur nombre ne pourra dépasser huit pour cent (8 0/0) du contingent ». Ce nombre est tout à fait insuffisant, car, outre les pères de famille, sont compris dans ces 8 0/0 les fils aînés ou uniques de vieillards, d'infirmes, etc.

L'article 102 de la loi de finances du 8 août 1910 a, il est vrai, amélioré dans une certaine mesure la situation des femmes de soldats mariés : « Les allocations accordées aux familles des soldats mariés seront majorées de 0 fr. 25 par jour et par enfant légitime ou reconnu. »

Certains régiments de la garnison de Paris ne comptent

(1) Loi du 21 juin 1907 en particulier.

pas moins de 150 à 160 soldats mariés (1); tel régiment du Nord a dans ses rangs plus de 400 hommes de troupe pères de 500 et quelques enfants. A ces foyers, privés de leur chef, la misère est souvent atroce; la mortalité infantile y fait de lamentables ravages et atteint parfois 26 0/0.

Dans le courant de 1908, ému de tant de misère, le colonel de l'un de ces régiments a fait appel à la *Mutualité maternelle* de Paris en lui demandant sinon de supprimer, du moins d'atténuer de pareilles détresses. Grâce au concours des femmes d'officiers de huit régiments de la Place de Paris, la *Mutualité maternelle* organisa des sections militaires sur le modèle des sections de quartier déjà existantes et put répartir en 1909 une somme d'environ 3.000 francs entre 150 mères de famille. A la suite d'une circulaire du sous-secrétaire d'Etat de la guerre en date du 22 mai 1910, signalant aux diverses autorités militaires les heureux résultats de cette organisation, des tentatives analogues furent entreprises en province.

Entre ces sociétés régimentaires et les sections de

(1) D'une communication faite, en mars 1911, par M. Poussineau à la Commission de l'armée nous voyons, qu'en 1909, une enquête faite dans trois régiments de Paris (31^e, 76^e, 104^e), a révélé l'existence de 423 hommes mariés dont 276 pères de famille (31 avaient 2 enfants, 13 en avaient 3, et 1 en avait 4). 70 0/0 des ménages étaient dans la plus profonde misère et 15 0/0 d'entre eux ne touchaient pas l'indemnité de soutien de famille.

Pour ces trois régiments le contingent de 1910 comptait 25 0/0 de plus d'hommes mariés que le contingent de 1909.

quartier de la *Mutualité maternelle*, il existe une différence considérable, les sections militaires sont des œuvres de pure bienfaisance ; là plus qu'ailleurs encore le mot *mutualité* n'a d'autre but que de dissimuler le caractère de l'assistance que l'on donne aux mères sans ressources, et il n'est pas possible d'espérer qu'elles puissent jamais devenir des œuvres mutualistes au sens exact du mot. Formées de sociétaires qui se renouvellent tous les deux ans, ne comprenant que des femmes de 18 à 25 ans, ces sections non seulement ne peuvent avoir de cohésion, mais encore accumulent les risques les plus lourds. Peut-on au moins espérer que ce seront des *écoles de mutualité* ? Il est permis d'en douter ; le plus souvent les participantes ne pourront verser aucune cotisation si faible soit-elle, d'autre part beaucoup d'entre elles assimileront l'aide qui leur aura été donnée à l'allocation des soutiens de famille accordée par l'Etat, et une fois leur mari libéré, se désintéresseront de l'OEuvre militaire qui les a secourues.

A tout point de vue il est préférable, dans les grandes villes où la chose est possible, d'affilier les femmes de militaires ayant besoin d'assistance à une mutualité maternelle ordinaire déjà existante. C'est ainsi qu'à Saint-Quentin les femmes des soldats mariés du 87^e d'infanterie sont assistées par la *Mutualité maternelle civile et militaire de Saint-Quentin*, fondée en 1908, et qu'à Argentan, une mutualité maternelle a été créée, avec l'appui du préfet et du maire, grâce au concours de dames

patronesses de la ville et de femmes d'officiers de la garnison.

Dans des garnisons cependant où il n'existe aucune œuvre d'assistance maternelle, là une mutualité militaire peut présenter un certain intérêt. C'est ainsi qu'à Beauvais, au 51^e régiment d'infanterie, une intéressante tentative a été faite depuis le mois décembre 1910 ; par une innovation heureuse cette société a étendu son action même aux femmes de soldats du régiment qui habitent loin de la garnison. Cette œuvre est de création trop récente pour que l'on puisse encore la juger, mais elle est bien conduite et il y aura peut-être un enseignement à tirer des résultats qu'elle obtiendra.

On peut donc dire qu'à part de rares exceptions les mutualités maternelles purement militaires, telles qu'elles ont été comprises jusqu'à ce jour, n'ont pas donné les résultats qu'on en espérait, et on ne saurait en souhaiter la généralisation. La situation cependant des mères dont les maris sont sous les drapeaux est digne d'intérêt, et, en attendant qu'une indemnité suffisante pour leur permettre de vivre leur soit attribuée par l'Etat, il faut espérer que de nouvelles tentatives seront faites prochainement afin de créer en leur faveur une organisation mutualiste assez vaste et assez puissante pour étendre son action charitable à l'ensemble du territoire.

La mutualité maternelle en province.

L'exemple donné en 1891 par MM. Poussineau et Brylinski fut suivi dans diverses villes de province. Le mou-

vement commencé dès 1894 à Vienne (Isère) et à Lille, ne s'est pas arrêté depuis, et d'après les derniers renseignements fournis par le ministère du travail, le nombre actuel des sociétés de mutualité maternelle serait d'environ 50. Sur ce nombre, beaucoup sont de création récente et n'ont eu jusqu'à présent qu'une activité limitée ; d'autres sont très prospères. Nous en examinerons quelques-unes.

La *Mutualité maternelle de Vienne et de l'Isère* fut créée en 1894 par la chambre syndicale de l'industrie drapière sur le modèle de celle de Paris. Cette œuvre, actuellement très complète, est subventionnée par le conseil général de l'Isère et la municipalité de Vienne, et admet, moyennant une cotisation mensuelle de 0 fr. 25, toutes les femmes ouvrières et employées du département. En 1909, le nombre des membres participantes était de 749, et les secours distribués atteignaient 12.000 francs, dont 5.566 en primes d'allaitement et indemnités d'accouchement ; sur les 95 enfants nés cette année là, 65 ont été élevés au sein et la mortalité infantile n'a pas dépassé 3, 5 0/0.

D'après les statuts, les sociétaires ont droit à une indemnité de 12 francs par semaine (20 fr. en cas de naissance double) pendant les quatre semaines qui suivent la délivrance, sous réserve que pendant ce laps de temps, elles se dispenseront de tout travail professionnel. Les mères qui allaitent leur enfant reçoivent des bons de viande et, à l'expiration du troisième mois d'allaitement,

une prime de 20 francs. Un dispensaire, une œuvre des layettes, un service de vaccination ont été créés successivement ainsi qu'une « Goutte de lait » en 1906 ; une consultation de nourrissons fonctionne depuis 1903 et les participantes qui y conduisent régulièrement leurs bébés pendant les six premiers mois, touchent à l'expiration de ce délai une prime de 5 francs. Dans un but de charité, les mères ouvrières de la ville peuvent, sans verser de cotisation, fréquenter la consultation de nourrissons, et le dispensaire. Grâce à l'action bienfaisante de cette mutualité maternelle, la mortalité infantile s'est abaissée à Vienne (1) dans de notables proportions : de 9.17 0/0 en 1904 elle est tombée à 2.77 en 1907.

Fondée la même année, la *Mutualité maternelle de Lille* a adopté une organisation légèrement différente. Elle accepte comme participante toute ménagère, ouvrière ou employée, âgée de 16 ans au moins, présentée par deux membres de la société, et qui en fait la demande. En raison des salaires très différents touchés par les ouvrières de la région de Lille, les sociétaires sont, pour les obligations, comme pour les avantages, réparties en trois catégories de la manière suivante :

	1 ^{re} Catégorie	2 ^e Catégorie	3 ^e Catégorie	Catégorie
Cotisation mensuelle.	0.75	0.50	0.25	
Indemnité hebdomadaire.	18 »	15 »	12 »	
— (naissance double).	20 »	17 »	14 »	
Prime d'allaitement	17 »	14 »	14 »	

(1) Rapport de M. Brenier, maire de Vienne

De plus les participantes payent un droit d'entrée de 1 fr. 50, et un membre de leur famille doit s'inscrire comme membre d'honneur (minimum de la cotisation annuelle 1 fr.). Enfin cette société a introduit dans ses statuts deux clauses, qui nous semblent très heureuses, destinées à développer et à entretenir l'esprit mutualiste et de prévoyance. Les jeunes personnes entrant dans la société dès l'âge de 16 ans — dit l'article 16 — ne paieront qu'une cotisation de 0 fr. 25 par mois, et recevront, dès la naissance du premier enfant, l'indemnité de deuxième catégorie, soit 15 francs par semaine, si elle survient après trois années d'inscription ou l'indemnité de la première catégorie, 18 francs par semaine, si la naissance ne survient qu'à la quatrième année. D'autre part, en faveur des sociétaires affiliées depuis longtemps, l'article 25 prévoit qu'une allocation annuelle, variable et proportionnelle aux ressources disponibles, pourra être accordée aux sociétaires âgées de 50 ans, et ayant payé leurs cotisations depuis 15 ans, en tenant compte du nombre d'enfants qu'elles ont mis au monde et du nombre d'années de sociétariat.

La *Mutualité maternelle* de Lille accorde également des secours extra-statutaires à des mères dont la situation est digne d'intérêt, et qui s'engagent à se conformer aux obligations imposées aux participantes statutaires. Les allocations extra-statutaires sont limitées à quatre secours hebdomadaires de 10 francs au maximum et à une prime d'allaitement de 10 francs. Le fonds de secours

extra-statutaire est alimenté : 1° par un prélèvement du quart des dons manuels faits à la société, sans affectation spéciale ; 2° par toutes les ressources produites par les concerts, bals, dons, ventes de charité..., etc.

Une section spéciale a été créée pour le centre industriel de Fives-Saint-Maurice-Ilellemmes, et, depuis 1908, la société a complété son organisation en assurant à ses membres l'accès de consultations de nourrissons et de consultations obstétricales ouvertes par d'autres sociétés d'assistance infantile.

La *Mutualité maternelle* de Lille, qui serait susceptible de rendre de très réels services dans une région où la population ouvrière paye un si dur tribut à la mortalité infantile, n'a pu, malgré les efforts de son président (1), trouver l'aide et l'appui qu'elle serait en droit d'espérer dans une ville industrielle aussi riche que Lille. Le tableau suivant (page 172) résume l'œuvre accomplie depuis plus de 15 ans.

La *Mutualité maternelle de Roubaix* a été fondée en 1903 et est particulièrement prospère, grâce aux libéralités qui lui sont faites. La cotisation est de 0 fr. 10 par semaine (5 fr. 20 par an) plus un droit d'entrée de 1 franc. Les allocations sont de 12 francs par semaine pendant les quatre semaines de chômage (18 francs en cas de naissance double), plus une prime d'allaitement de 20 francs. En 1909, sur un total de 442 membres partici-

(1) M. Paul Foubert, fondateur de l'Œuvre.

RECETTES STATUTAIRES				Recettes éventuelles		DÉPENSES STATUTAIRES				TAUX de la MORTALITÉ infantile (0 à 4 an)		
ANNÉES	SOCIÉTAIRES PARTICIPANTES		MEMBRES HONORAIRES		Subventions reçues	DONS reçus	ACCOUCHEMENTS des Sociétaires		ACCOUCHEMENTS extra-statutaires		PRIMES D'ALLAITEMENT	
	Nombre cotisant	Cotisations versées	Nombre cotisant	Cotisations versées			Nombre	Indemnités payées	Nombre	Secours accordés	Nombre	Sommes
1894	15	37 50	75	493 »	»	110 »	0	»	1	25 »	»	0
1895	18	100 »	104	650 »	»	20 »	6	432 »	»	»	6	120 »
1896	34	122 50	218	1 014 »	1 000 »	10 »	5	360 »	2	66 »	5	100 »
1897	58	273 50	236	1 059 »	1 000 »	66 »	5	306 »	7	240 »	4	80 »
1898	80	399 »	244	1 040 »	1 007 40	20 »	20	1 514 »	6	290 »	18	360 »
1899	115	575 50	273	1 089 »	2 007 05	»	33	2 404 »	12	365 »	33	660 »
1900	107	786 25	262	996 »	2 008 50	125 40	35	2 455 »	6	160 »	32	640 »
1901	112	887 25	287	1 223 »	3 166 65	121 08	33	2 532 »	5	175 »	34	680 »
1902	136	951 »	438	1 665 »	2 063 40	235 »	28	2 002 »	10	363 »	26	520 »
1903	160	1 105 50	544	2 378 »	2 076 93	257 05	50	3 624 »	10	296 »	47	940 »
1904	189	1 213 »	518	2 234 »	4 068 »	510 »	30	2 160 »	14	370 »	40	700 »
1905	243	1 453 75	533	1 984 »	1 598 »	385 45	48	3 468 »	16	430 »	56	1 014 »
1906	287	1 699 25	542	1 820 »	1 617 23	360 75	58	4 200 »	29	755 »	74	1 260 »
1907	330	1 750 »	555	1 923 »	1 645 80	2 »	40	2 873 »	29	725 »	59	927 »
1908	344	1 925 75	582	1 946 »	2 973 50	29 20	47	3 360 »	32	835 »	60	1 014 »
1909	373	1 856 50	682	2 901 »	1 945 »	227 85	62	4 446 »	34	800 »	90	1 461 »
	2 601	15 436 25	5 990	24 415 »	28 177 46	2 479 78	500	36 136 »	213	5 895 »	584	10 476 »

pantes, cette société a alloué 89 indemnités, 79 primes d'allaitement et 107 francs de secours, soit en tout 5.800 francs environ.

A côté de l'effort fait dans les grandes villes, il est intéressant de voir ce qui a pu être fait dans le même ordre d'idées ; en dehors des agglomérations urbaines, deux essais particulièrement heureux ont été tentés, l'un à Dammarie-les-Lys, l'autre à Charlieu.

La *Mutualité maternelle de Dammarie*, localité de 1.600 habitants, en Seine-et-Marne, a été créée en 1894 par M. Poussineau, désireux de se rendre compte si l'œuvre qu'il venait de fonder à Paris était susceptible de développement dans un milieu restreint, comportant en même temps des éléments ouvriers et agricoles. La cotisation est de 1 franc par an et l'indemnité de chômage de 8 francs pour chacune des quatre semaines pendant lesquelles la sociétaire nouvellement accouchée ne peut travailler ; une prime de 10 francs est versée à toute mère allaitant son enfant.

Dès le début, la société compta 123 membres honoraires et une soixantaine de membres participantes ; mais, tandis que le nombre des premiers restait fixe, celui des secondes a doublé en 15 ans. Cinq sections ont été successivement formées dans les villages voisins ; elles ont leur organisation propre, et, malgré le petit nombre de leurs membres — tant participantes qu'honoraires — se suffisent à elles-mêmes ; exceptionnellement,

lorsqu'une année le nombre des accouchées, dans une section, est particulièrement élevé, est-il besoin de demander l'aide du siège social à Dammarie.

Comme son aînée de Paris, la mutualité de Dammarie possède dans chacune de ses sections une consultation ouverte aux nourrissons et aux femmes enceintes. En 1909 cette société comptait 131 membres honoraires et 149 participantes; les recettes se sont élevées à 1.732 francs, dont cent et quelques francs seulement provenant des participantes; les dépenses ont atteint 1.538 francs, dont la moitié environ représente les indemnités de chômage et les primes d'allaitement accordées à 22 accouchées; l'autre moitié a servi à régler les frais de maladie et de dispensaire.

Au point de vue de la mortalité infantile, cette œuvre a été du plus heureux effet. Alors que, pendant les 14 années qui ont précédé l'organisation de la *Mutualité maternelle* le nombre total des enfants de 0 à 1 an décédés dans la commune avaient été de 109, pendant les 14 années suivantes, ce nombre n'a été que de 58. De même, tandis que la natalité diminue partout, elle a augmenté à Dammarie depuis la création de la *Mutualité maternelle*: contre 402 naissances enregistrées de 1880 à 1893, on en a enregistré 453 pour la période 1894-1907. Encore faut-il remarquer pour cette augmentation de natalité, comme du reste pour la diminution de la mortalité, que 50 0/0 des naissances seulement ont eu lieu dans le milieu mutualiste.

De même à *Charlieu* localité mi-agricole, mi-industrielle de la Loire, comptant 4.950 habitants, une mutualité maternelle fondée en 1906 comprend toutes les ouvrières, ménagères, domestiques ou employées de la commune et d'une partie des communes voisines, de Chandon et de Saint-Nizier. La cotisation est de 0 fr. 60 par trimestre pour les membres participantes et donne droit à une indemnité de 12 francs par semaine pendant six semaines (deux avant (1), quatre après la délivrance) ; en cas de naissance double, l'indemnité hebdomadaire est portée à 20 francs. La prime d'allaitement est de 10 francs. Ces secours sont assez élevés puisque, pour un versement annuel de 2 fr. 40, la sociétaire reçoit 72 francs de secours ; par contre, cette mutualité ne procure aucune autre assistance à ses membres et n'a organisé ni consultation de nourrissons, ni œuvre de layette, ni soins médicaux à domicile. En 1909 le nombre des membres honoraires et souscripteurs était de 185 et celui des participantes de 157, dont 22 ont été assistées dans l'année et ont reçu une somme totale de 1.451 francs.

La *Mutualité maternelle* de Dammarie, selon nous, a mieux compris sa tâche que celle de Charlieu. Dans les campagnes où les œuvres d'assistance n'existent pour ainsi dire pas, il est moins nécessaire d'assurer à la mère une indemnité de chômage élevée que de mettre à sa disposition les moyens d'assistance infantile qui, jusqu'à ces derniers temps, n'existaient que dans les villes : con-

(1) Depuis 1908.

sultations de nourrissons, gouttes de lait, crèches, médicaments usuels, etc.

Une autre tentative intéressante a été faite avec succès. En 1908, Mlle Chabrat a créé, pour les seules ouvrières de la *Maison Chabrat* (1), une société qui, moyennant un versement, variable avec le salaire, mais qui est d'environ 2 francs par an, leur accorde au moment de la naissance de leur enfant une indemnité de 5 francs par semaine pendant quatre semaines et une prime d'allaitement de 5 francs également ; en outre des soins médicaux assurés par l'assistance médicale, la société met à la disposition des accouchées les objets de pansement nécessaires, et donne aux plus nécessiteuses, des objets de layette. Une consultation de nourrissons a été installée récemment, ainsi qu'une crèche d'usine où l'on distribue de la soupe aux mères qui viennent elles-mêmes allaiter leur enfant. Cette petite société comprend 20 participantes et 10 membres honoraires ; pendant les trente premiers mois de son fonctionnement elle a pu secourir 15 mères de famille.

Pendant longtemps les *Sociétés de secours mutuels, garantissant les risques de maladie*, n'ont accepté les femmes qu'avec une extrême répugnance, sous prétexte qu'elles étaient plus sujettes à la maladie ; lorsque ces sociétés les acceptaient elles excluaient presque toujours les risques de maternité. Aussi, jusqu'à ces dernières années l'élément féminin variait entre le cinquième et le

(1) De Bordeaux.

sixième de la population mutualiste, suivant que l'on considèrait l'ensemble des sociétés de secours mutuels ayant pour but la retraite ou la maladie, ou bien au contraire celles ne concernant que la maladie seule. Pour l'année 1908 (1), les chiffres sont les suivants :

	Hommes	Femmes
Sociétés-maladie.	596.830	96.447
Sociétés maladie et retraite . .	986.437	207.800

Depuis deux ans cependant, les sociétés de secours mutuels semblent revenir de ces préventions et non seulement elles font aux femmes un accueil moins réservé, mais elles admettent même que l'accouchement donne droit au secours social. Ce secours, il est vrai, est des plus variables : dans certains cas il est de un franc pendant 10 jours ; dans d'autres le tarif statutaire de maladie est appliqué pendant 9, 10, 12 ou 15 jours ; parfois encore l'accouchée reçoit un secours forfaitaire de 20, 15 ou 5 francs. Cette diversité dans le mode d'assistance, tout en témoignant de l'ignorance dans laquelle semblent se trouver un grand nombre de sociétés quant aux besoins de la femme au moment de sa délivrance, montre cependant que, depuis le Congrès de Nice, l'esprit des mutualistes s'est orienté plus nettement vers la protection de la maternité et vers la mutualité familiale. Deux raisons du reste ont amené les sociétés de secours mutuels à assimiler l'accouchement à la maladie. Le premier est qu'elles ont fini par se rendre compte que leurs socié-

(1) Rapport du Ministre du travail. *J. off.*, 28 décembre 1910.
V. — 12

taires qui, faute de secours, ne s'étaient pas soignées au cours et à la suite de leurs grossesses, contractaient des infirmités et des maladies chroniques qui occasionnaient plus tard des lourdes charges à la société. La seconde, c'est qu'à la suite de la proposition de M. Bonnevey, un crédit de 3.500 francs a été ouvert au ministère du travail et de la prévoyance en faveur des sociétés de secours mutuels garantissant les risques de maternité. Par arrêté ministériel du 9 janvier 1910, ce crédit est réparti dans les conditions suivantes :

« En outre des allocations déjà prévues par les arrêtés des 28 avril 1900 et 29 mars 1901, une subvention spéciale sera accordée chaque année, à raison de 0 fr. 50 par femme participante, âgée de 16 à 45 ans, aux sociétés de secours mutuels qui, ayant prévu, dans leurs statuts, l'accouchement au nombre des cas donnant droit aux secours de maladie imposeront à leurs participantes l'obligation d'un repos de quatre semaines après les couches. »

Pour assurer leur service de maternité, les sociétés de secours mutuels-maladie peuvent étendre leur service médical et le charger de ce nouveau service ; mais cela n'est possible qu'à certaines sociétés à gros effectif, assez riches et assez puissantes pour avoir avantage à organiser dans leur sein une mutualité maternelle complète. Pour beaucoup de groupements mutualistes, une telle institution serait impossible, et le seul moyen est, comme l'ont fait, ainsi que nous l'avons vu, un certain nombre de sociétés à Paris, de charger une Mutualité

maternelle déjà existante d'assurer pour leur compte ce nouveau genre d'assistance. Mais il n'existe pas partout des Mutualités maternelles ; c'est pourquoi, mettant à profit les facilités que leur donnait l'article 8 de la loi du 1^{er} août 1898, un certain nombre de sociétés de secours mutuels ont créé des « Unions » (1) ou utilisé les Unions existantes dans le but d'assurer l'assistance maternelle de leurs sociétaires.

C'est ainsi que la *Fédération des Sociétés de secours mutuels du département des Alpes-Maritimes* a institué une mutualité maternelle et infantile en faveur des mères et des nourrissons du département.

Toute société de secours mutuels affiliée à la Fédération peut adhérer à la Mutualité maternelle en payant une cotisation annuelle de un franc, soit pour toute femme membre de la société, soit également pour les femmes des sociétaires mariés. Un état nominatif des membres participantes à cette Mutualité maternelle est fourni chaque année par les sociétés affiliées.

Les femmes âgées de 16 à 45 ans ne faisant pas partie

(1) *L'Union* — est-il dit dans le rapport du Ministre du travail — est un organe créé au profit des sociétés de secours mutuels prises comme unité, les dites sociétés étant les membres participants de l'Union, comme les individus sont les membres participants d'elles-mêmes. Cette association de sociétés a pour objet la substitution d'une garantie collective aux garanties individuelles de chacune d'elles pour l'assurance, au profit de leurs adhérents, des risques trop lourds ou à trop longue échéance. En principe, les sociétés doivent adhérer à une *Union* en tant que collectivité, c'est-à-dire avec tous leurs membres participants sur lesquels repose le risque social couvert par l'assurance. *J. off.*, 28 déc. 1910.

d'une société de secours mutuels, peuvent adhérer à la Mutualité maternelle en payant un droit d'entrée de 1 fr. 50 et en versant une cotisation mensuelle de 0 fr. 25.

En cas d'accouchement, sociétaires, affiliées et participantes ont droit, pourvu qu'elles soient inscrites depuis plus de neuf mois, à une indemnité de 9 francs pendant chacune des quatre semaines durant lesquelles elles ne peuvent se livrer à aucun travail professionnel. L'indemnité peut être, en outre, accordée pendant une semaine de plus, si la femme justifie s'être reposée avant l'accouchement ; elle peut être également prolongée jusqu'à six semaines en tout, si le médecin l'estime nécessaire. La société assure aussi à ses membres les soins de la sage-femme et du médecin, et fait visiter la malade par une inspectrice au moins une fois par semaine.

Les enfants, jusqu'à 3 ans, peuvent être admis comme membres adhérents, moyennant une cotisation de 1 franc par famille ; ils ont droit aux soins du médecin et aux médicaments.

En 1909 la *Mutualité maternelle des Alpes-Maritimes* a versé pour 110 accouchements 3.160 francs d'indemnité de chômage et 2.757 francs de frais de médecins et de sages-femmes.

L'Union de la Mutualité maternelle des Sociétés de secours mutuels d'Angers et du département de Maine-et-Loire a été créée dans les mêmes conditions. Les membres participantes payent un franc par an et doivent

appartenir à une société affiliée à l'Union. Des membres extra-participantes n'appartenant à aucune société peuvent être admises moyennant le paiement d'une cotisation de 5 francs. L'indemnité est de 12 francs par semaine et la prime d'allaitement de 10 francs. Des dames visiteuses s'assurent que des soins sont donnés à la mère et à l'enfant.

Une caisse de secours extra-statutaires, alimentée par des dons spéciaux et par le produit des fêtes, permet de secourir les femmes qui, quoique non sociétaires, sont dignes d'intérêt.

Au 1^{er} mars 1910, la Mutualité maternelle comptait 637 membres, dont une trentaine seulement ne faisaient partie d'aucune société de secours mutuels. Pendant les deux premières années de fonctionnement, cette œuvre a secouru 38 accouchées et leur a versé 2.050 francs. Les recettes se composent de 1.118 francs versés par les sociétés affiliées, 1.300 francs de subvention et 160 francs seulement provenant de membres donateurs.

La Mutualité maternelle de la Loire-Inférieure est ouverte à toutes les femmes, ménagères, ouvrières, employées ou domestiques françaises âgées de 16 ans et domiciliées dans le département. La cotisation, de 6 francs par an, donne droit à une indemnité de chômage de 12 francs par semaine, qui est portée à 15 francs si la mère a déjà six enfants vivants. Une prime de 10 francs est allouée en cas d'allaitement maternel.

La *Mutualité maternelle du Var* assure le service de maternité des sociétés de secours mutuels, moyennant une adhésion collective à raison de 0 fr. 10 de cotisation mensuelle. Les participantes isolées payent 0 fr. 25 par mois.

L'indemnité de chômage est de 8 francs par semaine et peut se cumuler si la sociétaire fait partie de plusieurs sociétés. La prime d'allaitement est de 20 francs.

Cette Mutualité maternelle comptait, en 1909, 1.662 sociétaires, presque toutes provenant de sociétés mutuelles, qui payent 2.000 francs de cotisations sur une recette totale de 3.475 francs.

La *Fédération des Sociétés de secours mutuels du Gard* a été organisée en 1909. Les membres féminins et les femmes de membres des Sociétés de secours mutuels appartenant à la Fédération payent un droit d'entrée de 5 francs par cent membres, plus une cotisation de 1 franc. Les participantes isolées payent 1 fr. 50 de droit d'entrée et une cotisation annuelle de 6 francs ; en outre, un membre de la famille doit s'inscrire comme membre honoraire (3 francs par an au minimum). L'indemnité de chômage est de 8 francs par semaine ; la prime d'allaitement de 10 francs. En 1909, la Fédération comprenait 811 participantes et avait payé 895 francs de primes et d'indemnités à 25 accouchées ; cela représentait, à 84 francs près, le versement de un franc fait par les affiliées.

Dans plusieurs départements, l'Ain notamment, des

Fédérations ou Unions s'organisent, et il est probable que, grâce à la subvention du gouvernement, un nombre de plus en plus grand de sociétés de secours mutuels accorderont à leurs membres une aide maternelle efficace.

Voici, d'après les derniers documents du Ministère du travail, la liste des Mutualités maternelles en France, arrêtée au 31 décembre 1908 :

SIÈGE SOCIAL	Nombre de membres participants	Secours en 1908 Francs
Aisne : Château-Thierry	en formation	
— Saint-Quentin	—	
Allier : St-Germain-des-Fossés.	8	40
Alpes-Maritimes : Nice.	1.514	4.582
Aube : Troyes	836	1.826
Bouches-du-Rhône : Marseille	20	145
Charente : Angoulême.	en formation	
Charente-Inférieure : Saintes.	29	150
— Rochefort.	en formation	
— St-Pierre d'Oléron.	26	50
Eure : Evreux	133	1.080
Gard : Nîmes	en formation	
Haute-Garonne : Toulouse	19	226
Gironde : Bordeaux (Etabl. Chabrat)	en formation	
— Bordeaux	—	
Hérault : Béziers	—	
Ille-et-Vilaine : Dinard.	127	1.064
Isère : Seyssins	53	19
— Vienne.	743	12.794
Jura : Dôle	126	938
Loire : Charlieu.	110	382
— St-Etienne.	627	2.048
Loire-Inférieure : Nantes.	en formation	
Maine-et-Loire : Angers.	595	666
— —	28	72
Meuse : Bar-le-Duc.	en formation	

Nord : Lille	334	5.209
— Roubaix	402	5.224
— Douai	132	1.700
Rhône : Lyon	224	1.797
Saône-et-Loire : Chalon-s.-Saône	608	7.462
Haute-Savoie : Annecy	158	2.301
Seine-et-Marne : Dammarie-les-Lys	135	511
— Brie-Comte-Robert	56	670
— Melun	76	1.242
Seine-et-Oise : St-Germain-en-Laye	236	2.543
— Poissy	107	1.396
— Le Pecq	21	275
Var : Toulon	1.580	1.380
— Draguignan	en formation	
Haute-Vienne : Limoges	260	760
Yonne : Auxerre	76	196
Seine : Paris	22.837	98.752
— Montreuil	495	4.524
Total	32.862	163.289

CONCLUSION

La diminution de la natalité se fait sentir en France plus encore que dans les autres pays d'Europe, et les causes principales en sont d'abord la volonté des classes riches de limiter leur descendance, et ensuite les ravages que la mortalité infantile exerce parmi les classes pauvres.

Peut-on espérer modifier une telle situation et augmenter la natalité ?

En ce qui concerne les classes possédantes, il semble bien que l'on ne puisse compter que sur une évolution des mœurs et un réveil des consciences. La bourgeoisie — la bourgeoisie démocratique — comprendra peut-être, avant qu'il soit trop tard, que cette prévoyance excessive ne tend à rien moins qu'à lui faire perdre le bénéfice de plus d'un siècle d'effort ; c'est elle qui a fait la France du *xix^e* siècle, et créé l'ordre social actuel ; il lui reste maintenant à défendre son œuvre et, pour le faire, il faut qu'elle soit forte, forte par l'énergie, forte par le nombre. « Quand la classe bourgeoise se verra menacée dans son existence par l'assaut de la classe ouvrière, elle comprendra que son salut ne peut être que dans le nombre, soit que la lutte pour la vie s'engage sur le terrain légal

du suffrage universel, soit même qu'il faille recourir à la force. Elle fera alors ce que font les espèces et les races menacées dans leur existence, par exemple les Polonais dans la Pologne prussienne; elle se multipliera pour mieux vaincre ses adversaires (1). »

Les classes indigentes, au contraire, sont généralement fécondes, mais leur fécondité est malsaine; parmi les enfants qu'elles engendrent, la mort fait de terribles ravages et la maladie y crée prématurément des affaiblis, des incapables, des tarés qui constituent pour la société, non seulement des charges écrasantes, mais des dangers et des périls incessants. Aussi semble-t-il que vis-à-vis des classes peu fortunées les efforts devaient tendre, moins à encourager la natalité qu'à améliorer les conditions matérielles de la vie; à diminuer les causes de déchéance physique et morale, et surtout à préparer la vigueur et la vitalité des générations futures par une large protection maternelle et infantile. « Le salaire de l'ouvrier, dans l'ensemble des départements, est insuffisant pour pourvoir à l'entretien d'un ménage..... Vous ne pouvez pas exposer des familles ayant des ressources limitées à vivre et à élever leurs enfants dans des conditions qui en font des candidats à la mortalité, à la tuberculose, à la misère (2). »

Dans l'intérêt du pays et du prolétariat lui-même, il

(1) Charles Gide, *Revue hebdomadaire*, 8 mai 1909.

(2) Yves Guyot, *Rapport sur les obstacles économiques au développement de la population*.

n'y a pas lieu, croyons-nous, de souhaiter un relèvement de la natalité parmi les classes ouvrières, aussi longtemps qu'on n'aura pas remédié aux causes qui chaque jour étioilent et appauvrissent davantage la race des travailleurs.

Le nombre n'est plus, à l'époque actuelle, synonyme de force.

Dans le domaine industriel et économique, les travailleurs ne trouvent plus à s'employer dans les mêmes conditions que jadis ; le manœuvre, celui qui ne peut mettre au service du patron que ses bras et sa bonne volonté, trouve de plus en plus difficilement à s'employer ; l'artisan, l'ouvrier instruit, au contraire, est chaque jour plus recherché, et il est permis d'entrevoir le moment où, grâce au perfectionnement du machinisme, un personnel d'élite suffira à accomplir la tâche confiée aujourd'hui encore à la masse des travailleurs.

Dans le domaine militaire même, le nombre cessera d'être considéré comme le facteur principal de la puissance des Etats. Déjà, en 1882, un auteur militaire allemand écrivait (1) : « Le jour viendra où les faits dominants des guerres actuelles auront disparu, où les formes, les usages, les opinions se seront modifiés. Si du regard on plonge dans l'avenir, on apercevra même le temps où les formidables armées du temps présent auront fini de jouer leur rôle. Un nouvel Alexandre surgira qui, à la tête

(1) Barón Von der Goltz, *La nation armée*.

d'une petite troupe d'hommes parfaitement armés et exercés, poussera devant lui des masses énervées qui, dans leur tendance à toujours s'accroître auront franchi les limites prescrites par la logique et qui, ayant perdu toute valeur, se seront transformées en une innombrable et inoffensive cohue ».

Pour assurer la vigueur et la force des générations futures, pour préparer une race de soldats et de travailleurs plus résistante, plus adroite, plus apte aux luttes économiques et militaires, il faut, par une protection maternelle et infantile active, généreuse, aussi complète que possible, assurer à l'enfant les soins et l'assistance nécessaires à son développement.

Cette protection, le Parlement et les pouvoirs publics ne sont parvenus à l'organiser que très imparfaitement. La France en est encore à introduire dans sa législation ouvrière l'obligation du repos des mères au moment de leur maternité, alors que, obéissant au vœu exprimé par le Congrès de Berlin en 1890, non seulement tous les États d'Europe ont rendu ce repos obligatoire, mais encore un grand nombre d'entre eux ont même accordé aux travailleuses une indemnité compensatrice pendant toute sa durée.

Une telle lacune dans l'œuvre du Parlement français tient à des causes diverses.

Il faut d'abord considérer qu'un certain nombre de membres de l'une et l'autre assemblée sont d'ardents défenseurs du principe de non-intervention de l'école individualiste,

et affirment hautement que « l'individu est le meilleur juge, comme le meilleur gardien de ses intérêts ». Ils résistent et s'opposent à toute action de l'État tendant à contrôler l'individu (1). C'est ainsi que M. Deloncle, défendant la thèse littérale à la tribune de la Chambre (2), déclara : « Je ne veux pas qu'on protège la femme après ses couches, parce que je suis partisan de la liberté du travail. »

En ces dernières années, cependant, la résistance des membres du Parlement, attachés aux idées individualistes, n'a pas empêché le vote de certaines lois protectionnistes et en particulier de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes pour ne citer que la dernière en date (3). C'est que ces lois présentent pour la masse électorale un intérêt immédiat et direct qui ne se retrouve pas dans celles relatives à l'assistance maternelle et infantile ; la femme, l'enfant, ne sont d'aucun appui aux jours de scrutin, et ce n'est pas à eux que va la plus grande sollicitude de nos élus !

Les difficultés financières, que fait naître toute œuvre législative d'assistance, ont contribué aussi à faire échouer les divers projets discutés depuis plus de vingt ans, à la Chambre et au Sénat. Voici ce que disait M. le sénateur Strauss en parlant — au Congrès de la Mutua-

(1) « Le législateur n'a pas le droit d'intervenir pour régler les contrats entre les majeurs jouissant de la plénitude de leur capacité. » (M. le sénateur Bergé)... « Il y a des hommes et des femmes majeurs et nous refusons sur ce point toute intervention » (M. Aynard).

(2) Chambre des députés, 5 février 1891.

(3) 5 avril 1910.

lité maternelle de 1908 — du projet dont il est l'auteur : « Nous étions parvenus, après plusieurs années d'attente, de négociations, de pourparlers, à nous mettre d'accord avec le ministre des finances pour donner des subsides pendant quatre semaines à toutes les mères de l'industrie et du commerce, lorsque quelques-uns de nos collègues, excellemment intentionnés, sont venus réclamer, au nom des femmes de la campagne, au nom des femmes de cultivateurs, des ouvrières de la terre. Assurément, cette revendication n'a rien que de très légitime ; elle doit être examinée avec la plus chaleureuse sympathie. Mais, comme autrefois, pour les efforts tentés à la Chambre par le Dr Dron et quelques-uns de ses collègues, nous subissons un temps d'arrêt par suite de la difficulté croissante qu'il y a à comprendre la totalité des mères dans la couverture du risque maternel (1). »

Il faut donc bien le reconnaître, le Parlement depuis vingt ans a été impuissant à assurer convenablement l'assistance maternelle.

Les pouvoirs publics n'ont pas été plus heureux, et si l'Assistance publique a montré quelque sollicitude en faveur des enfants en bas âge, elle n'a — sauf à Paris — rien fait, pour ainsi dire, en faveur des mères indigentes.

La charité privée, seule, s'est efforcée de venir en aide aux femmes pauvres au moment de la naissance de leurs enfants. Malheureusement, la multiplicité des œuvres,

(1) Séance du 27 novembre 1908.

contraire à un emploi économique des ressources, et le nombre, sans cesse grandissant des infortunes à secourir, n'ont pas permis à la bienfaisance d'assumer en entier la charge d'une telle assistance. De l'initiative privée, cependant, sont nées un certain nombre d'œuvres dignes de retenir l'attention et qui trouveront leur place dans une organisation définitive.

Si le Parlement, les pouvoirs publics et la bienfaisance privée ont été impuissants à solutionner complètement cette question si complexe de l'assistance maternelle et infantile, les efforts faits depuis plus de vingt ans n'ont pas été stériles ; les discussions parlementaires et les généreuses tentatives des particuliers ont permis de scruter, d'analyser, d'examiner les multiples données du problème, où tant d'éléments divers entrent en jeu, et dont les conséquences peuvent être si importantes pour le pays. De cette collaboration de tous une solution s'est dégagée, et il est permis d'espérer que dans un temps prochain elle s'imposera, sous une forme non parfaite dès le début, mais capable cependant de rallier la majorité des suffrages, non seulement du Parlement, mais du monde des travailleurs et de l'opinion publique : c'est de confier aux sociétés de secours mutuels, c'est-à-dire aux intéressées elles-mêmes, le soin d'assister les mères au moment de leurs couches et de classer la maternité parmi les risques que ces sociétés doivent garantir.

Cette idée de substituer l'action privée à l'action directe de l'Etat a pour origine les difficultés qui se sont

présentées dans l'application de deux lois d'assistance votées en ces dernières années : la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, et celle du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards et aux infirmes.

En effet, dès le lendemain de l'application de cette dernière loi, de nombreux mécomptes se sont produits en raison, non seulement des conséquences financières qui n'avaient pas été prévues aussi lourdes, mais encore des difficultés auxquelles ont donné lieu la concession des pensions. Au moment de la discussion du projet de loi, le ministre de l'intérieur et la commission des finances du Sénat avaient cru pouvoir fixer entre 330 et 350.000 le nombre des assistés et évaluer à 90 millions la dépense totale qui devait en résulter ; or, deux ans après la mise en vigueur de la loi, 510.000 vieillards ou infirmes avaient réclamé et obtenu des secours dont le montant total s'élevait à 113 millions. En même temps, des abus si graves et si scandaleux furent signalés dans l'application de la loi, qu'un moment même son maintien fut mis en doute (1).

Les mêmes surprises financières et les mêmes abus s'étaient déjà produits lors de la mise en vigueur de la loi sur l'assistance médicale gratuite, abus qui avaient motivé une circulaire du ministre de l'intérieur prescrivant de réviser les listes de secours, car, disait-il, « il n'est

(1) Journal *Le Temps* des 20 août et 5 septembre 1908 ; *Economiste français* du 10 octobre 1908.

pas licite de se montrer généreux avec l'argent des contribuables » (1).

La difficulté d'application qu'avaient rencontrée ces deux lois et les abus qui en étaient nés provoquèrent au Parlement et dans l'ensemble du pays un revirement d'opinion qui n'a pas été sans influence sur la récente loi relative aux retraites ouvrières et paysannes (2). Sans abandonner complètement les théories solidaristes, qui avaient inspiré les lois antérieures et fait de la charité une obligation légale, les projets législatifs qui suivirent s'efforcèrent de laisser, en matière d'assistance, une part plus grande à l'initiative individuelle ainsi qu'aux sociétés charitables et de prévoyance déjà existantes. C'est ainsi qu'au lieu de demander au budget de l'Etat, des départements ou des communes toutes les ressources nécessaires au paiement des retraites, le Parlement admit le principe de l'assurance obligatoire basée sur la contribution simultanée des travailleurs, des patrons et de l'Etat. De plus, contrairement à ce qui avait été fait jusqu'alors, il fut décidé que les institutions de prévoyance déjà existantes seraient conservées et encouragées par des subventions.

De même, lors de la discussion du projet Strauss sur la protection des mères et des nourrissons, en octobre 1908, le ministre des finances indiqua nettement que le gouvernement était partisan de faire assurer cette pro-

(1) Circulaire ministérielle du 29 juillet 1905.

(2) Loi du 5 avril 1910.

tection par les sociétés de secours mutuels et autres sociétés d'assistance maternelle déjà existantes, plutôt que de charger exclusivement les pouvoirs publics de ce soin. Cette préférence du gouvernement se traduit, comme nous l'avons vu, par l'allocation de subventions à celles des sociétés — de secours mutuels ou autres — qui accordent à leurs membres une assistance maternelle plus ou moins complète.

Cette évolution de la doctrine gouvernementale et parlementaire nous semble très heureuse, car, avec M. Paul Nourrisson, nous pensons que « l'intervention de l'Etat n'est légitime qu'en présence de l'impuissance ou de l'insuffisance de l'action des citoyens considérés individuellement ou groupés pour une œuvre commune. L'Etat doit se garder de repousser le concours des particuliers ; encore bien moins a-t-il le droit d'annihiler leur action. Il doit même écarter les obstacles qui s'opposent à l'action de l'initiative privée ».

En matière d'assistance surtout, le développement du rôle de l'Etat conduit fatalement à l'extension du paupérisme et crée un véritable danger. L'Angleterre en a fait la triste expérience au commencement du xix^e siècle et a dû, par la création de Workhouses, réagir contre un état de choses tel, que « la taxe des pauvres » payée par les paroisses était passée de 95 à 195 millions durant la période de 1800 à 1817. En France, quelques années auparavant, les sentiments humanitaires des assemblées révolutionnaires avaient créé de telles charges, qu'un

représentant ne craignait pas de déclarer, en 1795, qu'il fallait « sortir de l'ornière profonde où une philanthropie exagérée nous arrête depuis la Constituante. On s'est occupé inutilement des pauvres, on a poussé toutes les classes du peuple vers la bienfaisance nationale. De là une série effrayante de dépenses et de lois stériles et inutiles. »

La charité ne doit pas être considérée comme un droit imposé et organisé par la loi ; c'est un devoir moral qui incombe non à l'Etat en tant que puissance publique, mais à la société tout entière, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens, et avant tout à l'initiative privée.

La mutualité, telle qu'elle fonctionne actuellement en France, semble, dans ces conditions, tout particulièrement indiquée pour assurer d'une manière complète et efficace l'assistance maternelle et infantile ; son organisation, qui s'étend sur les 5/6 des cantons du territoire (1) et compte près de 5 millions de membres, se prête tout particulièrement au développement d'une institution à la fois d'assistance et de bienfaisance.

Nous avons vu que les essais faits dans ce sens ont tous été des plus concluants et que partout où les sociétés mutualistes ont organisé la protection de la mère et de son nourrisson, elles sont arrivées à des résultats des

(1) Sur les 2.911 cantons du territoire, 2.487 se partagent les 19.353 sociétés de secours mutuels, et 424 cantons seulement sont dépourvus de toute œuvre mutualiste (Corse, Côtes-du-Nord, Aveyron, Corrèze, etc.).

plus heureux, et cela dans tous les milieux ouvriers, commerçants ou agricoles.

On peut se demander cependant si l'assistance maternelle, ainsi comprise et ainsi étendue aux travailleuses salariées de toutes professions, ne serait pas une charge excessive pour la société ; c'est ce qui nous reste à examiner.

Le projet de M. le sénateur Strauss ne prévoyait que l'assistance du personnel déjà protégé par la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire à une population féminine de 1 million de femmes environ (1), et il entraînait, comme nous l'avons vu, une dépense annuelle de 5 millions. C'est plus du triple qu'il faudrait compter pour assurer l'assistance à toutes les femmes salariées.

En effet, d'après les calculs faits au Ministère du travail, on peut estimer à 4 millions le nombre d'ouvrières françaises de 15 à 65 ans employées dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, les services de l'Etat, etc... ne gagnant pas 3.000 francs de salaire annuel ; ces femmes, astreintes au versement en vue de la retraite sont les mêmes que celles à qui il convient d'assurer l'assistance maternelle. Cependant, dans ce dernier cas, il y a lieu de déduire du total de 4 millions environ 450.000 travailleuses ayant atteint ou dépassé 49 ans, âge extrême de la maternité.

(1) Le personnel féminin auquel s'étend la protection des lois réglementant le travail industriel est ainsi réparti : Filles au-dessous de 18 ans, 279.846 ; Femmes ou filles au-dessus de 18 ans, 861.079.

Pour assurer à ces 3.500.000 femmes les avantages du projet Strauss, il faudrait donc prévoir de 16 à 17 millions par an ; c'est l'énormité de ce chiffre qui avait conduit l'auteur du projet à en limiter les effets aux seules ouvrières d'industrie. Cette limitation et cette exclusion des femmes des campagnes ainsi que des servantes et des ménagères des villes parut inadmissible au Sénat ; lequel déclara que toutes les femmes laborieuses avaient droit à la même sollicitude du législateur.

Comment les sociétés mutualistes vont-elles pouvoir assumer une aussi lourde tâche ?

L'assistance maternelle et infantile, pour être efficace et complète, doit comprendre :

- 1° L'assistance médicale à la mère et à l'enfant ;
- 2° L'indemnisation du repos obligatoire de quatre ou six semaines ;
- 3° L'allocation d'une prime d'allaitement destinée à encourager la mère à allaiter son nourrisson ;
- 4° La surveillance médicale de l'enfant pendant les premiers mois de son existence ;
- 5° L'organisation d'œuvres diverses complémentaires (gouttes de lait, crèches, etc.).

Le dernier point de ce programme est plutôt du domaine de la charité — publique ou privée — et peut, provisoirement, n'être assumé par les sociétés de secours mutuels qu'en proportion des ressources dont elles disposent ; le premier et le quatrième points peuvent également être assurés indépendamment de toute organisa-

tion mutualiste et sans frais, grâce à l'assistance médicale gratuite ; l'indemnité de chômage et la prime d'allaitement constituent donc, pour le moment, la seule charge qu'elles ont mission d'assumer.

D'après les dernières statistiques, le taux des naissances est de 9 0/0 sur l'ensemble des femmes (filles, mariées, veuves, divorcées) âgées de 15 à 49 ans, et sans tenir compte de la légitimité des naissances ni distinguer entre les enfants nés vivants et mort-nés. Autrement dit, sur 100 femmes, il faut prévoir 9 secours de maternité. Si nous acceptons le chiffre moyen de 45 francs comme montant total de ce secours — 28 journées à 1 fr. 25 et 10 francs de prime d'allaitement — nous voyons que chaque groupe de 100 femmes coûtera annuellement 405 francs et que, pour couvrir intégralement cette charge par le seul jeu de la mutualité, il faudrait fixer la cotisation annuelle à 4 fr. 05. C'est là une somme élevée et qu'il semble difficile de faire supporter aux ouvrières dont le salaire est généralement faible.

Mais, par son essence même, la mutualité n'est pas une simple entreprise d'assurance réciproque, c'est aussi une œuvre de solidarité sociale qui doit intervenir pour favoriser un acte de prévoyance destiné à accroître le bien-être général ; c'est pourquoi, devant l'impossibilité où était le seul élément féminin de faire l'effort nécessaire, la mutualité française a pris conscience de son devoir vis-à-vis de la femme et de l'enfant et a accepté le principe de faire supporter à l'ensemble des sociétaires,

sans distinction d'âge et de sexe, les risques de maternité. Se faisant l'interprète de tous, M. Mabillean a pu dire, au Congrès de 1908 : « Allez-vous dire qu'une femme peut accoucher, qu'un enfant peut mourir sans secours ? Non, vous ne le voulez pas, et s'il n'y a pas encore de loi qui consacre cela, il y a des braves gens qui se sont jetés en avant, au secours de cette loi qui allait venir et qui ont dit : « A nos risques et périls, nous allons tenter un effort de solidarité nationale et nous allons voir si nous n'y serons pas aidés. »

Cet effort de solidarité a été la participation des hommes à l'assurance de maternité, participation qui a eu pour effet de faire baisser considérablement le taux de la cotisation nécessaire.

Le nombre des travailleurs des deux sexes obligatoirement astreints à des versements en vue des retraites ouvrières est de 11.750.000 environ comprenant 7.800.000 ouvriers, 450.000 femmes âgées de 49 à 65 ans et 3.500.000 âgées de 16 à 49 ans), si donc les charges de maternité des 3.500.000 salariées étaient supportées par 11.750.000 mutualistes, ce ne serait plus 4 fr. 05 qu'il faudrait demander à chaque sociétaire, mais une somme trois fois moindre, soit plus exactement 1 fr. 25.

Ce chiffre est sensiblement le même que celui auquel on évalue en Allemagne le coût du risque de couches payé par les caisses de maladie.

Encore y a-t-il lieu de remarquer que les calculs ont été faits en considérant que la période de maternité active

était comprise entre les âges extrêmes de 16 et 49 ans ; or, pratiquement cette période ne s'étend que de 18 à 45 ans. En prenant ces âges comme base des calculs, on arrive à fixer à un franc le montant de la cotisation ; c'est le résultat auquel est arrivée la commission technique du Congrès de Nice en 1908 : « Les cotisations peuvent être en principe évaluées à un franc pour les sociétés ou groupements affiliant leurs membres en bloc quels que soient le sexe et l'âge, lorsque l'élément féminin représente du tiers à la moitié de l'effectif total. »

Telle est l'œuvre entreprise par la Mutualité française ; pour le moment, elle a besoin de l'aide de l'Etat, des communes et de la bienfaisance publique ; mais elle espère bien, dans un avenir prochain, se suffire à elle-même et poursuivre avec ses seules ressources la tâche commencée : « Nous avons entrepris, à nos risques et périls, a pu dire M. Léopold Mabillean, en donnant non pas seulement notre argent, mais notre temps et notre vie, un service d'intérêt social, un service de salut public. Il serait un peu fort que la société ne s'en aperçût pas et ne nous aidât pas un peu à l'accomplir. Je ne rougis nullement pour la Mutualité de l'obligation où elle est encore, sinon sur tous les points, au moins sur beaucoup de points, de faire appel à ce que je nomme, de façon large — et tout le monde le comprend — la solidarité générale ; par là j'entends les subventions de l'Etat, des départements et des communes..... L'idéal des mutualistes c'est de couvrir totalement, si c'est possible — pas

demain, mais dans l'avenir — les services qu'ils entreprennent. Cela est certain, mais aujourd'hui nous ne le pouvons pas (1). »

C'est donc la prévoyance libre, la prévoyance mutualiste, qui est parvenue la première à jeter les bases d'une organisation durable et complète de l'*assistance maternelle des femmes salariées* ; c'est aux pouvoirs publics et au législateur qu'il appartient maintenant de soutenir et d'encourager cette généreuse tentative.

En terminant, nous émettons le vœu suivant dont la réalisation serait susceptible de réparer l'inexplicable lacune qui existe dans notre législation française :

1° Qu'à l'avenir les sociétés de secours mutuels-maladie, ne puissent recevoir de subvention de l'Etat que si elles acceptent les femmes comme sociétaires et leur accordent, en cas d'accouchement, les secours statutaires de maladie.

2° Que le taux variable de la subvention soit d'autant plus élevé que l'assistance maternelle est plus complète et comprend totalité ou partie des avantages suivants :

— repos obligatoire, payé, pendant quatre semaines après la délivrance.

— repos obligatoire, payé, pendant deux semaines avant l'époque présumée de la délivrance.

— allocation d'une prime d'allaitement pour les trois premiers mois.

(1) Congrès de la Mutualité maternelle, 29 novembre 1908.

— fréquentation obligatoire pour la mère d'une consultation obstétricale et pour l'enfant d'une consultation de nourrissons.

3° Que lorsque les sociétés assurant l'assistance maternelle seront suffisamment nombreuses, et répandues sur tout le territoire, une loi intervienne qui oblige toutes les mères à se reposer pendant six semaines au moment de leurs couches dont quatre semaines au moins après la délivrance.

Vu :

Le Président de la thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,
A. CAHEN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	VII
CHAPITRE PREMIER. — <i>Dépopulation. — Natalité. — Mortalité. — Mortinatalité et mortalité infantile.</i>	1
CHAPITRE II. — <i>Nécessité du repos chez les femmes salariées avant et après l'accouchement.</i>	21
Repos pendant la dernière période de la grossesse.	
Intoxications industrielles	24
Repos après les couches dans l'intérêt de la mère et de l'enfant.	32
CHAPITRE III. — <i>Législation étrangère.</i>	43
CHAPITRE IV. — <i>Législation française.</i>	71
Historique. Lois existantes. Projets de lois déposés au Parlement.	71
CHAPITRE V. — <i>Assistance publique et privée.</i>	107
Assistance publique	110
Assistance privée.. . . .	120
CHAPITRE VI. — <i>Mutualités maternelles.</i>	146
La Mutualité maternelle de Paris	149
Les Mutualités militaires	163
La Mutualité maternelle en province	167
Les sociétés de secours mutuels	176
CONCLUSION	185

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
